# ÉTUDE D'AMÉNAGEMENT FONCIER LIÉ À L'AMÉNAGEMENT DE LA RN 102

## ÉTUDE COMPLÉMENTAIRE ET PROPOSITIONS

## Communes de Bournoncle-Saint-Pierre et de Saint-Géron

Mai 2016

**Bureau d'études CESAME**
ZA du Parc – Secteur Gampille
42 490 FRAISSES
Tel : 04 77 10 12 10
Mail : cesame.environnement@wanadoo.fr

**Cabinet de géomètres GEOVAL**
3 rue Yves Lamourdedieu - BP 70133
63 504 ISSOIRE Cedex
Tel : 04 73 89 15 75
Mail : issoire@geoval.info

# COMMUNES DE
# BOURNONCLE-SAINT-PIERRE
# ET
# SAINT-GERON

## Etude Complémentaire
## d'Aménagement Foncier
## lié à l'aménagement de la RN 102


**Etude réalisée par :**

- **Partie agricole et foncière**

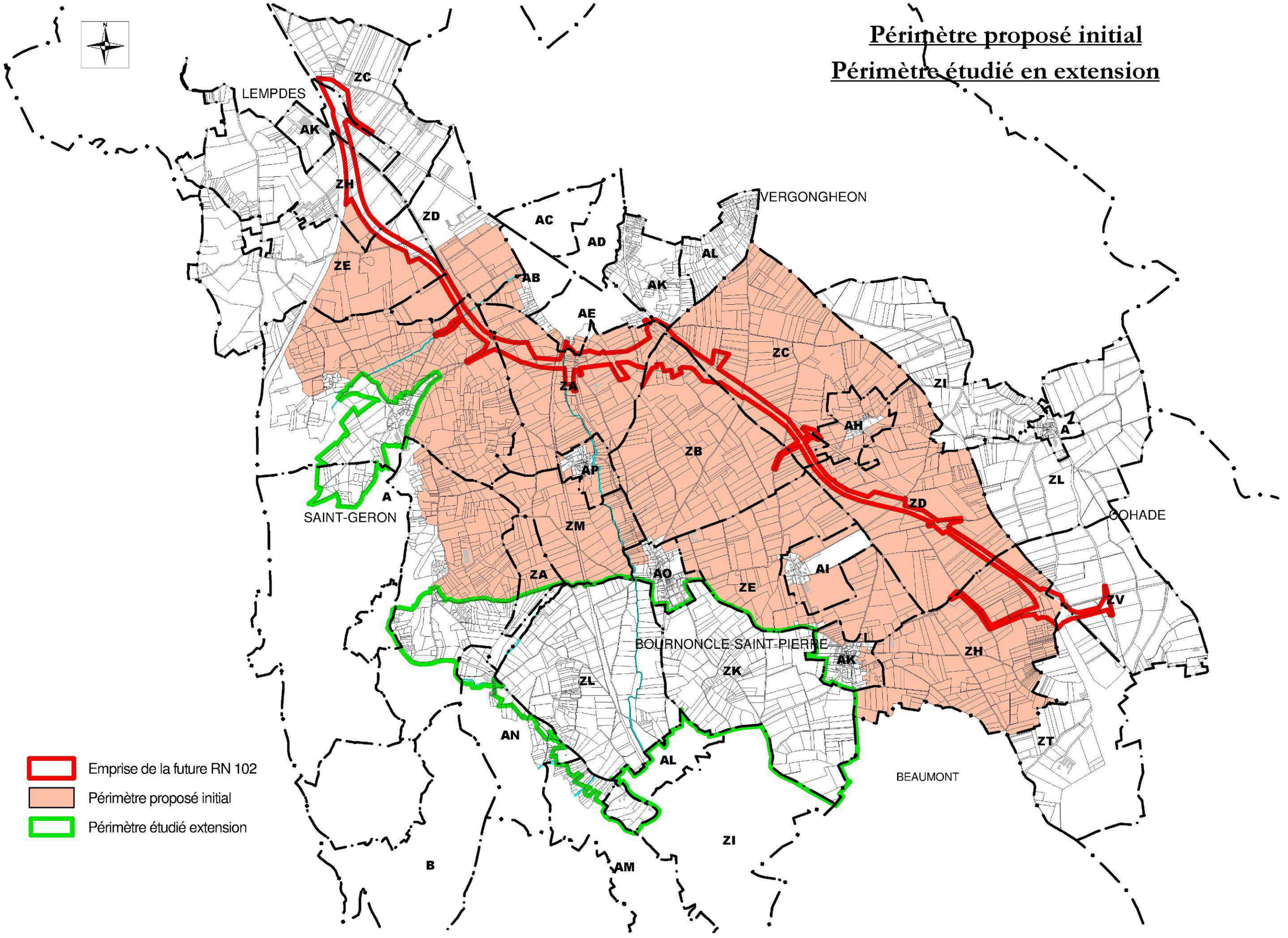
  **Cabinet GEOVAL**
  **3 Rue Yves Lamourdedieu – ISSOIRE (63)**
  **Tel : 04.73.89.15.75  Fax : 04.73.89.04.82**
  **Email : issoire@geoval.info**

- **Partie environnement et paysages**

  **Bureau d'études CESAME**
  **Zone d'Activité du Parc, Secteur Gampille – FRAISSES (42)**
  **Tel : 04.77.10.12.10  Fax : 04.77.10.12.11**
  **Email : cesame.environnement@wanadoo.fr**


**MAI 2016**

# Périmètre proposé initial
# Périmètre étudié en extension






Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

# SOMMAIRE


**LES OBJECTIFS DE L'ETUDE ..... 3**

## VOLET ENVIRONNEMENT

**1.1 ÉTAT DES LIEUX ENVIRONNEMENTAL ..... 7**
1.1.1 Topographie ..... 7
1.1.2 Géologie et hydrogéologie ..... 7
1.1.3 Pédologie et potentialités agronomiques ..... 7
1.1.4 Hydrologie et hydraulique ..... 10
1.1.5 Occupation du sol de la zone d'étude et principaux habitats ..... 12
1.1.6 Milieux naturels et diversité faunistique ..... 15

**1.2 LES RISQUES NATURELS ..... 17**
1.2.1 Les risques majeurs identifiés ..... 17
1.2.2 Les zones à risque d'inondation ..... 17
1.2.3 Le risque de retrait-gonflement des argiles ..... 18

**1.3 ÉTAT DES LIEUX PAYSAGER ET DU PATRIMOINE RURAL ..... 18**
1.3.1 Le contexte paysager et les unités paysagères présentes ..... 18
1.3.2 Les éléments paysagers de valeur et structurants vis-à-vis de l'aménagement foncier ..... 18
1.3.3 Tendances d'évolution et gestion ..... 19
1.3.4 Les points noirs paysagers ..... 19
1.3.5 Les enjeux paysagers ..... 19
1.3.6 Les éléments du patrimoine rural et touristique ..... 19
1.3.7 Sensibilités paysagères, patrimoniales et touristiques ..... 20

**1.4 SYNTHESE ..... 21**
1.4.1 Les enjeux environnementaux du territoire ..... 21
1.4.2 Les opportunités pour le territoire d'étude ..... 22

## VOLET FONCIER

**2.1 LES PROPRIETES ..... 25**
2.1.1 Les propriétés ..... 25
2.1.2 Les réserves foncières et l'emprise de la future RN 102 ..... 29
2.1.4 Les biens communaux et sectionnaux ..... 31
2.1.4 Les propriétés concernées par l'emprise de la future RN 102 ..... 33

**2.2 LES EXPLOITATIONS ..... 35**
2.2.1 Les exploitations concernées par l'emprise de la future RN 102 ..... 46
2.2.1.1 Les exploitations impactées ..... 46
2.2.1.2 Les exploitations coupées ..... 51
2.2.1.3 Les exploitations impactées et coupées ..... 54

**2.3 LA VOIRIE SUR LE PERIMETRE ETUDIE ..... 61**

**2.4 URBANISME ..... 63**

**2.5 ANALYSE DES BESOINS D'AMENAGEMENT ..... 64**

## PROPOSITION D'AMENAGEMENT FONCIER ET RECOMMANDATIONS ENVIRONNEMENTALES

**3.1 POSSIBILITES D'AMENAGEMENT ET RECOMMANDATIONS LIEES A L'ENVIRONNEMENT, A L'HYDRAULIQUE (MISSION COMMUNE) ..... 67**
3.1.1 Modes d'aménagements foncier existants ..... 67
3.1.1.1 L'aménagement foncier agricole et forestier ..... 67
3.1.1.2 Dispositions de l'article L 123-24 ..... 68
3.1.1.3 Procédure de l'article L 123-24 ..... 70

**3.2 MODES D'AMENAGEMENT PROPOSES SUR LES COMMUNES DE BOURNONCLE-ST-PIERRE ET SAINT-GERON ..... 75**

**3.3 MODES D'AMENAGEMENT PROPOSES SUR LES COMMUNES DE BOURNONCLE-ST-PIERRE,SAINT-GERON,VERGONGHEON, LEMPDES-SUR-ALLAGNON. ..... 75**
3.2.1 Un aménagement foncier agricole et forestier avec inclusion d'emprise ..... 75
3.2.2 Un aménagement foncier agricole et forestier avec exclusion d'emprise ..... 76

**3.4 PERIMETRES PROPOSES ..... 77**
3.4.1 Un périmètre perturbé lié à un aménagement foncier avec inclusion d'emprise ..... 77
3.4.2 Un périmètre perturbé lié à un aménagement foncier avec exclusion d'emprise ..... 80

**3.5 IMPACTS POTENTIELS DE L'AMENAGEMENT FONCIER – AUTRES COMMUNES CONCERNEES ..... 85**
3.5.1 Sites inscrits ou classés ..... 85
3.5.2 Sites Natura 2000 ..... 85
3.5.3 Hydrologie ..... 85

3.6 **RECOMMANDATIONS ENVIRONNEMENTALES ..... 86**
3.6.1 Hydrologie ..... 86
3.6.2 Milieu naturel ..... 87
3.6.3 Paysage, tourisme et patrimoine ..... 88

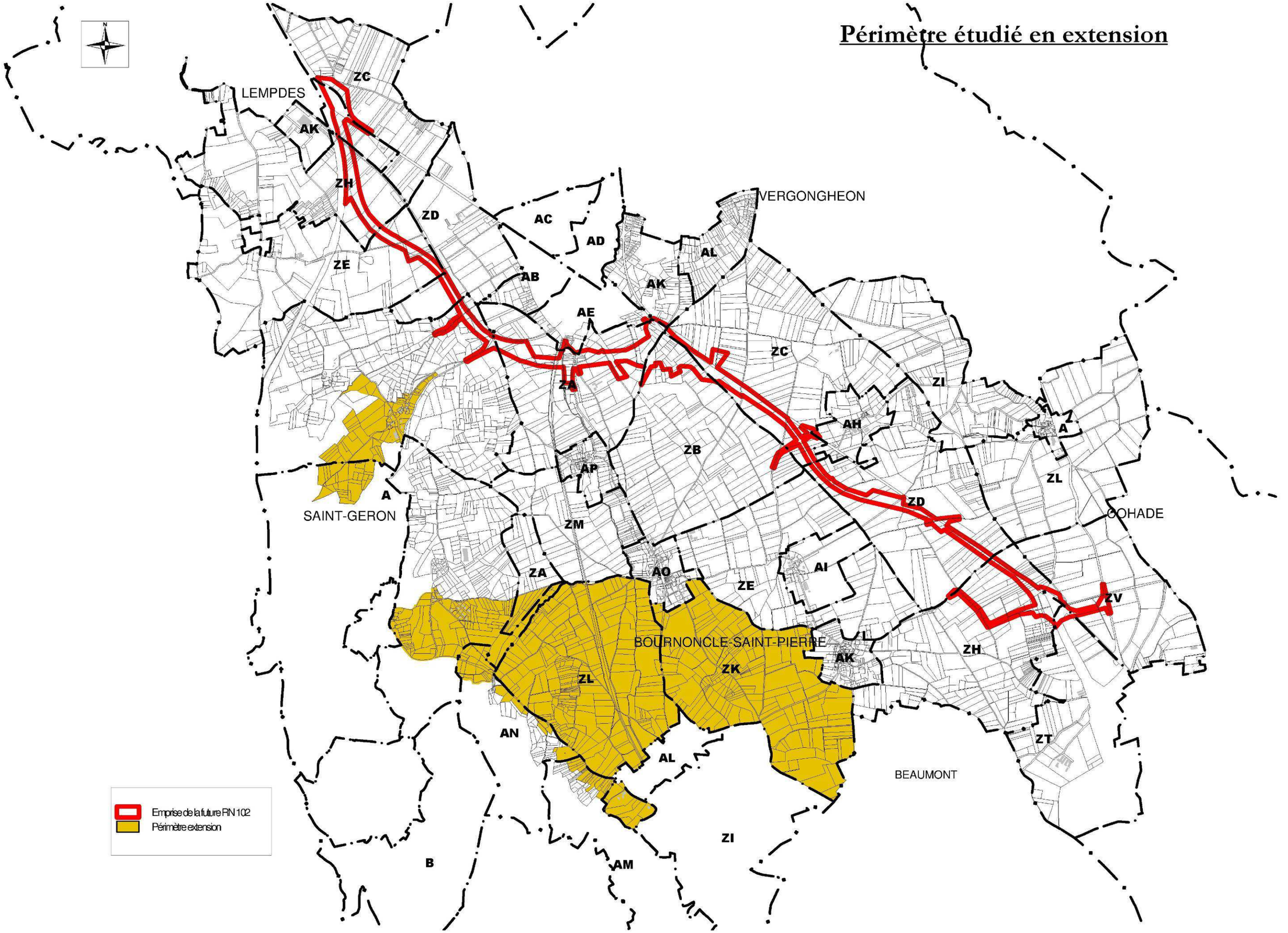
ANNEXES





Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

# Périmètre étudié en extension






Haute-Loire le DÉPARTEMENT

# LES OBJECTIFS DE L'ETUDE

Cette étude est un complément de celle réalisée en Janvier 2015 sur les communes de Bournoncle-Saint-Pierre, Cohade, Lempdes-sur-Allagnon, Saint-Géron et Vergongheon qui a permis d'évaluer les dommages causés aux exploitations agricoles, aux propriétés, au réseau de chemins existants et à l'environnement dans le cadre du passage de la future RN 102.

Les conclusions de l'étude déjà réalisée ont montré que bon nombre d'exploitants impactés ou coupés par le futur ouvrage linéaire, exploitaient des parcelles sur un périmètre plus large que celui étudié initialement, notamment sur les communes de Bournoncle-Saint-Pierre et Saint-Géron. Les maires de ces 2 collectivités locales ont donc demandé que soit menée une étude complémentaire afin d'évaluer les éventuels impacts la future route sur un territoire plus étendu.

La superficie étudiée est d'environ 374 hectares. Elle correspond à environ 297 hectares sur la commune de Bournoncle-St-Pierre et 78 hectares sur la commune de Saint-Géron.

Des rencontres en mairie avec les exploitants se sont déroulées sur une ½ journée et ont permis de :

- Mettre à jour et compléter la carte des exploitations établie à partir des renseignements fournis par les agriculteurs et des relevés PAC.

- Contrôler la carte d'utilisation des sols établie d'après les reconnaissances effectuées sur le terrain.

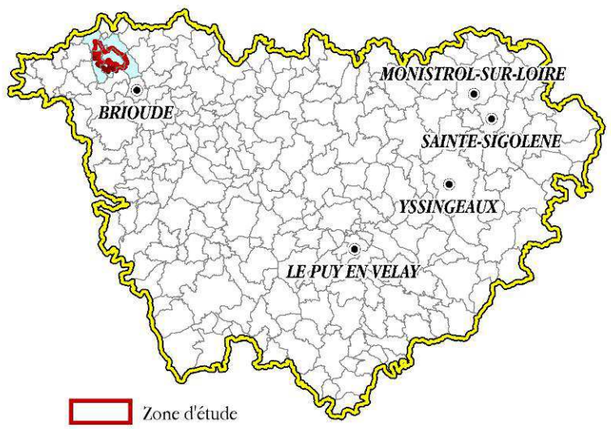
- Compléter les besoins d'aménagements (chemins à créer, à aménager …).

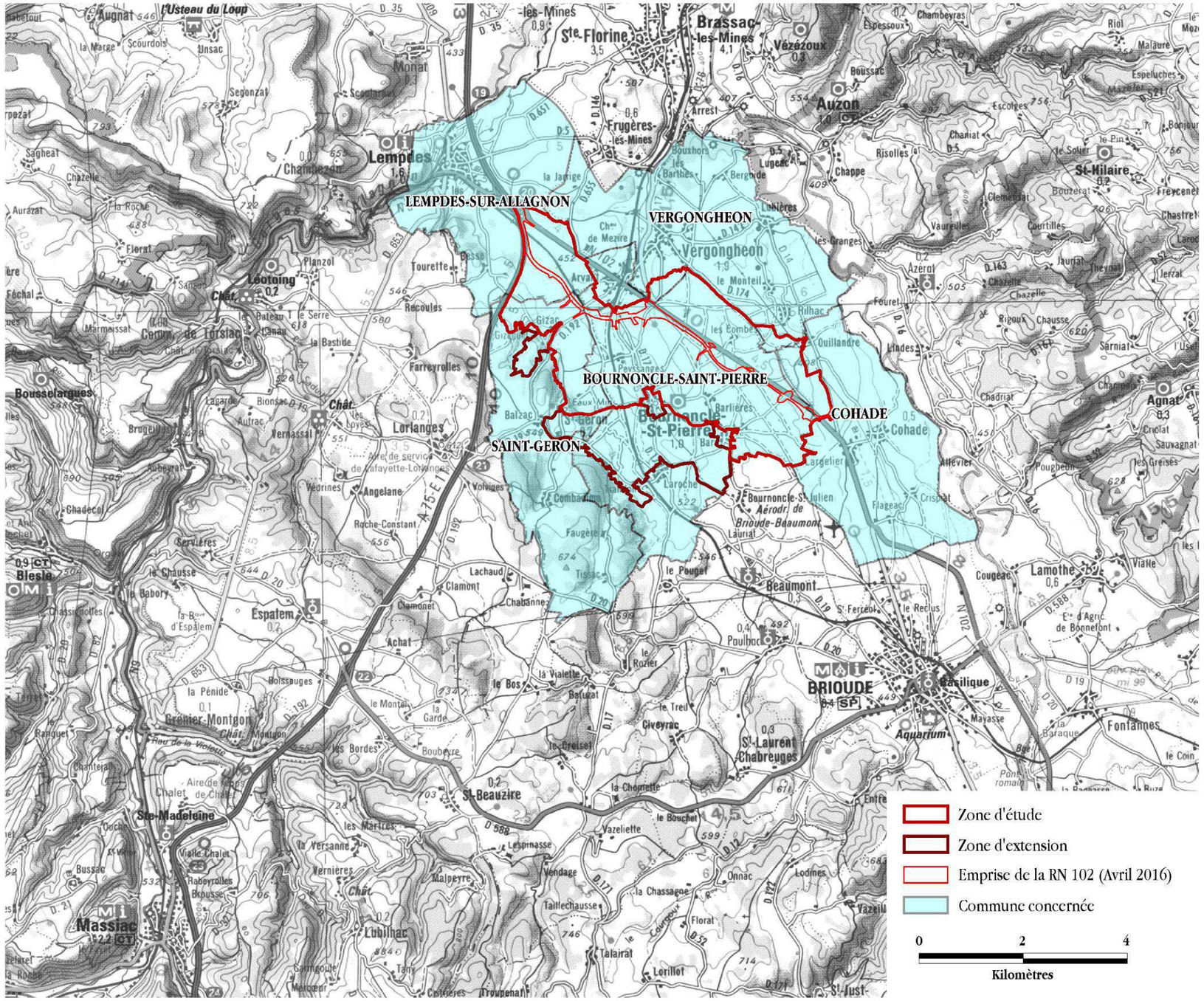
Cette étude complémentaire a débuté à l'automne 2015. En avril 2016, l'emprise de la future RN 102 a légèrement changé alors que nous allions rendre nos conclusions. Notre analyse et nos statistiques quant aux impacts sur les propriétés et les exploitations agricoles ont été faites sur l'ancien tracé et laissées telles quelles dans ce document, l'infime écart du tracé ne justifiant pas de recommencer le travail global de cartographie et de réflexion. Seuls, dans le volet foncier, les chiffres et les cartes des réserves foncières et de l'emprise ont été corrigés. Les cartes et chiffres des conclusions ont également pris en compte le changement de tracé.



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

# SITUATION




Sources : - Sandre,
- Géoval

Fond : Géoportail

CESAME ÉTUDES & CONSEIL EN ENVIRONNEMENT

*Référence : 1741 - LG - 2016*

# VOLET ENVIRONNEMENT

## 1.1 État des lieux environnemental

Étude complémentaire sur la zone d'extension d'environ 380 hectares (communes de Bournoncle-Saint-Pierre et Saint-Géron) et synthèse sur l'ensemble de la zone étudiée.

### 1.1.1 Topographie – Pentes

***Cartes : Relief et Pentes***

La zone d'extension concerne plusieurs secteurs sur le rebord du plateau du Brivadois qui s'étage de 540 m depuis les petits plateaux agricoles situés vers les villages de Gizac et de Balzac, à 440 m dans la vallée étroite de Leuge. La pente générale est orientée vers le Sud-Est en direction de l'Allier; rivière située à environ 400 m d'altitude.
Au Sud-Est du Bourg de Bournoncle-St-Pierre, un interfluve dont le point haut se situe à 509 m (entre les villages de Laroche et de Bard) ferme la vallée de la Leuge. L'éperon rocheux de Laroche culmine à 509 m.

Les pentes sont assez homogènes sur la zone d'extension et majoritairement inférieures à 5%. Elles peuvent dépasser 15% au niveau des versants de Balzac et de Laroche mais aussi sur une partie du ruisseau de Riomartin au Sud-Est de St-Géron.
Les pentes localement marquées peuvent constituer un facteur limitant pour l'exploitation agricole des terrains (avec un sol généralement mince). Elles contribuent également à accélérer les ruissellements en périodes pluvieuses aggravant ainsi les risques (inondation et érosion).

La topographie de la zone d'étude se caractérise par un vaste plateau en rive gauche de l'Allier entaillé par la vallée de la Leuge. La zone d'extension comprend une partie du rebord du plateau et l'interfluve entre la vallée de la Leuge et celle de la Vendage. Les pentes prononcées aux niveaux de quelques versants sont à prendre en compte.

### 1.1.2 Géologie et hydrogéologie

***Carte : contexte géologique***

#### A - Géologie

Le bassin de Brioude est un bassin d'effondrement remblayé par des sédiments détritiques dans lesquels s'intercalent des niveaux carbonatés. Des argiles et des sables argileux constituent la plus grande partie du remplissage du bassin.
La zone d'extension comprend une zone d'ancienne carrière d'Argile à ciel ouvert vers le hameau de Laroche au Lieu-dit Pougnadoux. L'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles section ZK n°4 à 6, 8 à 12, 16 à 22, 206, 208 à 210, 225, 226, et 232 pour une surface de 16,2 ha.
L'arrêté préfectoral du 5 juin 2003 accorde une autorisation pour une durée de 30 ans pour une capacité de 40 000 tonnes/an.
Suivant l'arrêté préfectoral du 14 juin 2014, c'est la S.A.S Bouyer Leroux Structure (siège social 49280 La SEGUINIERE), qui a acquis l'autorisation d'exploiter cette carrière.

#### B – Hydrogéologie et alimentation en eau potable

La zone d'extension concerne les mêmes masses d'eau que la zone d'étude : la masse d'eau souterraine **FRGG051** : « Sables, argiles et calcaires du Tertiaire de la Plaine de la Limagne » et **FRGG052** : « Alluvions Allier amont ». Ces nappes sont recensées au titre du SDAGE Loire-Bretagne (voir chapitre correspondant).
Le bon état est atteint au droit de la zone d'étude pour les 2 masses d'eau. (Source : SDAGE Loire Bretagne).
Il n'existe **aucun captage pour l'alimentation en eau potable** (ou source captée publique) répertorié sur la zone d'extension.
Une seule nouvelle source alimentant un puits et un abreuvoir en bordure d'un chemin au Sud-Ouest du hameau de Bard a été relevé lors de notre parcours de terrain et cartographié.

### 1.1.3 Pédologie et potentialités agronomiques

***Carte : Contexte pédologique***

#### Type de sols

Ce sont les sols bruns ou brunifiés qui dominent sur la zone d'extension. Sur le rebord du plateau et les versants, on observe une association de sols d'érosion peu évolués (rankers, lithosols et régosols) avec de faibles potentialités agronomiques (zones boisées, de prairies et de friches).

#### Sensibilité à l'érosion

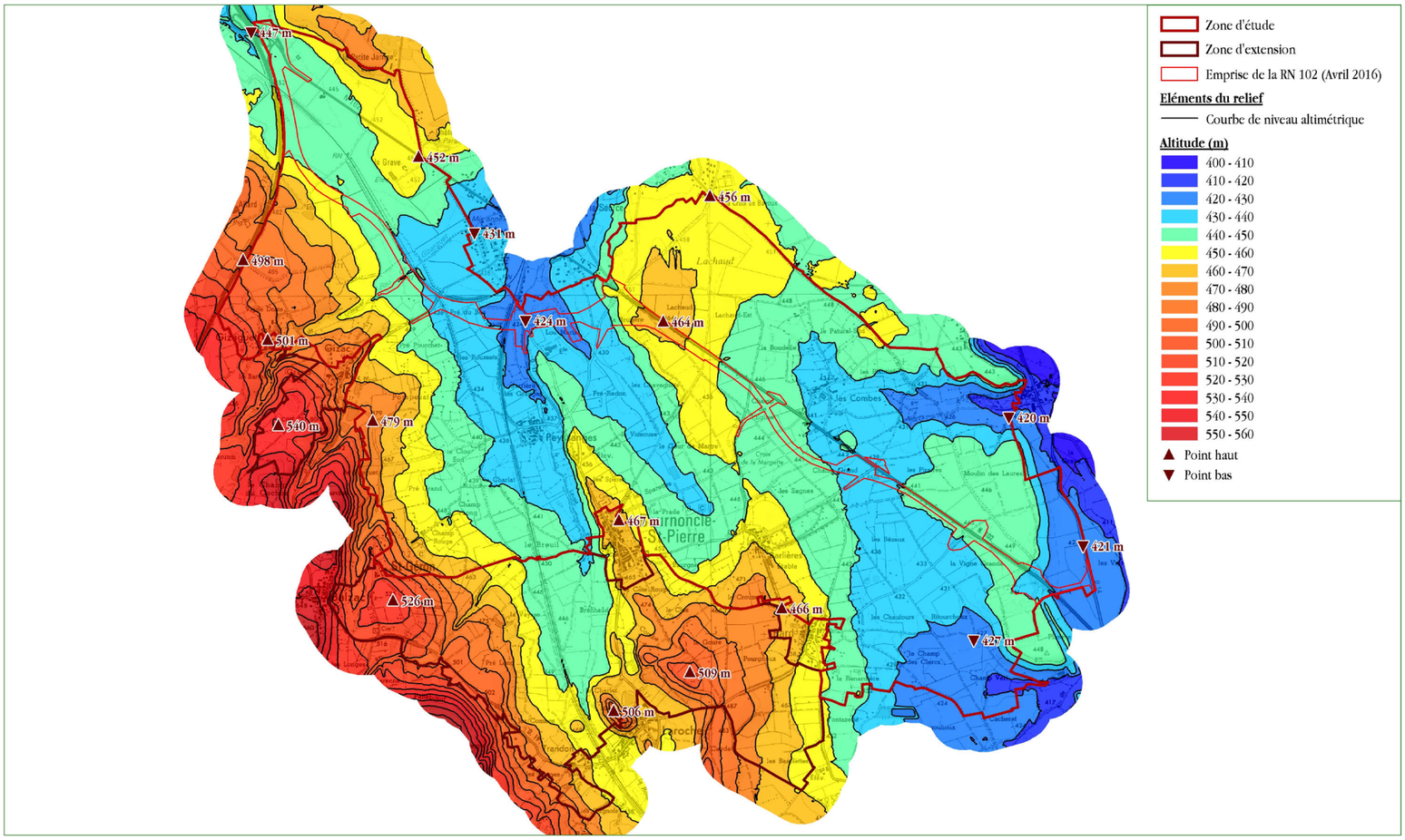
Les risques d'érosion sont majeurs sur le rebord du plateau (St-Géron) et les versants entre Laroche et Bard en raison de la structure grossière des sols.
Seule une couverture végétale permanente (bois, prés, friches) peut assurer une bonne protection des sols de ces secteurs.

La sensibilité à l'érosion des sols est réelle mais limitée soit par des pentes faibles, soit par le couvert végétal permanent dans les secteurs où la pente est plus marquée (prairies permanentes et boisements).

Haute-Loire le DÉPARTEMENT

ETUDE D'AMENAGEMENT FONCIER LIE A L'AMENAGEMENT DE LA RN102

## RELIEF




Sources : -CESAME, d'après informations de la BD ALTI®5m-©IGN
- Géoval

Fond : SCAN25®-©IGN

0 0.5 1
Kilomètres

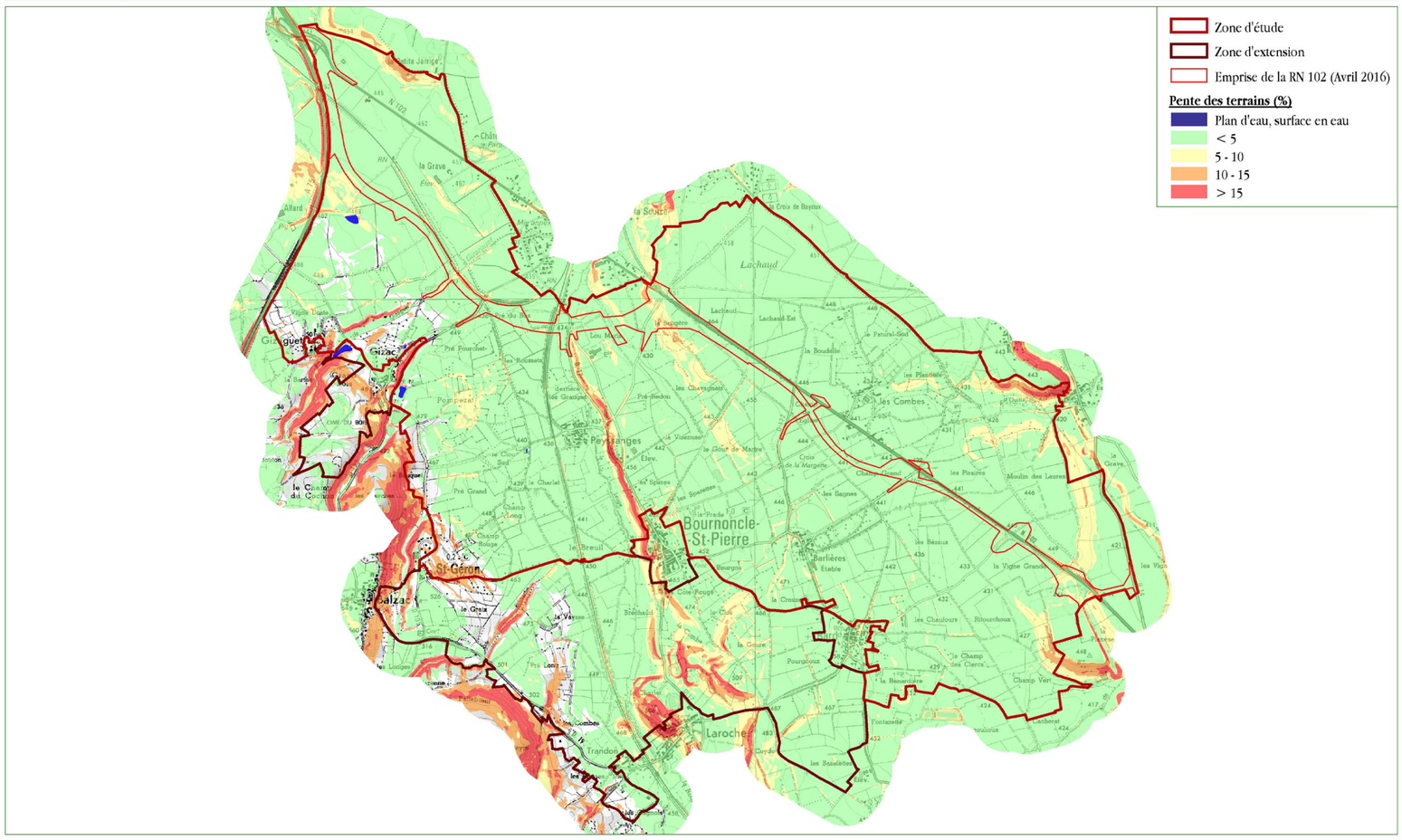
CESAME ÉTUDES & CONSEIL EN ENVIRONNEMENT

*Référence : 1741 - LG - 2016*

Haute-Loire le DÉPARTEMENT

ETUDE D'AMENAGEMENT FONCIER LIE A L'AMENAGEMENT DE LA RN102

## PENTES




Sources : -CESAME, d'après informations de la BD ALTI®5m-©IGN
- Géoval

Fond : SCAN25®-©IGN

0 0.5 1
Kilomètres

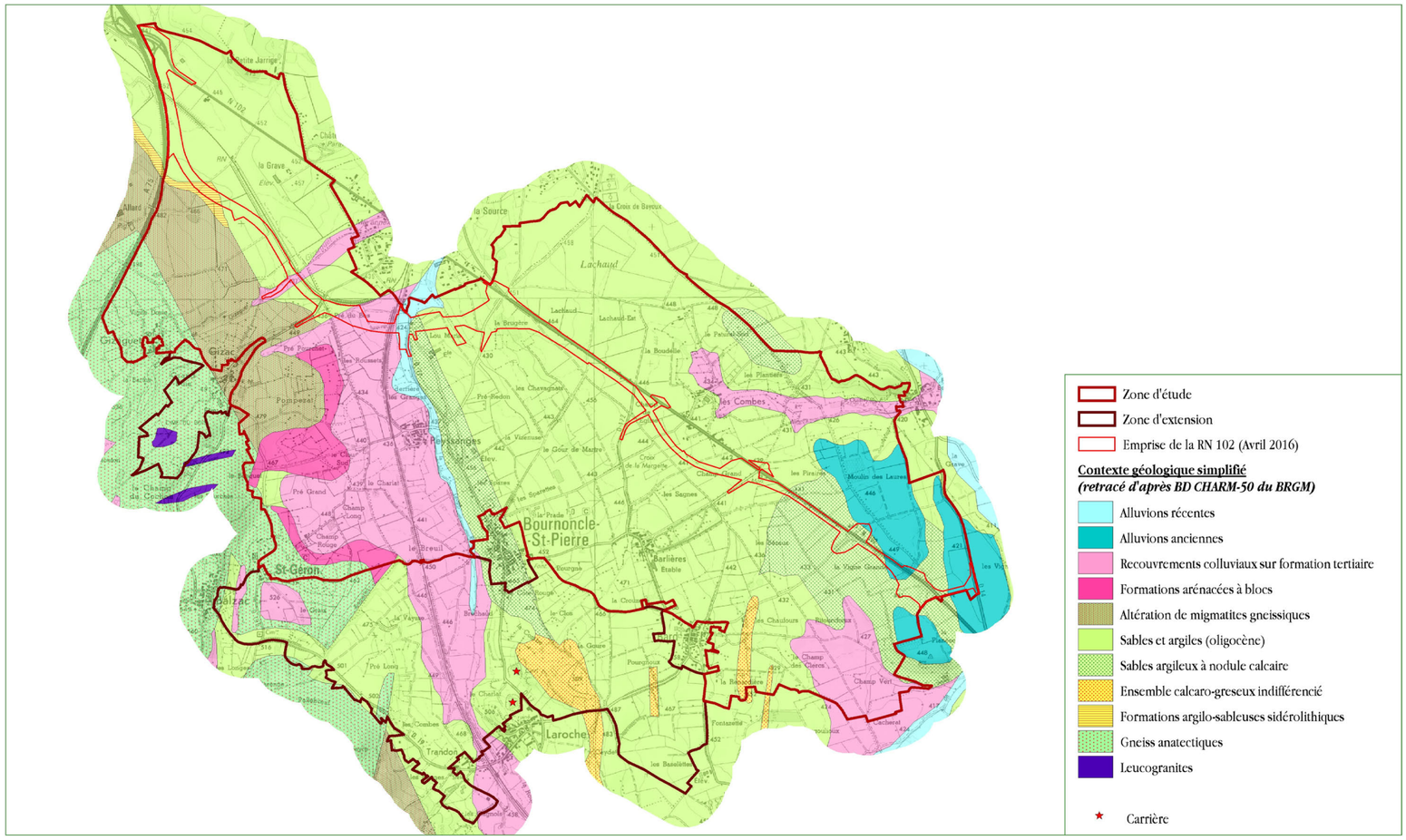
CESAME ÉTUDES & CONSEIL EN ENVIRONNEMENT

*Référence : 1741 - LG - 2016*

Haute-Loire le DÉPARTEMENT

ETUDE D'AMENAGEMENT FONCIER LIE A L'AMENAGEMENT DE LA RN102

# CONTEXTE GÉOLOGIQUE




Sources : -CESAME, d'après informations de la Bd Charm-50 du BRGM
- Géoval

Fond : SCAN25®-©IGN

0 0.5 1
Kilomètres

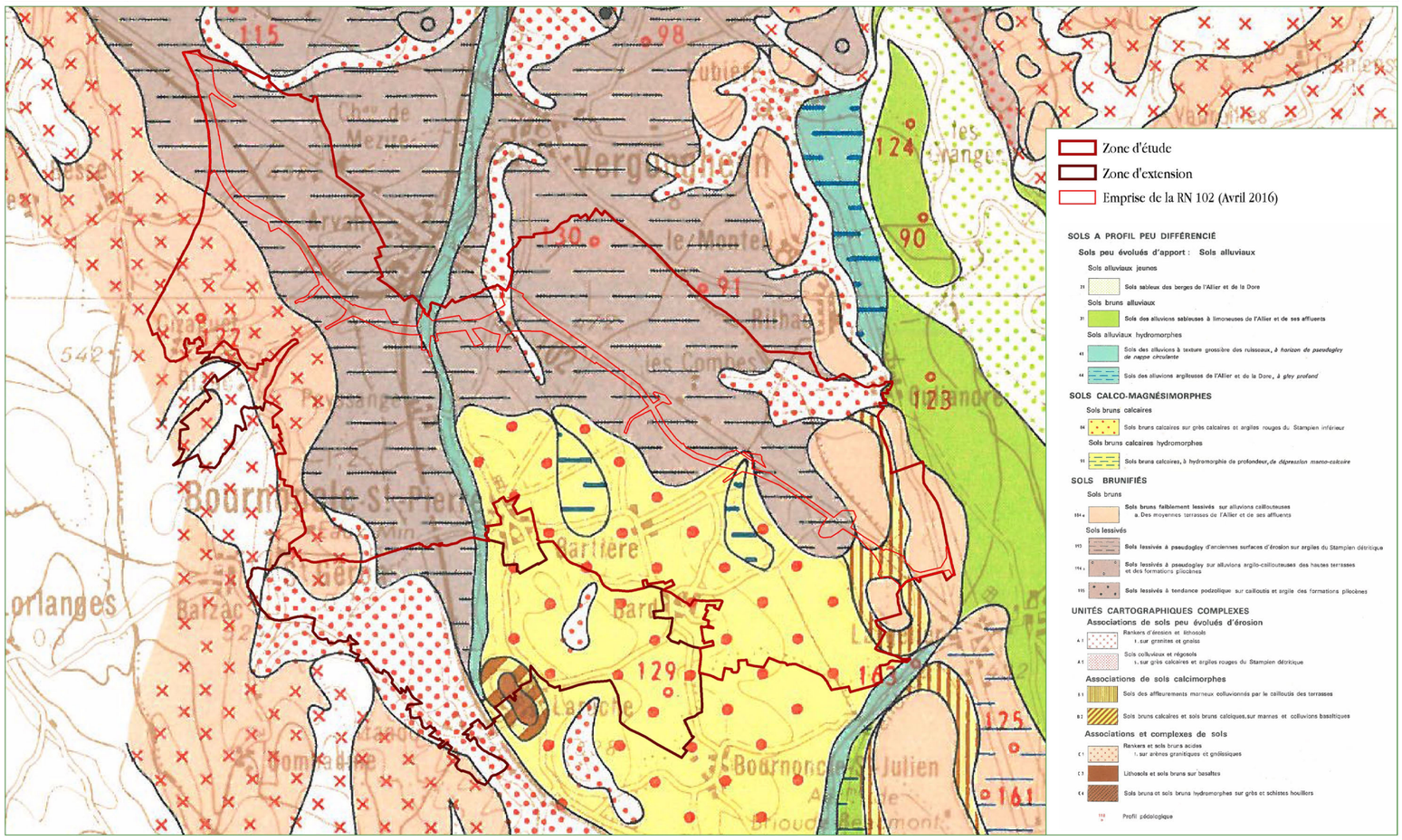
CESAME ÉTUDES & CONSEIL EN ENVIRONNEMENT

*Référence : 1741 - LG - 2016*

Haute-Loire le DÉPARTEMENT

ETUDE D'AMENAGEMENT FONCIER LIE A L'AMENAGEMENT DE LA RN102

# CONTEXTE PÉDOLOGIQUE




Sources : - Carte pédologique du val d'Allier, feuille Sud : Clermont-Ferrand, 1/100 000°
- Géoval

0 0.5 1
Kilomètres

CESAME ÉTUDES & CONSEIL EN ENVIRONNEMENT

*Référence : 1741 - LG - 2016*

## 1.1.4 Hydrologie

***Cartes : Contexte hydrographique et hydrologie locale***

### A - Contexte hydrologique

La zone d'extension appartient au bassin versant de la Loire par l'intermédiaire du **bassin versant de l'Allier.**
La zone d'extension est principalement drainée par un cours d'eau affluent de l'Allier **la Leuge** et son affluent le ruisseau de **Riomartin** en rive gauche qui matérialise une partie de la limite entre les deux communes de St-Géron et Bournoncle-St-Pierre. La pointe Est de la zone d'extension appartient au bassin versant de **la Vendage** (affluent de l'Allier).

Le réseau hydrographique cartographié représente un linéaire de 3,4 kilomètres environ. Lors de nos levées de terrains (fin août 2015), la Leuge présentait un débit très faible et le Riomartin était quasiment totalement sec.
La Leuge s'écoule dans un environnement agricole mais une ripisylve assez bien fournie est présente sur tout son tracé.
Le Riomartin est très fortement encaissé sur sa partie amont et ses abords sont principalement boisés. Il bifurque ensuite à l'Est et franchit la voie ferrée. Il longe alors une route jusqu'à la Leuge.

**Les zones humides** sont peu développées et cantonnées essentiellement à la proximité immédiate des cours d'eau et de l'étang, ainsi que dans le petit vallon situé aux pieds du hameau de Balzac. (voir chapitre « occupation des sols »).
A noter la présence d'un seul nouveau plan d'eau privé à St-Géron.

Les pourcentages de surface des bassins versants situés sur l'ensemble de la zone d'étude (avec la zone d'extension) sont données dans le tableau ci-après.

| Cours d'eau | Surface du bassin versant amont au droit de la commune (km2) | Surface du bassin versant sur la zone d'étude totale (km2) | Rapport entre les deux surfaces (%) |
|---|---|---|---|
| La Leuge | 25,0 | 8,5 | 34,0% |
| Dont le Gizaguet | 6,5 | 2,5 | 38,5% |
| Dont le Riomartin | 2,4 | 0,5 | 18,8% |
| *Total la Leuge* | 33,9 | 11,5 | 33,8% |
| Ouilliandre | 4,0 | 2,9 | 72,5% |

Avec la zone d'extension, 34 % environ du bassin versant de la Leuge sont compris dans la zone d'étude totale. Cette constatation rend ce ruisseau sensible vis-à-vis d'un aménagement foncier.

### B - Données hydrologiques

Sur la commune Bournoncle-St-Pierre, la zone d'extension est également concernée par le PPRI (Plan de prévention des risques d'inondation) de la Leuge (arrêté préfectoral du 8/03/2011). Les secteurs à risque sur la zone d'extension ne concernent que des parcelles agricoles de part et d'autre du cours d'eau.

### C - Qualité des eaux / Assainissement

Il n'existe pas de donnée de qualité de l'eau concernant le Riomartin.

Aucun équipement supplémentaire d'assainissement ne concerne la zone d'extension.

Les cours d'eau la Leuge, le Gizaguet et l'Ouillandre présentent des qualités d'eau moyennes à mauvaises dues à une pollution d'origine agricole et/ou domestique. Ils sont à sec plusieurs fois dans l'année.

### D - Données piscicoles

• Les cours d'eau sont classés en **première catégorie piscicole** (salmonidés dominants) mais leur état fonctionnel est considéré comme perturbé. La diversité piscicole de la Leuge est faible puisque seulement trois espèces ont été inventoriées (Gardon, Loche franche et Vairon).
Le Riomartin sans réelle potenioalité et peu accessible n'est pas fréquenté par les pêcheurs.

• Cependant, il est important de préserver ces cours d'eau et leur ripisylve ainsi que les zones humides associées. L'aménagement de points d'abreuvement ou de franchissement des cours d'eau pourrait être envisagé dans le cadre de l'aménagement foncier et participerait à l'amélioration de la qualité de l'eau.

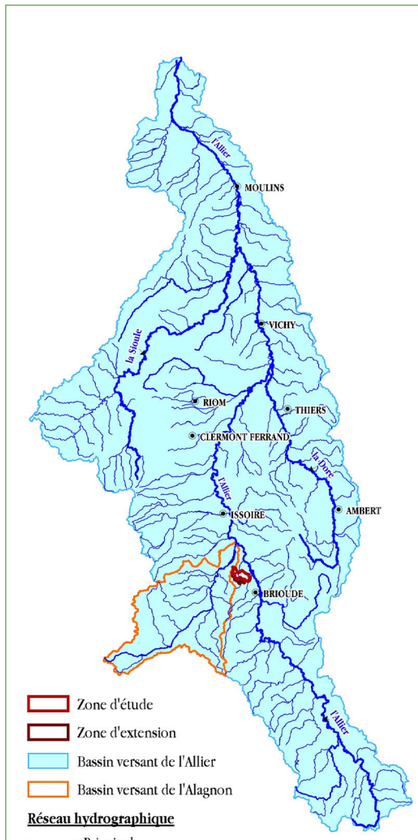
### E - Cadre réglementaire : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) – Directive Cadre Européenne (DCE)

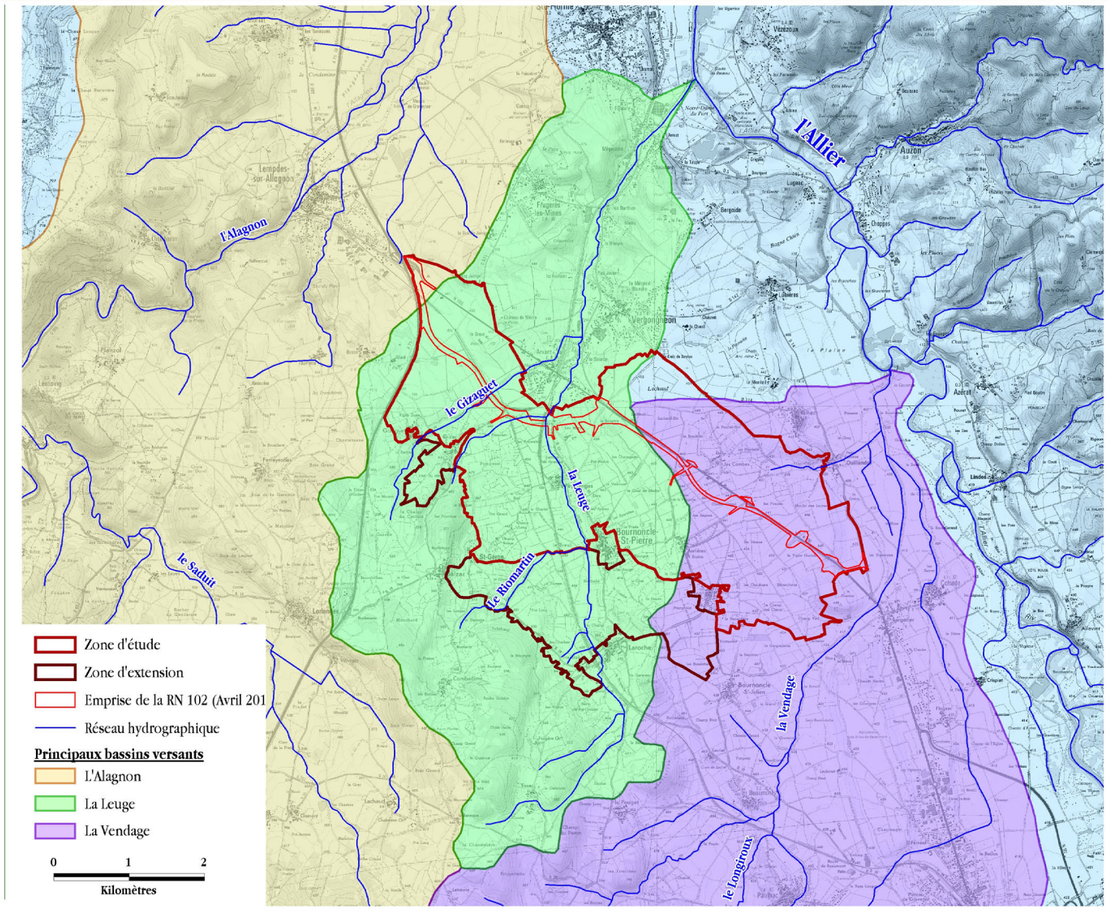
• La zone d'extension tout comme l'ensemble de la zone d'étude est concernée le SDAGE Loire-Bretagne. Un découpage en «masses d'eau» a été réalisé et des objectifs ont été fixés pour chacune d'elles. La qualité de la masse d'eau de la Leuge est mauvaise et cette masse d'eau superficielle nécessitera des actions supplémentaires justifiant le report de délai à 2027 pour l'atteinte de l'objectif de bon état global.
• Pour répondre à l'objectif d'atteinte du bon état des milieux aquatiques, le SDAGE (2016-2021) s'appuie sur **14 orientations fondamentales** auxquelles sont associées des dispositions :
- 1 - Repenser les aménagements de cours d'eau
- 2 - Réduire la pollution par les nitrates
- 3 - Réduire la pollution organique et bactériologique

Haute-Loire le DÉPARTEMENT

ETUDE D'AMENAGEMENT FONCIER LIE A L'AMENAGEMENT DE LA RN102

# CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE




Sources : - BD Carthage ®-©IGN-2013
- Géoval

Fond : SCAN25®-©IGN

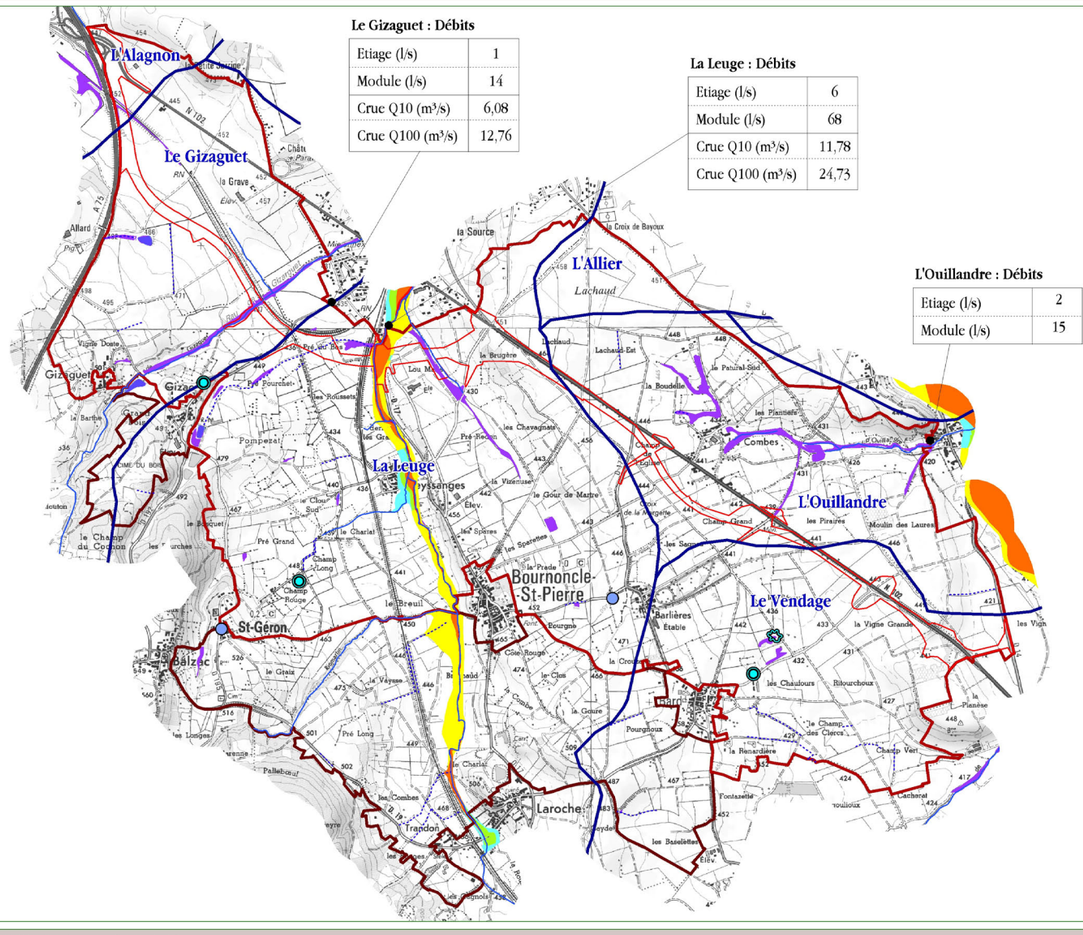
CESAME ÉTUDES & CONSEIL EN ENVIRONNEMENT

*Référence : 1741 - LG - 2016*

Haute-Loire le DÉPARTEMENT

ETUDE D'AMENAGEMENT FONCIER LIE A L'AMENAGEMENT DE LA RN102

# CONTEXTE HYDROLOGIQUE LOCAL




Sources : -BD CARTHAGE®-©IGN-2012, CESAME-prospection de terrain 2014,
- DREAL Auvergne, Dossier d'enquête publique préalable à la DUP RN102
- Géoval

Fond : SCAN25®-©IGN

CESAME ÉTUDES & CONSEIL EN ENVIRONNEMENT

*Référence : 1741 - LG - 2016*

Haute-Loire le DÉPARTEMENT

- 4 - Maîtriser la pollution par les pesticides
- 5 - Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses
- 6 - Protéger la santé en protégeant la ressource en eau
- 7 - Maîtriser les prélèvements d'eau
- 8 - Préserver les zones humides
- 9 - Préserver la biodiversité aquatique
- 10 - Préserver le littoral
- 11 - Préserver les têtes de bassin versant
- 12 - Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques
- 13 - Mettre en place des outils réglementaires et financiers
- 14 - Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

Les orientations 8 et 12 sont à prendre en compte plus particulièrement dans le cadre d'un aménagement foncier.

Le projet d'aménagement foncier ne doit pas aller à l'encontre des orientations du SDAGE Loire - Bretagne (notamment sur les zones humides) et devra contribuer à l'atteinte de l'objectif de bon état écologique.

### Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Allier aval

Le SAGE Allier aval a été validé le 3 juillet 2015 par la CLE puis approuvé par un arrêté inter-préfectoral le 13 novembre 2015. Ce document définit 8 enjeux (avec plusieurs dispositions associées) dont certains doivent être pris en compte dans le cadre d'un aménagement foncier :

- l'enjeu 3 « vivre avec / à côté de la rivière en cas de crue » avec comme disposition « préserver les zones inondables »,
- l'enjeu 7 « maintenir les biotopes et la biodiversité » avec des dispositions concernant la préservation des zones humides et la prise en compte de la trame verte et bleue.

Le projet d''aménagement foncier et les travaux connexes devront intégrer les enjeux et dispositions du SAGE Allier aval, notamment « maintenir les biotopes et la biodiversité » et « vivre avec / à côté de la rivière en cas de crue ».

## 1.1.5 Occupation du sol de la zone d'étude et principaux habitats

Note : les données ayant permis la rédaction de ce paragraphe proviennent **de levés de terrain et d'enquêtes effectués entre août et octobre 2014 puis en août 2015**. Ces levés ne prétendent pas à l'exhaustivité. En revanche, la bibliographie (notamment dossier d'enquête préalable à la DUP lié à la RN 102 - DREAL 2013) et les enquêtes ont permis une approche d'ensemble et des conclusions sûres quant aux principales sensibilités des milieux.

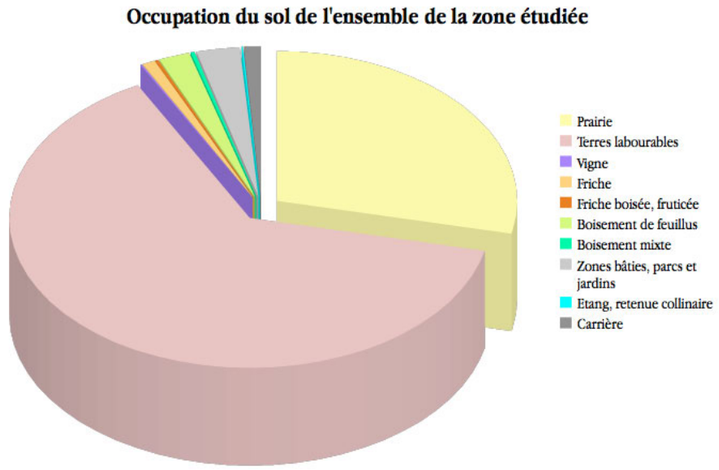
Dans les paragraphes suivants, sont indiqués entre parenthèses les codes Corine Biotopes (CB). C'est une nomenclature européenne permettant de classifier l'ensemble des habitats naturels. Les surfaces annoncées sont calculées graphiquement par notre SIG MapInfo (voir p**lan parcellaire d'état initial en annexes)**.

**Surfaces en hectare issues du plan parcellaire "État initial de l'occupation du sol**

| Occupation du sol | Zone d'étude | | Zone extension | | TOTAL | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Surface (ha) | Proportion | Surface (ha) | Proportion | Surface (ha) | Proportion |
| Prairie | 368,25 | 25,9% | 120,87 | 31,1% | 489,12 | 27,0% |
| Terres labourables | 904,76 | 63,5% | 189,74 | 48,9% | 1094,5 | 60,4% |
| Vigne | 1,58 | 0,1% | 0,42 | 0,1% | 2,01 | 0,1% |
| Friche | 7,30 | 0,5% | 7,62 | 2,0% | 14,92 | 0,8% |
| Friche boisée, fruticée | 3,60 | 0,3% | - | - | 3,6 | 0,2% |
| Boisement de feuillus | 16,66 | 1,2% | 19,4 | 5,0% | 36,06 | 2,0% |
| Boisement mixte | 4,63 | 0,3% | | 0,0% | 4,63 | 0,3% |
| Zones bâties, parcs et jardins | 38,78 | 2,7% | 11,14 | 2,9% | 49,93 | 2,8% |
| Etang, retenue collinaire | 1,40 | 0,1% | 0,46 | 0,1% | 1,86 | 0,1% |
| Carrière | - | - | 19,04 | 4,9% | 19,04 | 1,1% |

Les grands types d'occupation du sol **présents** sur l'ensemble de la zone d'étude sont les suivants :

- **Les terres agricoles en cultures, en prairies de fauche et pâturages** lorsque les terrains sont plus pentus ou humides.
- **Les zones en friches agricoles** dont une partie est humide ou sur les pentes.
- **Les formations boisées** naturelles et plantées, dominées par les feuillus. Il n'y a pas de peupleraie.
- **Les haies**, formations arborées ou arbustives, intercalées entre les parcelles agricoles ou longeant les cours d'eau (**ripisylves**) ou les chemins. Elles sont peu nombreuses et constituent un maillage très lâche et discontinu sur le territoire. Cependant les arbres sont présents soit isolés soit en alignements.
- **Les zones bâties**, les voiries, une carrière et autres zones anthropiques (parkings, délaissés ...).




## A - Formations boisées

Sur la zone d'extension, elles représentent 5 % de la zone d'extension soit 19,4 ha. Il n'y a pas de réel massif boisé et seuls quelques îlots sont boisés vers le village de Gizac à St-Géron et sur le petit versant de la Leuge à Bournoncle-St-Pierre.
On observe aussi quelques parcelles le long du Riomartin qui se sont boisées naturellement.
Au total, **les bois ne représentent que 40,7 ha soit environ 2,3% de l'ensemble de la surface étudiée.**

Il s'agit uniquement de boisements naturels de feuillus de type Chênaies et Chênaies-Charmaies. Quelques bandes boisées proche des cours d'eau s'apparentent à des Aulnaies-Frênaies. Ces formations boisées sont comparables à celles observées sur le reste de la zone d'étude.

La forêt est essentiellement privée et aucune **forêt communale ou sectionale n'a été recensée.**

Des espaces boisés protégés et classés (EBC) dans le zonage de la carte communale de St-Géron concernant la zone d'extension : ils se répartissent sur le plateau de Gizac et le long de la rive gauche du ruisseau du Riomartin.

## B - Les zones humides

La zone d'extension abrite 0,9 ha de prairies humides, principalement au niveau du talweg du hameau de Balzac (St-Géron) et en bordure des cours d'eau et de l'étang. Elles ont été identifiées par la présence d'une végétation hygrophile lors de nos levés de terrains.

Ainsi, les zones humides recensées couvrent environ 30,4 ha soit environ 1,8 % de l'ensemble de la zone étudiée.

Le cortège végétal composé d'espèces inféodées aux milieux semi-humides à humides est similaire à celui rencontré sur la première zone d'étude.

## C - Les prairies et friches (ou fourrés)

La zone d'extension présente plusieurs zones de prairies mésophiles pâturées ou fauchées (environ 120 ha cartographiés).
Au total, elles **représentent 489 ha soit environ 27% de l'ensemble de la surface étudiée** (Pâtures mésophiles (CB : 38.1) et Prairies de fauche mésophiles (CB : 38.2)).

7,6 ha de friches, fourrés et fruticées (CB : 31.8) sont présentes sur la zone d'extension. Les espèces caractéristiques observées sont le Prunellier *Prunus spinosa*, l'Églantier *Rosa canina*, l'Aubépine *Crataegus monogyna*, les Ronciers *Rubus sp.*,...

## D - Les haies

### Appréciation des haies

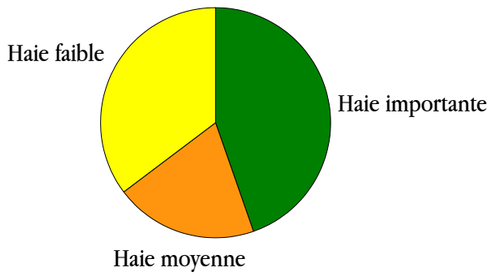
Chaque haie a été observée sur le terrain et a reçu une note par rapport à ses quatre fonctions principales: rôle anti-érosion et vis-à-vis de la circulation de l'eau, rôle brise-vent, rôle biologique (diversité floristique, gîte et nourriture pour la faune) et rôle paysager (situation, visibilité).

### Importance et qualité des haies

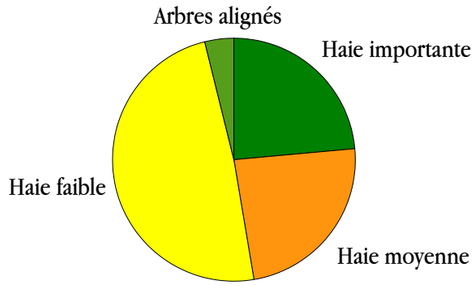
*Le plan de l'état initial de l'occupation du sol, hors texte, réalisé sur support cadastral présente l'ensemble de ces informations de façon précise.*
La zone d'extension compte **15 kilomètres de haies** ce qui représente une densité moyenne de **41 mètres par hectare**. Cette densité reste faible et aucun secteur ne présente un réel maillage bocager (vastes îlots de cultures et de prairies). Les ripisylves le long de la Leuge et du Riomartin sont les plus présentes dans le paysage (classées en haies importantes) avec la végétation installée sur les talus de la voie ferrée qui apportent un peu de diversité.
La combinaison des quatre critères présentés précédemment (hydrologique, brise-vent, biologique et paysager) permet d'établir une cotation globale de l'importance environnementale de la haie. On obtient les résultats suivants :

**Linéaires en mètre issus du plan"État initial de l'occupation du sol"**

| | Haie importante | Haie moyenne | Haie faible | Arbres alignés | TOTAL | Densité haies | Densité totale |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Zone d'extension | 7 000 | 3 140 | 6 100 | 0 | 16 240 | 41 m/ha | 41 m/ha |
| Zone d'étude | 8 080 | 12 040 | 25 580 | 2 460 | 48 160 | 32 m/ha | 34 m/ha |
| TOTAL | 15 080 | 15 180 | 31 680 | 2 460 | 64 400 | 34 m/ha | 35 m/ha |
| *Proportion* | *23%* | *24%* | *49%* | *4%* | *100%* | | |




**Zone d'extension**




**Ensemble de la zone étudiée**

**La proportion de haies à rôle important ne représente que 24 % de l'ensemble des haies recensées** et ce sont pour la majorité d'entre-elles des ripisylves (9,6 km) auxquelles s'ajoutent quelques beaux brise-vent complets structurés par des arbres ayant atteint un âge respectable. Mais ce sont les haie à rôle faible qui dominent composées essentiellement d'épineux et régulièrement taillées.

**Composition des haies et ripisylves**

Les haies mésophiles dominent et présentent une strate arborescente composée des essences des boisements proches. Les ripisylves sont dominées par l'Aulne glutineux auquel sont généralement associés le Saule marsault et le Frêne. Le Robinier faux acacia est également présent dans les ripisylves et en bordure de la voie ferrée.

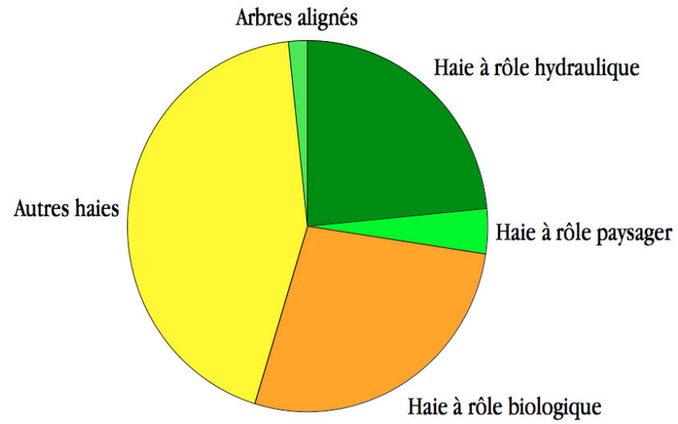
**Rôles dominants des haies**

*Le plan des sensibilités environnementales, hors texte, réalisé sur support cadastral présente l'ensemble de ces informations de façon précise.*

Pour toutes les haies recensées sur le terrain, la notation de leurs différentes caractéristiques permet de les hiérarchiser et de leur attribuer un rôle dominant. Dans cette notation, l'intérêt hydrologique de la haies reste cependant prépondérant sur les autres. Ce classement des haies est présenté dans le tableau suivant :

**Linéaires en mètres issus du plan "Sensibilités environnementales"**

| | Haie à rôle hydraulique | Haie à rôle paysager | Haie à rôle biologique | Autres haies | Arbres alignés | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Zone d'extension | 6 290 | 750 | 4 270 | 4 930 | 0 | 16240 |
| Zone d'étude | 8 500 | 1 730 | 12 945 | 22 525 | 1 070 | 46770 |
| *Total* | *14 790* | *2 480* | *17 215* | *27 455* | *1 070* | 63 010 |
| *Proportion* | *23%* | *4%* | *27%* | *44%* | *2%* | |




Sur l'ensemble de la zone d'étudiée, 23 % du linéaire total de haies ont **un rôle hydrologique dominant** (14,8 km). Elles sont situées perpendiculairement à la pente ou sur talus. Les haies bordant les cours d'eau (ripisylves : 9,6 km), indispensables à l'ancrage des berges et à la richesse biologique du milieu aquatique en font également partie.
4 % des haies ont **un rôle paysager dominant** (2,5 km).

**Les haies appartenant à ces 2 catégories sont « à conserver» dans le cadre d'un aménagement foncier.**

**27** % des haies ont **un rôle biologique dominant** (17 km environ) du fait notamment de leur localisation au milieu de grands îlots agricoles et de la diversité des essences présentes.

Si un arasement est justifié par la Commission d'aménagement foncier, une mesure compensatoire par replantation du même linéaire et de même qualité devra être prévue.

On peut y ajouter les alignements d'arbres (hors peupliers soit 1 km environ) qui seront à préserver au mieux. Les autres haies ont un rôle jugé globalement faible mais tout devra être mis en œuvre pour en conserver le plus possible.

## E - Les arbres alignés ou isolés

Aucun alignement d'arbres n'a été observé sur la zone d'extension, ni aucun arbre ancien remarquable. Sur l'ensemble de la zone d'étudiée, on dénombre donc 16 arbres isolés très anciens considérés comme remarquables et localisés sur le plan parcellaire des sensibilités environnementales.

### F - Intérêt floristique et espèces protégées

*Le plan des sensibilités environnementales localise l'ensemble des milieux et haies à préserver dans le cadre d'un aménagement foncier.*

**La prospection générale et les levés ponctuels ciblés n'ont pas permis de identification d'espèce végétale protégée. La bibliographie consultée (dont la base de données Chloris du Conservatoire Botanique National du Massif Central) et les enquêtes réalisées confirment cette absence d'espèce végétale protégée.**

## 1.1.6 Milieux naturels et diversité faunistique

### A - Les milieux naturels répertoriés

*Données : DREAL Auvergne. INPN. Conseil départemental de la Haute-Loire.*

#### Milieux naturels répertoriés sur la zone d'extension

**Aucun ENS** n'est situé sur les zones d'étude et d'extension.

**Aucune ZNIEFF de type II** ne concerne les zones d'étude et d'extension.

**Une ZNIEFF de type 1 est** recensée sur la zone d'extension sur le territoire communal de Bournoncle-Saint-Pierre vers le hameau de Laroche :
**- ZNIEFF 83P000296 « Sablières de Laroche ».** Elle couvre 6,4 ha et la végétation est celle des friches thermophiles. Deux espèces sont citées déterminantes : l'Herbe de Saint-Roch ou Pulicaire annuelle *Pulicaria vulgaris, et* la Lathrée écailleuse *Lathraea squamaria.*
Deux amphibiens sont signalés dans les secteurs humides mais les données sont anciennes : le Pélodyte ponctué *Pelodytes punctatus* (observation de 2004) et le Crapaud sonneur à ventre jaune *Bombina variegata* (observation de 1996).

Elle s'ajoute donc à la ZNIEFF de type I « Mare de Bard » d'une surface : 3,84 ha recensée sur la zone d'étude.

A noter qu'une autre ZNIEFF de type I jouxte la limite Sud de la zone d'extension : « Coteaux de Montlaison / La Garenne / Rochefaite » (830016067) qui se superpose à un site Natura 2000.

L'ensemble de la zone étudiée est directement concerné par deux ZNIEFF de type 1 :
- la « Mare de Bard » couvrant environ 4 ha dans un pâturage,
- les « sablières de Laroche » couvrant 6,4 ha vers les anciennes carrières.

**Aucun site du réseaux Natura 2000 ne concerne la zone d'étude et la zone d'extension.**
Le site le plus proche est :

- *le SIC FR 8301073 « Côteaux de Montlaison / La Garenne / Prés salés de Beaumont »* : coteaux calcaires d'une surface de 80 ha environ situés en bordure Sud de la zone d'extension (à Bournoncle-Saint-Pierre et Beaumont).

Le DOCOB a été validé en 2010. Les enjeux de ce site sont liés à la conservation des pelouses sèches à orchidées rares et des fruticées, ainsi que les murets de pierres sèches qui abritent des lézards : Lézard vert *Lacerta bilineata* et le Lézard des murailles *Podarcis muralis*. Il n'y a pas eu d'inventaire spécifique pour les oiseaux et les données présentées sont issues de l'atlas de la LPO (observations 2000 et 2006). On note donc une présence potentielle sur le site des espèces patrimoniales inféodées aux « milieux secs », telles que l'Engoulevent d'Europe, les Pies grièches, le Busard cendré, le Bruant ortolan, le Torcol fourmilier ou encore le Circaète Jean-le-Blanc.
Ce site peuvent avoir un lien fonctionnel avec la zone étudiée par leur proximité notamment par rapport à l'avifaune.

### C - La faune

Aucune nouvelle espèce n'a été observée sur la zone d'extension. La zone d'étude composée d'une mosaïque de milieux (forestiers bien que peu présents, anthropisés, aquatiques et agricoles ouverts à végétation rase ou bocage) présente un enjeu réel au niveau de l'avifaune.

#### *Données cynégétiques (chasse)*

Cette activité se pratique également sur la zone d'extension.
La réserve de chasse de Bournoncle-St-Pierre se situe entre le bourg et le village de Bard au Sud de Barlières. Celle de la commune de St-Géron s'étend à l'Ouest de la voie ferrée jusqu'au Bourg.

Pour la faune sauvage et l'activité cynégétique, la zone d'extension est intéressante (notamment le vallon de Balzac et les abords du Riomartin) car les milieux sont variés (cultures, fourrés, boisement...) et l'eau est bien présente. Le gibier chassé est donc assez diversifié.

La chasse fait partie des activités régulièrement pratiquées sur la zone d'étude et est à prendre en compte.

#### *Données halieutiques (pêche)*

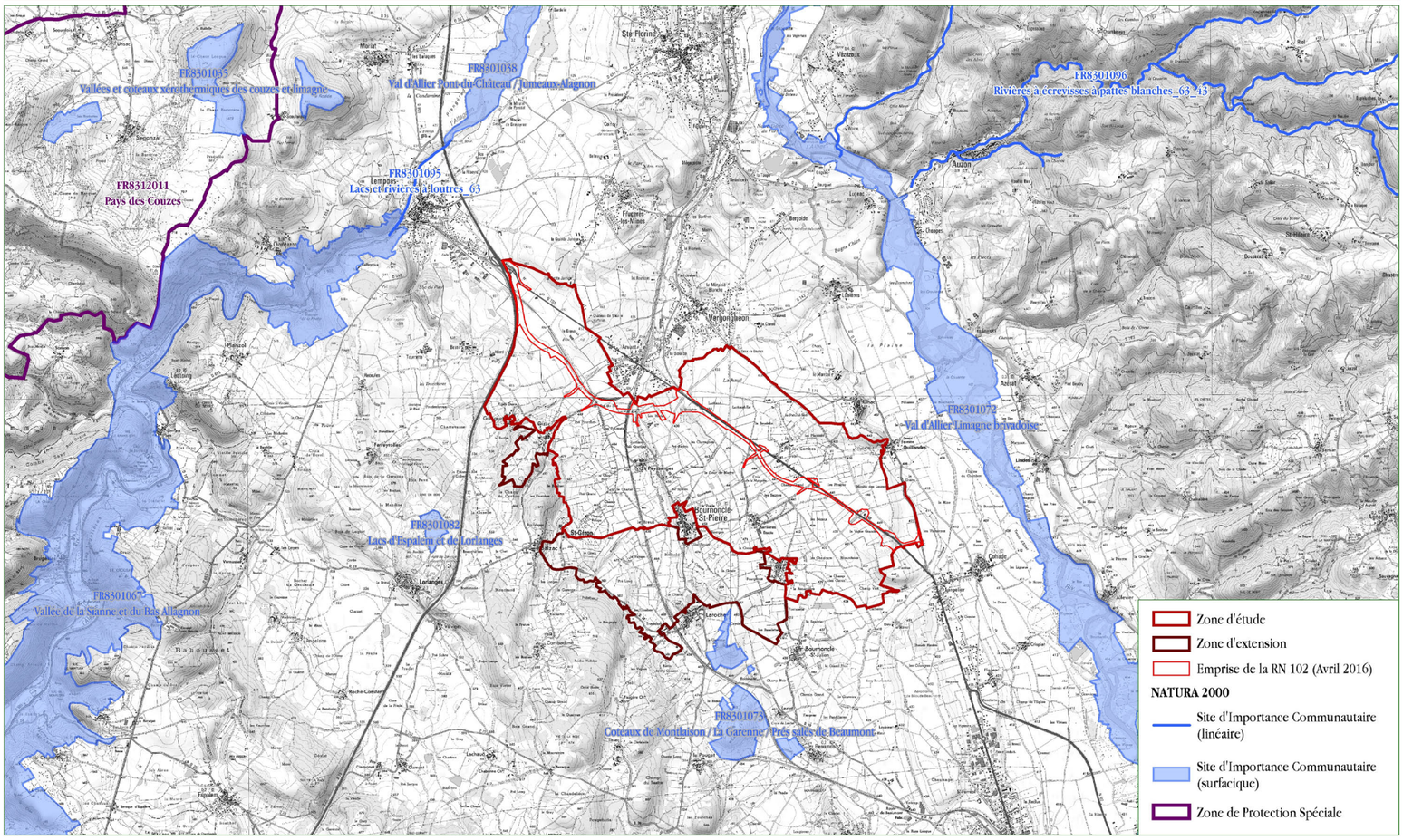
On ne dispose pas de donnée sur le peuplement du ruisseau le Riomartin.
L'étang sur St-Géron est privé et peuplé de poisson blancs.
Les représentants des pêcheurs déplorent essentiellement les problèmes de qualité de l'eau mais aussi le manque d'eau dans les ruisseaux en période estivale.

Les cours d'eau de la zone d'extension bien que classés en première catégorie piscicole ne présentent pas d'intérêt piscicole et sont donc sans enjeu réel au niveau halieutique.

Haute-Loire le DÉPARTEMENT

ETUDE D'AMENAGEMENT FONCIER LIE A L'AMENAGEMENT DE LA RN102

## MILIEUX NATURELS REGLEMENTAIRES




Sources : - Dreal Auvergne
- Géoval

Fond : SCAN25®-©IGN

0 1 2
Kilomètres

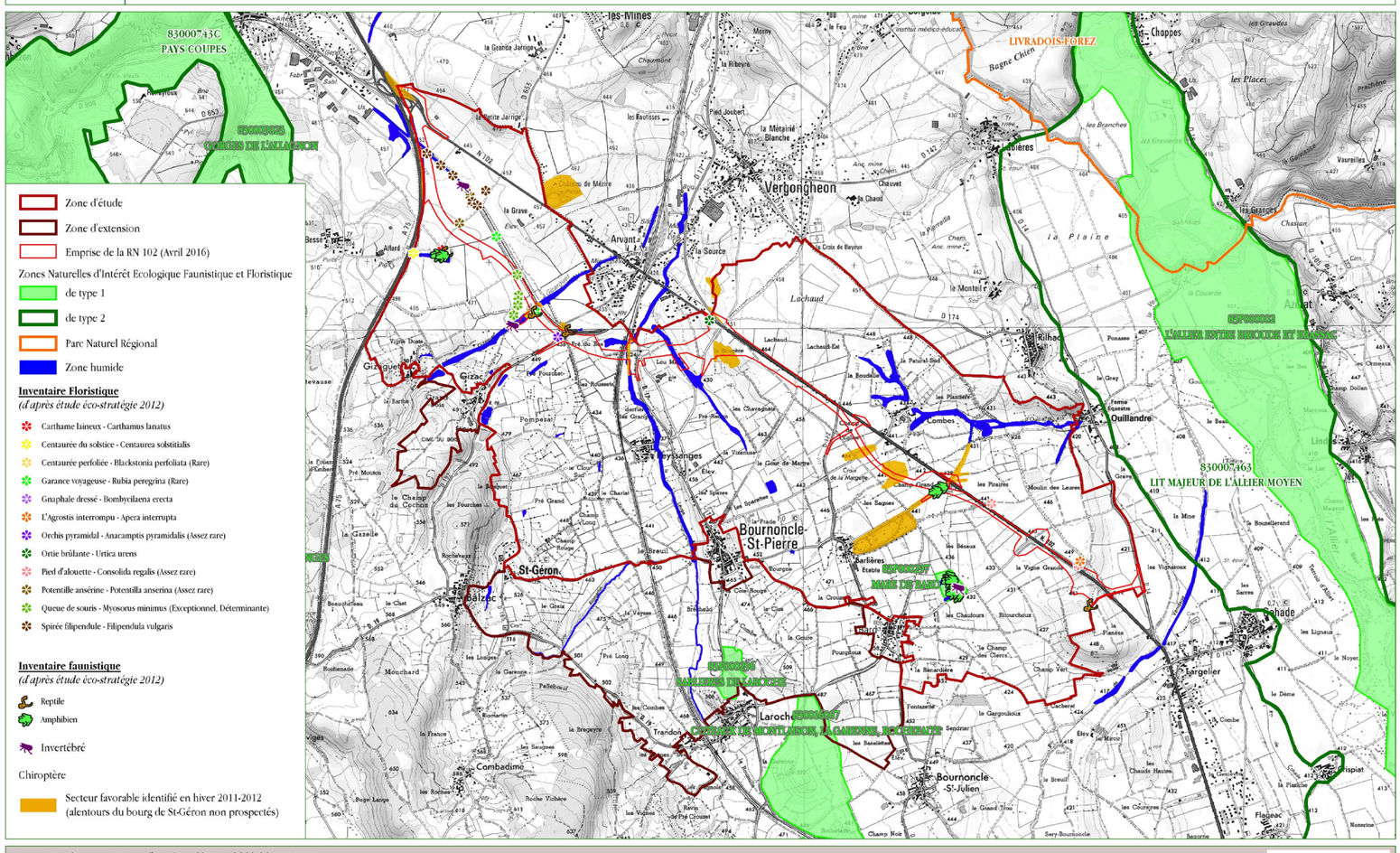
CESAME ÉTUDES & CONSEIL EN ENVIRONNEMENT

*Référence : 1741 - IG - 2016*

Haute-Loire le DÉPARTEMENT

ETUDE D'AMENAGEMENT FONCIER LIE A L'AMENAGEMENT DE LA RN102

## MILIEUX NATURELS INVENTORIES ET ESPECES RECENSEES




Sources : - Dreal Auvergne, Dossier d'enquête publique préalable à la DUP RN102,
- Géoval

Fond : SCAN25®-©IGN

0 0.5 1
Kilomètres

CESAME ÉTUDES & CONSEIL EN ENVIRONNEMENT

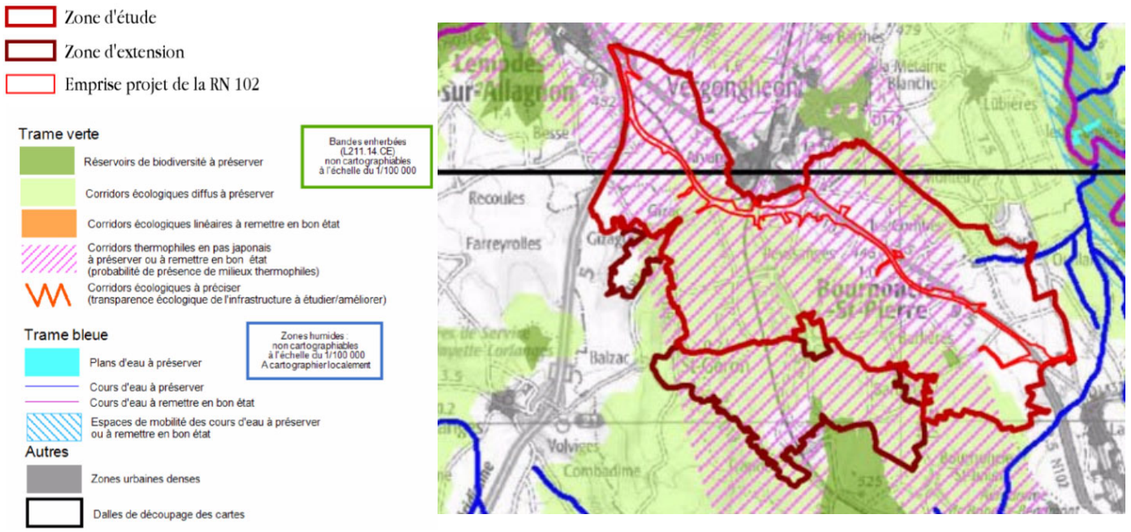
*Référence : 1741 - IG - 2016*

*Intérêt faunistique et espèces protégées*

La faune est assez riche et bien diversifiée. La zone d'extension comme l'ensemble de la zone d'étude offre en effet quelques habitats propices à un bon nombre d'espèces patrimoniales et protégées qui se compose essentiellement d'oiseaux et de chauves-souris.
La richesse avifaunistique du territoire est ainsi à mettre en avant avec au moins 7 espèces inscrites en Annexe 1 de la directive Oiseaux (Bondrée apivore, Busards, Milans,...). Certaines espèces remarquables comme la Pie-Grièche écorcheur sont liées au bocage.
Le peuplement des cours d'eau est très perturbé par les assecs et la piètre qualité de l'eau ; seule la Leuge présente un intérêt limité.
Les chasseurs ont également signalé un axe de déplacement préférentiel du gibier entre Barlières et le village des Combes.

### D - Les corridors biologiques

Le **Schéma régional de cohérences écologique (SRCE) Auvergne** a été approuvé par arrêté en juillet 2015.
Selon la cartographie réalisée (ci-après, échelle de réalisation 1/1 000 000$^{éme}$), seul le ruisseau d'Ouillandre (affluent de la Vendage) fait partie de la trame bleue à préserver. La majorité de la zone d'étude fait partie de la trame verte avec la présence de corridors thermophiles en pas japonnais à préserver ou à remettre en bon état, et de réservoirs de biodiversité ponctuel (ZNIEFF) avec autour des corridors écologiques diffus à préserver (zone de prairies bocagères).




## 1.2 Les risques naturels

### 1.2.1 Les risques majeurs identifiés

*Source : Portail de prévention des risques, Prim.net, DDT de la Haute-Loire.*

Selon le Dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM 2011 et tableau mis à jour en 2014), aucun autre risque naturel n'est identifié sur les deux communes de la zone d'extension. Il s'agit :

- des inondations,
- des mouvements de terrain,
- des affaissements de terrains miniers,
- des phénomènes météorologiques (tempête et grains) et liés à l'atmosphère,
- des séismes (zone de sismicité : 3 modéré, sur une échelle de 1 à 5),
- du Radon.

Plusieurs arrêtés de catastrophes naturelles ont été pris. Ils concernent :

- la tempête et les chutes de neige de novembre et décembre 1982 (les deux communes concernées),
- les inondations et coulées de boues. Ils datent à 2003/2004 pour Bournoncle-St-Pierre. La commune de St-Géron n'est pas concernée.

Les représentants des communes ne signalent aucun événement récent.

### 1.2.2 Les zones à risque d'inondation

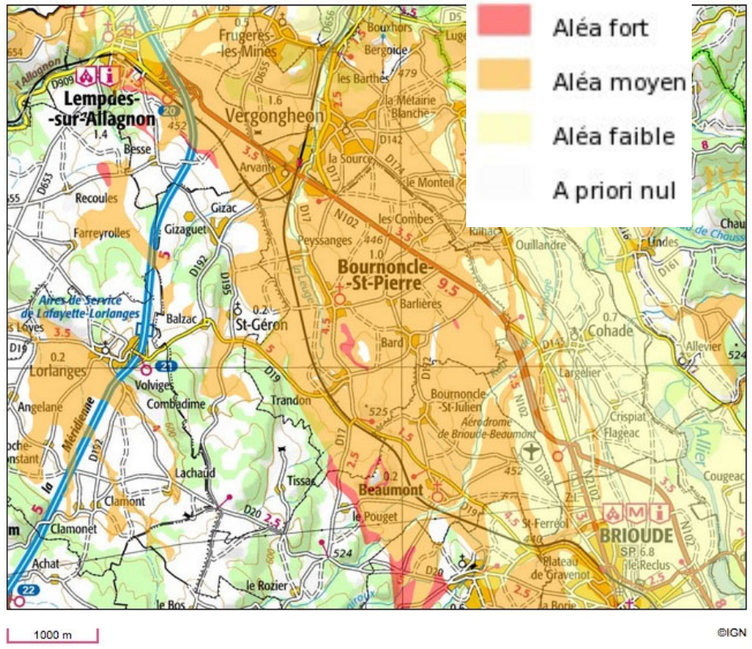
**Il existe un PPRi (plan de prévention des risques d'inondation) qui concerne la zone d'extension sur la commune de Bournoncle-St-Pierre** (approuvé le 08/03/2011) : il concerne les abords de **la rivière la Leuge jusqu'au hameau de Laroche**.

**Des zones de débordement** ont cependant été signalées par les exploitants le long des cours d'eau ; les parcelles agricoles étant inaccessibles temporairement.
**La préservation des zones de débordement et la limitation des ruissellements sur les versants** restent des enjeux importants pour ne pas aggraver les risques sur ce territoire et en aval.

L'aménagement foncier ne devra donc en aucun cas aggraver les risques d'inondation existants sur la commune de Bournoncle-St-Pierre (PPRi existant sur le Leuge) et sur la commune de Cohade en aval immédiat de la zone d'étude (village d'Ouillandre).

### 1.2.3 Le risque de retrait-gonflement des argiles

Le risque de retrait-gonflement des argiles a été cartographié sur l'ensemble du département.
La zone d'étude est en partie concernée par un aléas moyen suivant l'extrait de carte ci-dessous (site internet Georisque BRGM – carte exploitable au 1/50000°).




## 1.3 État des lieux paysager et du patrimoine rural

***Carte du contexte paysager et touristique***
*Données : DREAL Auvergne et Inventaire des Paysages de la Haute-Loire » (2001).*

### 1.3.1 Le contexte paysager et les unités paysagères présentes

Dans le cadre des inventaires des paysages, le secteur d'extension présente les trois mêmes entités paysagères que l'ensemble de la zone d'étude, avec d'Ouest en Est :

- les rebords de coteaux du plateau Brivadois,
- la vallée de la Leuge,
- la terrasse alluviale de l'Allier.

La présence de l'activité agricole toujours très dynamique a façonné le paysage :

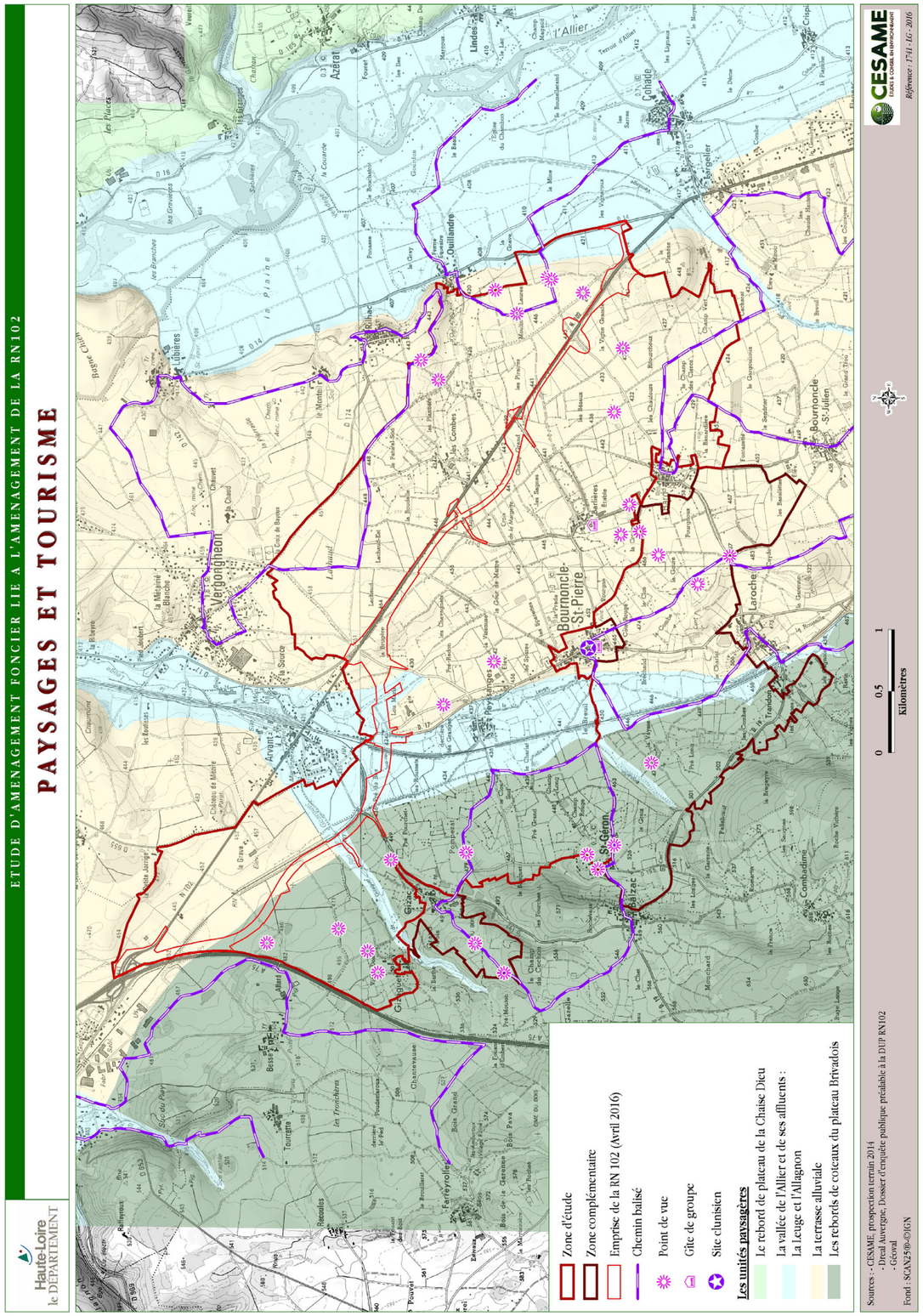
- les parcelles de grandes tailles et sans bocage (céréaliculture) offrent de vastes ouvertures paysagères vers la plaine et les reliefs,
- les paysages prairiaux en bordure de cours d'eau et sur le versants sont plus fermés et cloisonnés par les éléments végétaux ponctuels ou linéaires.

**Quelques points de vue** intéressants ont été repérés dans le cadre du parcours de terrain notamment sur St-Géron et localisés sur les cartes. Parmi les éléments marquant le grand paysage, les ruines du donjon du château de Laroche sur son éperon rocheux forment des points d'appel très intéressants.
Concernant les zones bâties, on peut signaler le lotissement récent de St- Géron qui surplombe le vallon du Riomartin et bénéficie d'une très belle exposition.
En termes d'enjeux sur la zone d'extension, on peut noter une petite déprise agricole sur Bournoncle -St-Pierre se traduisant par le développement de la végétation spontanée et du boisements, et un manque d'entretien traditionnel des haies et des arbres.
A St-Géron, un risque de diffusion de l'urbanisation et de conflits potentiels avec les espaces agricoles risquant de perturber la lecture de ces espaces ruraux ; d'où l'importance du maintien ou du renforcement des trames végétales.

### 1.3.2 Les éléments paysagers de valeur et structurants vis-à-vis de l'aménagement foncier

Les éléments structurants du paysage de ce vaste espace agricole concernés par l'aménagement foncier font partie du domaine naturel et sont à préserver : ripisylves bordant les cours d'eau, petites forêts, arbres isolés comme les chênes et les Noyers.

En matière de paysage bâti, les atouts à valoriser et structurants sont essentiellement patrimoniaux (petit patrimoine rural disséminé comme les croix, les puits, les abreuvoirs et les lavoirs).
Les Pigeonniers cités comme éléments d'intérêt paysager en Limagne brivadoise dans l'inventaire des Paysages de Haute-Loire, sont malheureusement en ruine (2 repérés dans la zone d'extension).




## 1.3.3 Tendances d'évolution et gestion

Sur le secteur d'extension, une analyse des photographies aériennes anciennes (depuis 1948) montrent que l'occupation des sols et donc les grandes lignes des paysages n'ont pas subit de transformations significatives, excepté l'exploitation des carrières d'argile à ciel ouvert de Laroche dans les années 70.
Parmi les évolutions « naturelles », on peut citer essentiellement l'apparition de friches et petits boisements sur le coteau de la Leuge.

## 1.3.4 Les points noirs paysagers

Ils sont généralement constitués par des dépôts "sauvages" de déchets divers et des bâtiments parfois peu esthétiques ou mal intégrés dans le contexte paysager.
Sur la zone d'extension, on a pu repérer une zone de dépôt « sauvage » de déchets divers peu visibles dans la zone de friche à l'Est de la carrière de Pougnadoux.

## 1.3.5 Les enjeux paysagers

Les enjeux paysagers sur la zone d'extension dans le cadre d'un aménagement foncier se posent en termes de maintien de l'activité agricole et de la prise en compte de l'environnement naturel végétal.

## 1.3.6 Les éléments du patrimoine rural et touristique

***Carte du contexte patrimonial et plan parcellaire sensibilités environnementales***

### A - Le patrimoine bâti

*Éléments issus de la base de données Mérimée du Ministère de la Culture et de la communication - Direction de l'Architecture et du Patrimoine.*

Concernant les **monuments historiques**, aucun élément supplémentaire n'est à noter sur la zone d'extension.
Le "petit patrimoine" rural reste toujours discret et plutôt cantonné dans les villages : seul **un puits avec un abreuvoir** a été recensé au Sud-Est (au lieu-dit Creux de Ceyde) et **une croix à proximité du bourg de St-Géron** (localisés sur la carte parcellaire).

### B - Tourisme et itinéraires de randonnée

*Sources : office de tourisme du Brivadois, et Département de la Haute-Loire.*

Aucun hébergement de tourisme n'est présent dans la zone d'extension.

Une partie des routes et chemins est balisée pour la randonnée (St-Jacques de Compostelle à St-Géron).

Ils sont inscrits au **Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées** (PDIPR) de la Haute-Loire. Le PDIPR, géré par le département, a pour objectif de protéger le patrimoine que sont les chemins ruraux et d'assurer, par cette protection, la pérennité et la qualité des itinéraires de randonnées.

Dans le cadre de l'aménagement foncier, un itinéraire de substitution, de qualité équivalente, devra être étudié si un tronçon de chemin balisé ou inscrit au PDIPR est amené à disparaître.

## 1.3.7 Sensibilités paysagères, patrimoniales et touristiques

Nous détaillerons ici les quelques éléments pouvant être perturbés par la mise en place d'un aménagement foncier agricole et forestier. Les recommandations à prendre en compte dans le cadre du réaménagement des parcelles intéressent les mêmes éléments du paysage que le reste de la zone étudiée notamment **les haies et les arbres isolés, les cours d'eau et points d'eau et les chemins balisés à préserver au mieux.**

*2 vues sur le secteur du plateau agricole de Gizac (Saint-Géron).*

*Vue sur le versant de Balzac (St-Géron).*

*Vue sur le versant du lotissement de St-Géron.*

*Vue sur la petite plaine agricole de la Leuge (Bournoncle-St-Pierre).*

*Vue sur le secteur de Laroche (Bournoncle-St-Pierre).*

## 1.4 Synthèse

***Plan parcellaire des sensibilités environnementales.***

### 1.4.1 Les enjeux environnementaux du territoire

#### A - Le patrimoine naturel

• Les atouts de la zone d'étude en terme de patrimoine naturel concernent principalement **les prairies sèches** et **les secteurs humides** (et ZNIEFF), les cours d'eau avec leur ripisylve associée à quelques secteurs boisés.
On y rencontre en effet l'essentiel de la biodiversité, tant en termes d'habitats, que d'espèces floristiques et faunistiques. Ces habitats jouent également un rôle important de corridors biologiques.
Les prairies permanentes occupent des surfaces limitées et le maintien de ces milieux s'intercalant entre les grands îlots de cultures intensives peut constituer un enjeu pour le territoire.

• Les cours d'eau du territoire ne présentent pas de réelle potentialité piscicole et sont bien peu propices aux activités halieutiques.

• Hormis sur le versant de St-Géron, le maillage bocager est quasiment inexistant dans la zone d'étude.
Aussi, le maintien de ces limites naturelles constitue un enjeu fort à l'échelle de ce secteur pour la diversité d'habitats et les corridors biologiques qu'elles composent.

#### B - Le patrimoine paysager et l'activité touristique

• Le tourisme est un atout modéré de ce territoire. Le contraste entre cette zone de terrasses et les reliefs qui l'entourent est en effet propice à de nombreuses perspectives lointaines appréciées des randonneurs. La qualité paysagère de la zone d'étude et des chemins en particulier tient **des arbres isolés ou alignés qui donnent une échelle dans ce vaste territoire ouvert**, qu'il conviendra de préserver afin d'éviter une certaine banalisation et homogénéisation.

#### C - Les risques

• Les débordements concernent tous les cours d'eau et des zones inondables sont actuellement définies et cartographiée réglementairement sur la Leuge. La sensibilité hydraulique en aval est d'autant plus importante que la zone d'étude se situe en amont de la zone urbanisée de Vergongheon (Arvant).
Il s'agit également de fossés peu ou pas entretenus et qui se sont peu à peu comblés au fil du temps. Les débordements signalés par les exploitants concernent uniquement les terrains agricoles et il n'y a pas d'enjeu recensé au niveau du bâti excepté à Ouillandre (situé en aval immédiat de la zone d'étude).
L'aménagement foncier ne doit cependant pas remettre en cause les possibilités de débordement des cours d'eau (effet tampon sur la crue).

• Les risques de ruissellements sont assez faibles soit du fait de l'absence de relief sur la majeur partie du territoire d'étude soit du fait de la présence d'un couvert végétal permanent sur les secteurs de

coteaux (prairies de fauches et de pâturages).

• Seules quelques traces d'érosion ont été observées dans les parcelles en cultures sur le versant du ruisseau d'Ouillandre. Les bords des cours d'eau sont par contre facilement érodables comme le montrent les indices relevés sur le terrain. Dans le cadre des travaux connexes à l'aménagement foncier, les érosions ponctuelles des berges pourraient être traitées par des techniques végétales et des points d'accès pour l'abreuvement du bétail aménagés.

## 1.4.2 Les opportunités pour le territoire d'étude

### A - Préservation et mise en valeur du patrimoine naturel

• Les secteurs boisés sont peu présents dans la zone d'étude et n'ont pas fait l'objet de demande d'aménagement particulier nécessitant une maîtrise foncière possible dans la cadre d'un aménagement foncier.

• Les zones humides sont peu nombreuses et semblent peu menacées. Il conviendrait d'éviter la divagation du bétail dans les cours d'eau par l'aménagement de points d'abreuvement.
Il sera important de bien veiller à maintenir la valorisation pastorale de ces espaces.

• Concernant les cours d'eau, un aménagement foncier pourrait contribuer à améliorer la situation actuelle essentiellement par :

- l'amélioration les conditions d'entretien et de gestion de la végétation sur berges,
- des aménagements de points d'abreuvement pour le bétail qui pâture en bordure,
- des aménagements de points de franchissement existants.

### B - Gestion des risques

• Concernant les risques, nous avons vu qu'ils restent modérés. Pour les débordement liées au cours d'eau principaux, l'aménagement foncier n'offre que peu de perspectives. Seuls des travaux d'entretien de la ripisylve pour améliorer les conditions d'écoulement, et limiter les désordres en période de crues pourraient être proposés.

### C - Mise en valeur des paysages - Tourisme

• En terme de résorption des points noirs paysagers, l'élimination des dépôts sauvages de déchets peut s'inscrire dans le cadre des travaux connexes, tout comme la plantation d'écrans arborés permettant d'intégrer quelques bâtiments agricoles.

• Concernant les points de vue et perspectives paysagères, il ne ressort aucun besoin particulier.
Le réseau de chemins et le relief de la zone d'étude offrent de nombreuses possibilités de découverte et de panoramas. L'aménagement de quelques sites pourrait toutefois être étudié en bordure des chemins (table d'orientation ou de lecture du paysage par exemple). Les élargissements de chemins pourraient également permettre d'installer un peu de végétation (haies, alignements d'arbres).

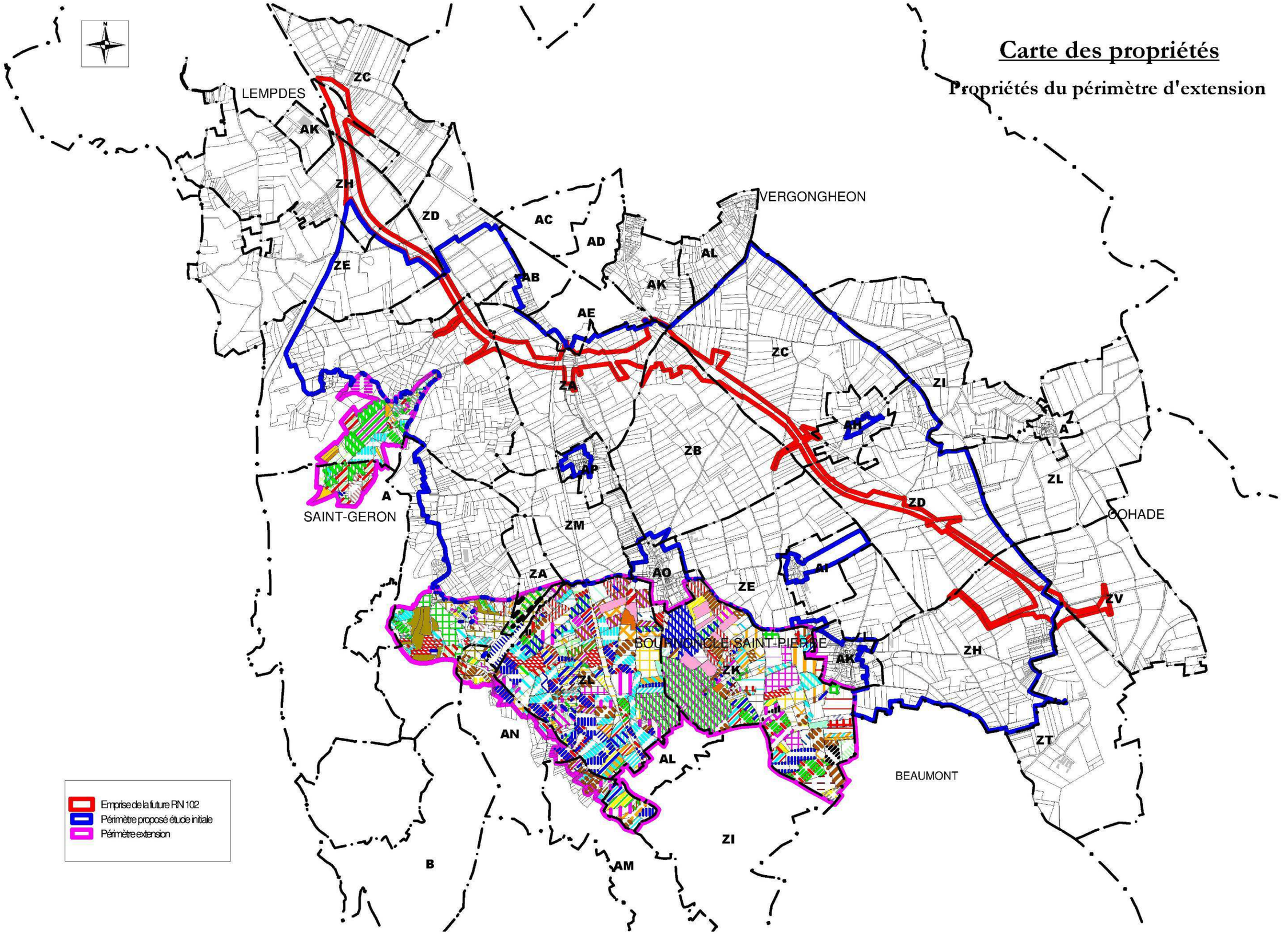
• Les « équipements touristiques » et le réseau de chemins balisés sont jugés assez satisfaisants mais certains points touristiques sont peu ou pas signalés. L'aménagement foncier pourrait permettre de mettre en place d'une signalétique des centres d'intérêt sur le patrimoine bâti monumental comme le site clunisien de Bournoncle-St-Pierre ou le petit patrimoine restauré des villages et de proposer des alternatives et des points de découverte sur les circuits de randonnée.

Un certain nombre d'éléments seront donc à prendre en compte puisqu'il existe bien des sensibilités environnementales et paysagères sur le territoire d'étude. Elles ne sont cependant pas incompatibles avec la mise en place d'un aménagement foncier mais pourront notamment guider la restructuration du parcellaire dans le respect de limites naturelles ou des zones humides et améliorer le réseau de chemins balisés pour la randonnée.

# VOLET FONCIER

# Carte des propriétés

## Propriétés du périmètre d'extension






Haute-Loire le DÉPARTEMENT

## 2.1 LES PROPRIETES

### 2.1.1 LES PROPRIETES

Les cartes et les chiffres concernant les propriétés et les exploitations portent sur une surface cadastrale de 374 ha environ, décomposée de la façon détaillée dans le tableau suivant.

Ont ainsi été dénombrés :

| Commune | Surface | Nombre de parcelles | Nombres de comptes | Monoparcellaires |
|---|---|---|---|---|
| Bournoncle-St-Pierre | 296 ha 87 a 77 ca | 571 | 154 | 64 |
| Saint-Géron | 77 ha 87 a 04 ca | 253 | 82 | 41 |
| **TOTAL** | **374 ha 74 a 81 ca** | **824** | **236 mais en réalité 222 car 14 communs** | **105 mais en réalité 94 car 11 en communs** |

SOIT une moyenne de 3.7 parcelles par compte de propriété et une surface moyenne de 45 a 48 ca par parcelle si l'on tient compte des parcelles bâties, sinon, cette moyenne passe à 58 a 31 ca sur la surface agricole utile.

596 îlots de propriétés sont recensés sur le périmètre étudié en extension.

**99 comptes de propriété sont aussi dans le périmètre proposé initialement**

**Additionnés à ceux du périmètre proposé initialement, les chiffres du périmètre global sont les suivants :**

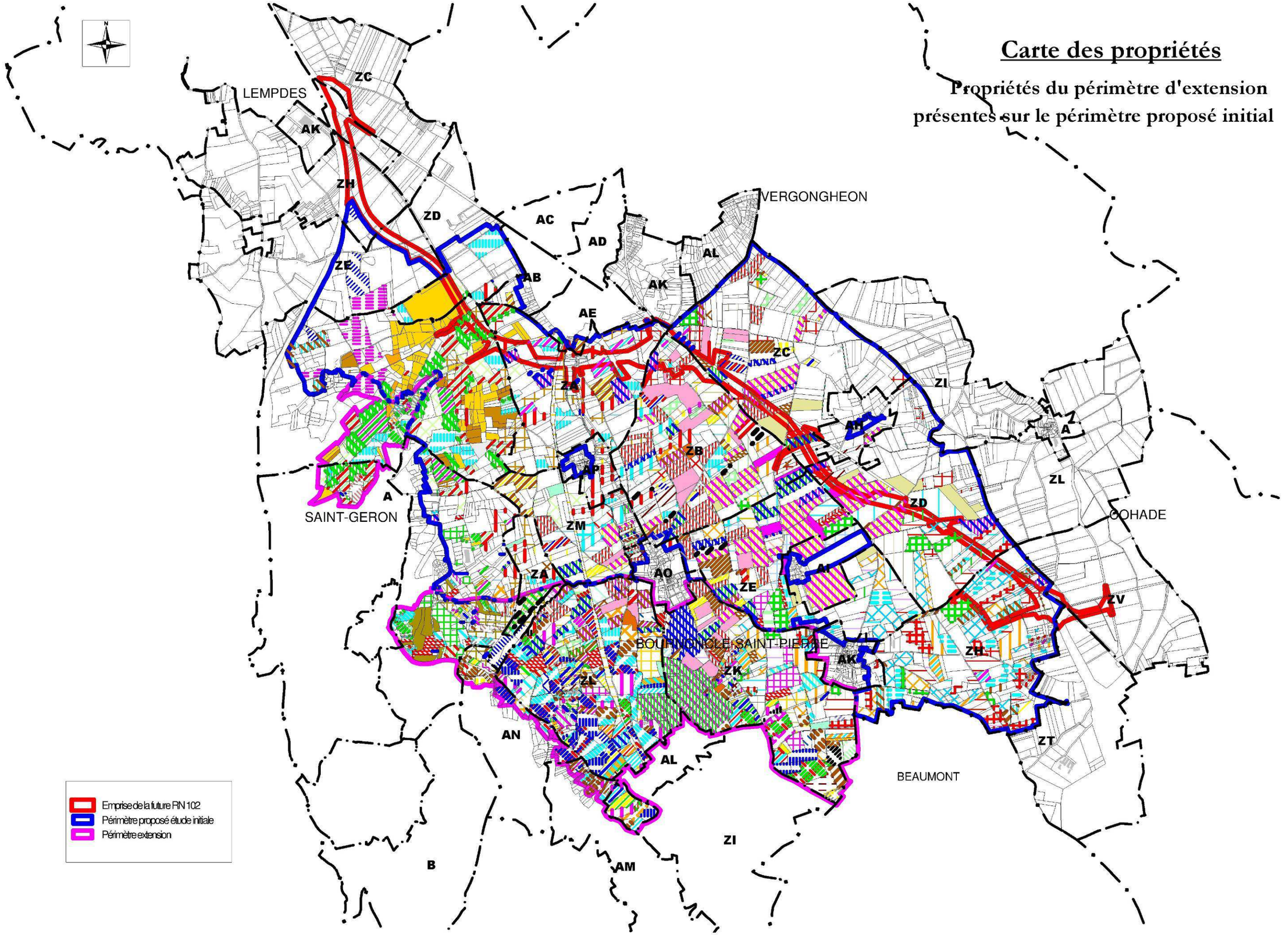
| Commune | Surface | Nombre de parcelles | Nombres de comptes | Monoparcellaires |
|---|---|---|---|---|
| Bournoncle-St-Pierre | 1149 ha 93 a 86 ca | 1909 | 384 | 166 |
| Saint-Géron | 282 ha 28 a 59 ca | 756 | 146 | 62 |
| Lempdes | 81 ha 48 a 31 ca | 72 | 43 | 31 |
| Vergongheon | 13 a 10 | 5 | 4 | 3 |
| **TOTAL** | **1513 ha 83 86 ca** | **2742** | **577 Mais en réalité 513 car 64 en communs** | **262 mais en réalité 230 car 32 en communs** |

Soit une moyenne de 5,3 parcelles par comptes de propriété et une surface moyenne de 55 a 20 ca par parcelles si l'on tient compte des parcelles bâties, sinon cette moyenne passe à 65 a 67 ca.

Les 2746 parcelles sont réparties en 2004 îlots.

# Carte des propriétés

**Propriétés du périmètre d'extension présentes sur le périmètre proposé initial**

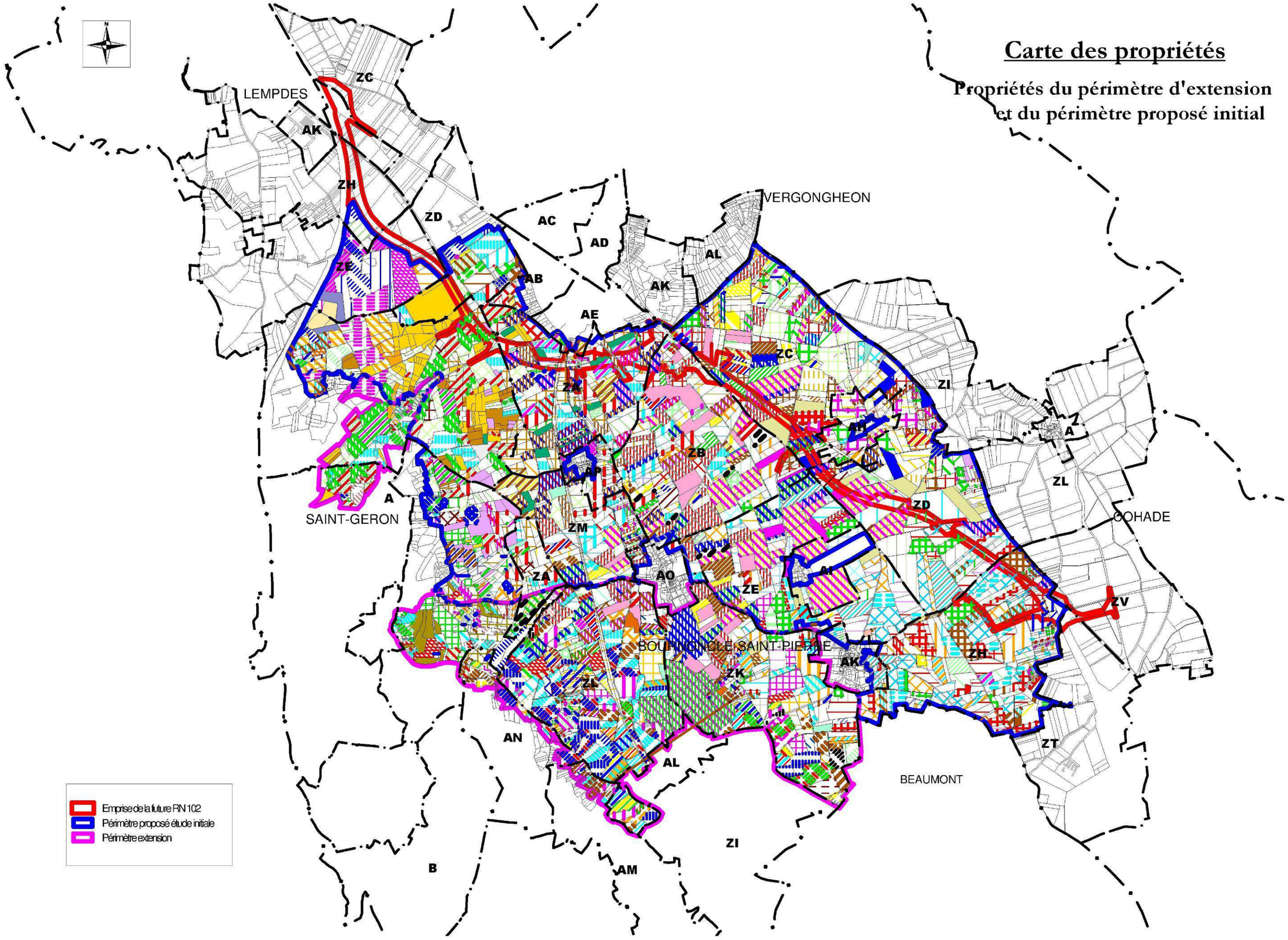





Haute-Loire le DÉPARTEMENT

# Carte des propriétés

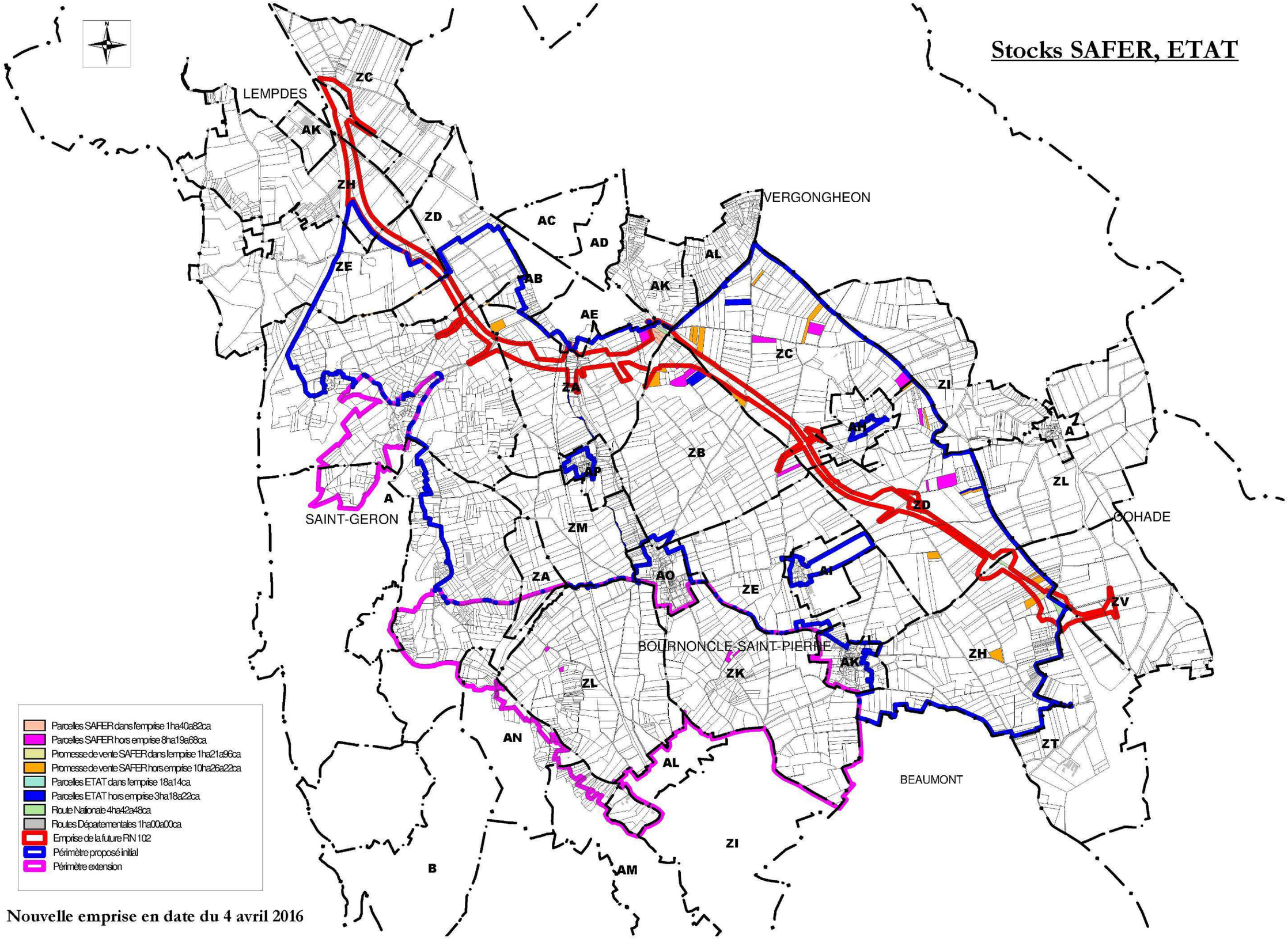
**Propriétés du périmètre d'extension et du périmètre proposé initial**






Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

# Stocks SAFER, ETAT




**Nouvelle emprise en date du 4 avril 2016**



Haute-Loire le DÉPARTEMENT

### 2.1.2 LES RESERVES FONCIERES ET L'EMPRISE DE LA FUTURE RN 102

Sur le périmètre d'extension, la SAFER est propriétaire de 58 a 73 ca, cependant, pour avoir une vision globale des surfaces d'emprises nécessaires et des réserves foncières existantes, il faut raisonner sur le périmètre proposé initialement ainsi que sur le périmètre d'extension.

► Parcelles SAFER sous l'emprise (nouvelle emprise – avril 2016) :

- 1 ha 40 a 82 ca qui sont propriété de la SAFER
- 1 ha 21 a 96 ca qui ont fait l'objet de promesse de vente

► Parcelles SAFER hors emprise (nouvelle emprise – avril 2016) :

- 8 ha 19 a 68 ca qui sont propriété de la SAFER
- 10 ha 26 a 22 ca qui ont fait l'objet de promesse de vente

► Parcelles ETAT sous l'emprise (nouvelle emprise – avril 2016) :

- 18 a 14 ca appartiennent à l'Etat

► Parcelles ETAT hors emprise (nouvelle emprise – avril 2016) :

- 3 ha 18 a 22 ca appartiennent à l'Etat

**Toutes ces réserves représentent un total de 24 ha 45 a 04 ca**

Par ailleurs, il existe déjà dans l'emprise, 4 ha 42 a 48 ca de routes nationales,1 ha 00 a 00 ca de routes départementales et 1 ha 40 a 53 ca de chemins ruraux et de ruisseaux.

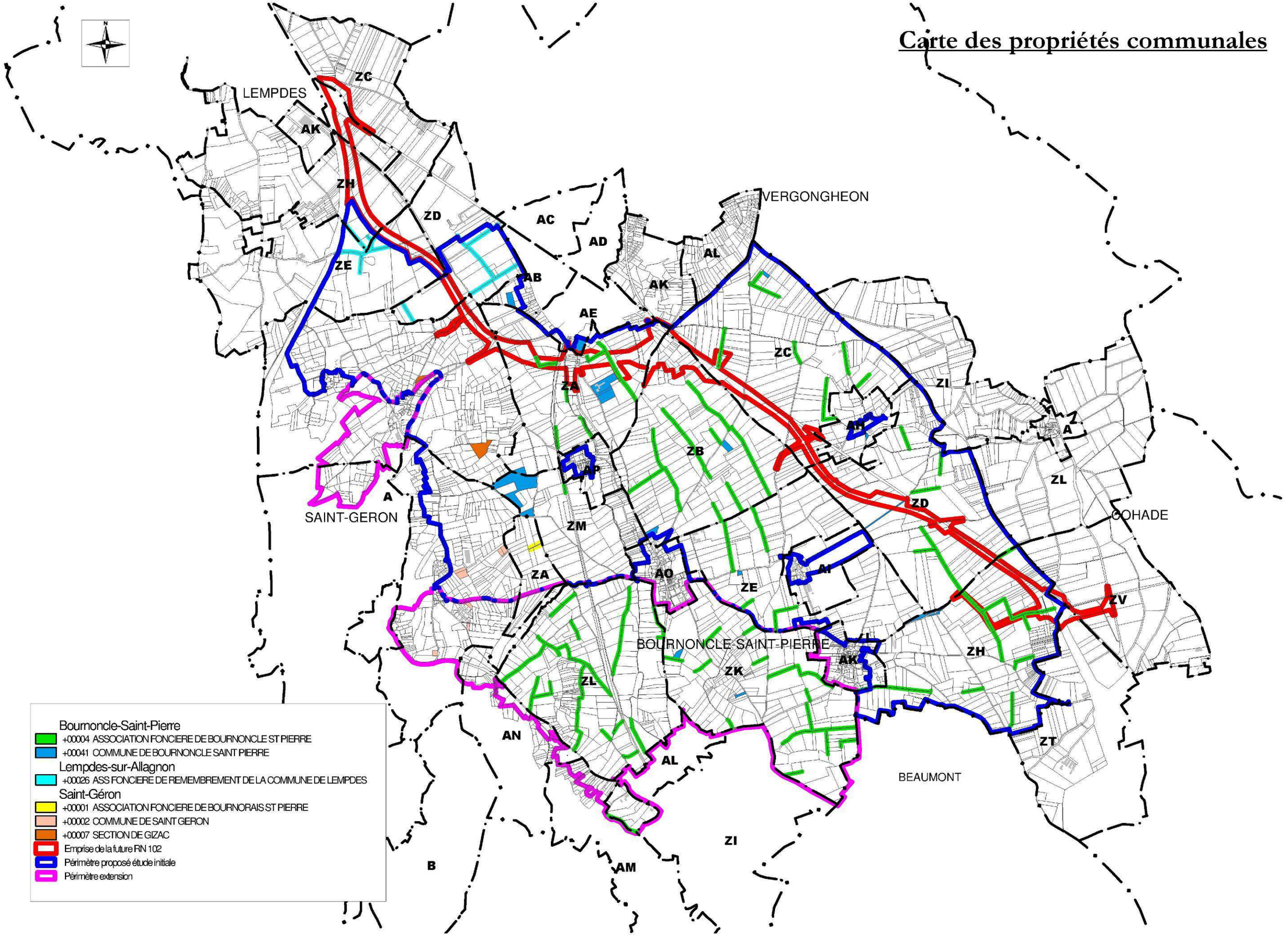
La surface d'emprise:

Initialement d'une surface de 59 ha 73 a 89 ca, elle a changé en avril 2016 avec la suppression du passage à faune à la sortie d'Arvant, de fossés prenant en compte une arrivée d'eau de l'A75, la rectification au niveau du monument FFI et du passage mixte.
Aujourd'hui sa surface est de 58 ha 78 a 76 ca répartis sur les 4 communes concernées par le périmètre proposé initialement et le périmètre étudié en extension :

- Bournoncle-Saint-Pierre : 52 ha 56 a 93 ca
- Saint-Géron : 4 ha 19 a 31 ca
- Lempdes : 1 ha 87 a 76 ca
- Vergongheon : 14 a 76 ca

**La surface restant à combler sous l'emprise est donc de 27 ha 50 a 71 ca.**

# Carte des propriétés communales






Haute-Loire le DÉPARTEMENT

## 2.1.4 LES BIENS COMMUNAUX ET SECTIONNAUX

Sur le périmètre étudié en extension, les chiffres concernant les propriétés communales et sectionnales sont les suivants:

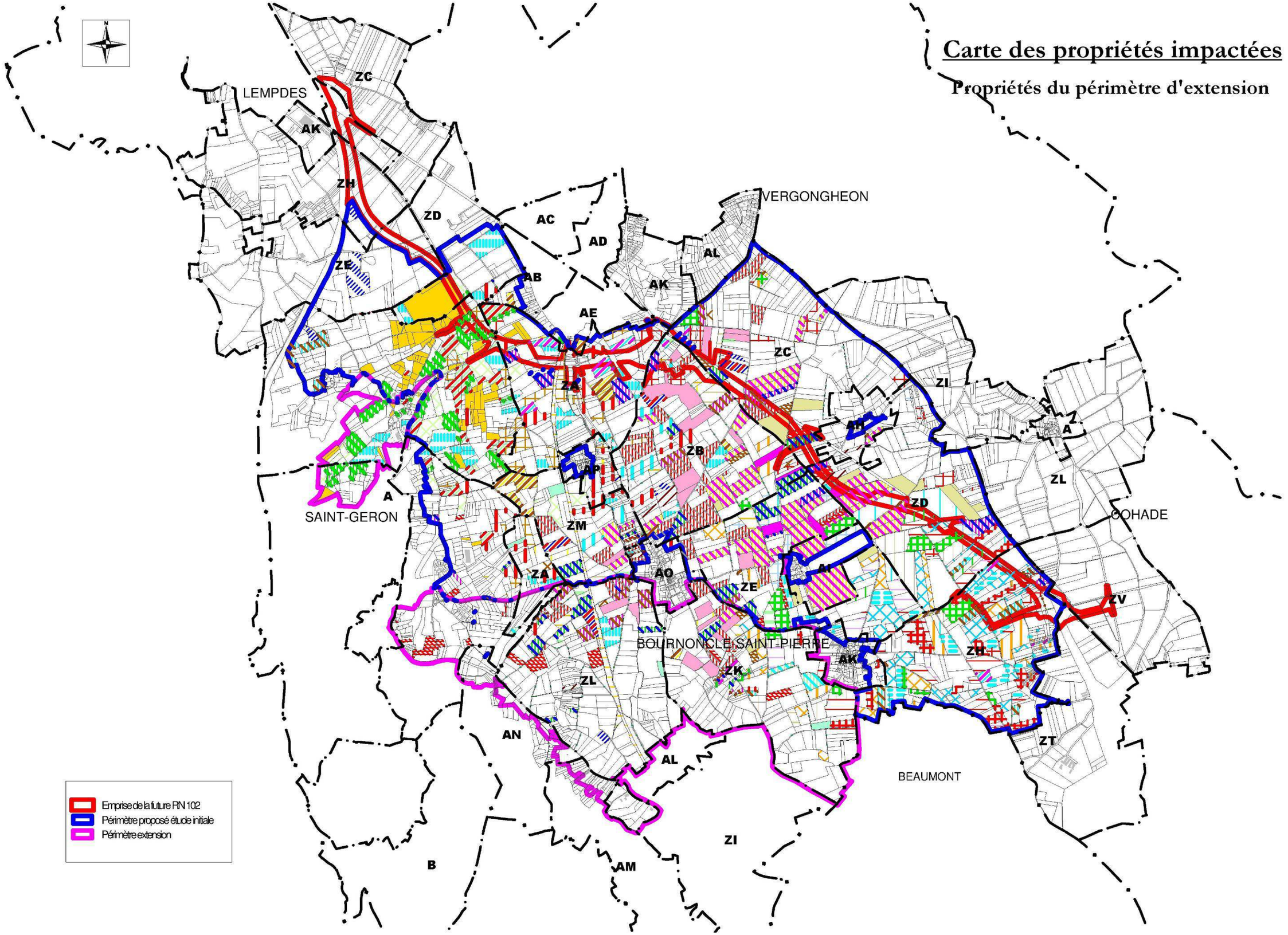
| | Perimètre extension | |
|---|---|---|
| Propriétaires | Nbr parcelles | Surface |
| ASSOCIATION FONCIERE DE BOURNONCLE ST PIERRE | 24 | 2 ha 70 a 70 ca |
| COMMUNE DE BOURNONCLE SAINT PIERRE | 3 | 51 a 41 ca |
| COMMUNE DE SAINT GERON | 11 | 56 a 60 ca |
| SECTION DE GIZAC | 3 | 21 a 80 ca |
| | 41 | 4 ha 00 a 51 ca |

Cependant, pour un raisonnement global, ces données sont à replacer dans un périmètre global, comprenant le périmètre proposé initialement.

| | Perimètre global | | Parcelles sous l'emprise | |
|---|---|---|---|---|
| Propriétaires | Nbr parcelles | Surface | Nbr Parcelles | surface |
| ASSOCIATION FONCIERE DE BOURNONCLE ST PIERRE | 60 | 8 ha 14 a 57 ca | 4 | 78 a 20 ca |
| COMMUNE DE BOURNONCLE SAINT PIERRE | 26 | 11 ha 69 a 22 ca | 4 | 25 a 04 ca |
| COMMUNE DE SAINT GERON | 17 | 1 ha 60 a 19 ca | 0 | 0 a 00 ca |
| SECTION DE GIZAC | 6 | 2 ha 03 a 28 ca | 0 | 0 a 00 ca |
| ASSOCIATION FONCIERE DE BOURNORAIS ST PIERRE | 1 | 4 a 60 ca | 0 | 0 a 00 ca |
| ASS FONCIERE DE REMEMBREMENT DE LA COMMUNE DE LEMPDES | 11 | 2 ha 28 a 29 ca | 0 | 0 a 00 ca |
| | 121 | 25 ha 80 a 15 ca | 8 | 1 ha 03 a 24 ca |

# Carte des propriétés impactées

**Propriétés du périmètre d'extension**






Haute-Loire le DÉPARTEMENT

### 2.1.4 LES PROPRIETES CONCERNEES PAR L'EMPRISE DE LA FUTURE RN 102

Sur les 222 comptes de propriétés du périmètre étudié en extension, 50 ont des parcelles sous l'emprise de la future route. Cela représente 22,5 % de ces 222 comptes.

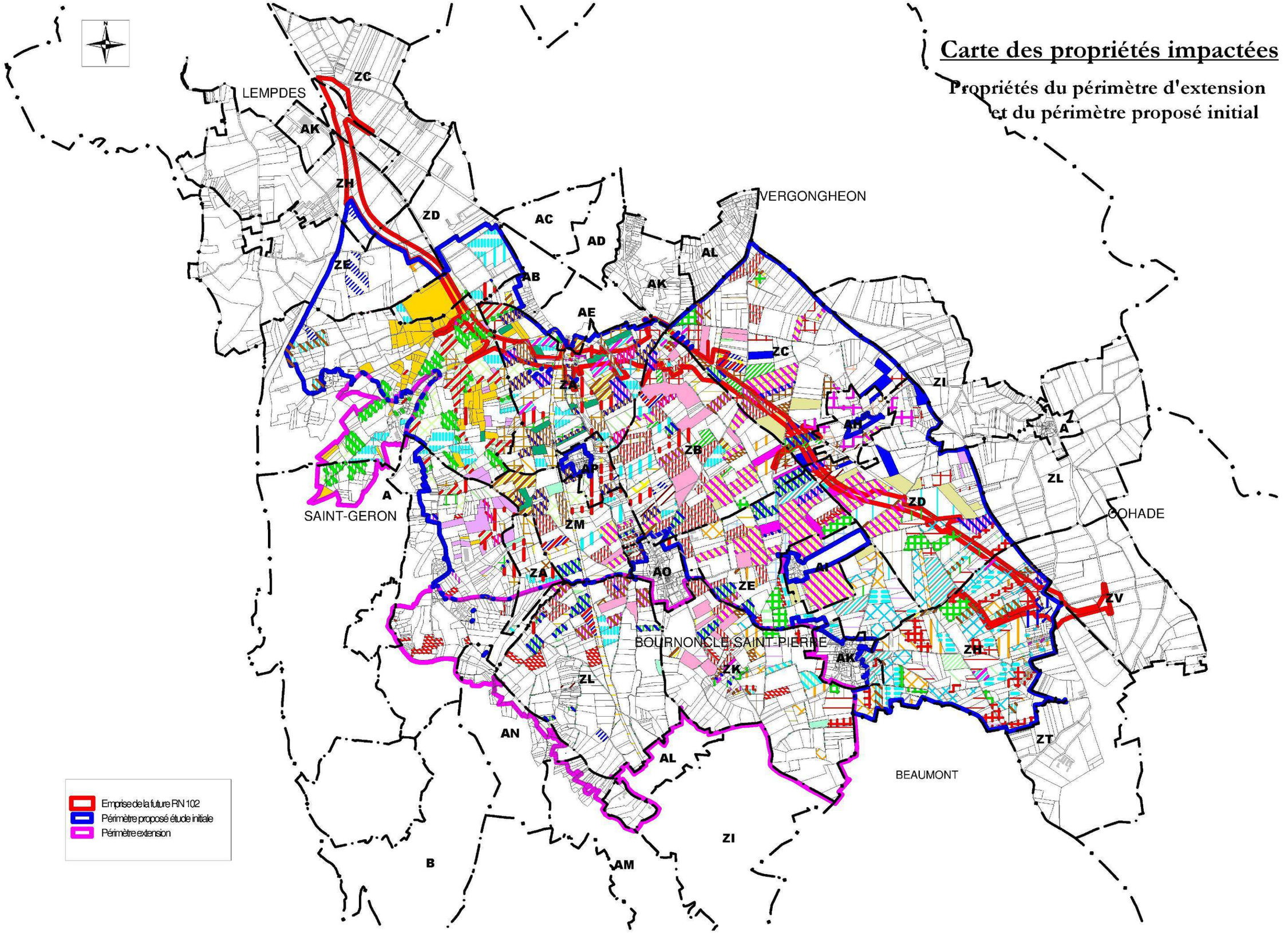
137 parcelles sont ainsi concernées, réparties en 112 îlots sur une surface de 33 ha 66 a 71 ca.

Si l'on prend également en compte les propriétés impactées du périmètre proposé initialement, ce sont au total 101 comptes de propriétés qui ont des parcelles dans l'emprise de la future RN 102, soit 21,5 % des 513 comptes recensés sur le périmètre proposé initialement et le périmètre étudié en extension.

231 parcelles sont ainsi sous le futur ouvrage, réparties en 194 îlots sur une surface de 53 ha 04 a 52 ca.

# Carte des propriétés impactées

**Propriétés du périmètre d'extension et du périmètre proposé initial**






Haute-Loire le DÉPARTEMENT

## 2.2 LES EXPLOITATIONS

Dans le périmètre étudié en extension, 21 agriculteurs (dont 20 du périmètre proposé initialement) exploitent 489 parcelles en 179 ilots répartis sur une surface agricole utile de 285 hectares, soit une moyenne de 65 a 67 ca par parcelles.
Parmi ces 21 agriculteurs :

- 4 exploitants ont des **parcelles irriguées** sur le périmètre proposé initialement.

- 12 exploitants ont des **parcelles drainées** sur le périmètre proposé initialement.

Depuis l'étude initiale, certains changements se sont opérés : un exploitant (n°10) a cédé son entreprise à 6 exploitants (n°40-50-90-120-140-400) qui ont des parcelles dans le périmètre proposé initialement et 1 (n°70) qui a des parcelles uniquement dans le périmètre étudié en extension. Voir les tableaux joints. Cet exploitant (n°10) a gardé 2 parcelles d'une surface totale de 1 ha 66 a 75 ca, situées dans la périmètre proposé initialement.

Par ailleurs, l'exploitant n°610 a été rajouté en cours d'étude, son identité ne nous ayant pas été fournie auparavant.

De même, nous avons remis à jour la carte globale des exploitations, prenant ainsi en compte les divers échanges de parcelles.

**L'exploitant qui a la plus grande surface du périmètre d'extension :**
49 ha 96 a 91 ca (sur une surface totale d'exploitation de 138 ha 66 a 00 ca) regroupés en 29 îlots. Il s'agit de l'exploitant n°140 dont le siège est à Bournoncle-Saint-Pierre et dont la quasi-totalité de sa production (133 hectares) est orientée en agriculture biologique et disséminée sur l'ensemble du territoire et dont il est propriétaire de 23 hectares.

Il n'est pas le seul à exploiter en « bio » sur le périmètre d'extension. En effet, l'exploitant n°100 a aussi 16 hectares (dont 9 en propriété) consacrés à ce type d'agriculture principalement situés sur la commune de Bournoncle-Saint-Pierre

De même, dans le périmètre proposé initialement, l'exploitant n°150 a 2 ha 24 a 00 sur la commune de Bournoncle-Saint-Pierre également en agriculture biologique et tout en propriété. Il a aussi 75 hectares sur la commune de Cohade, mais ils sont hors périmètres.

Afin d'avoir une vision globale de la situation des exploitations, le raisonnement doit être porté sur les 50 exploitants recensés sur **le périmètre proposé initialement et sur le périmètre étudié en extension**.

Ainsi, la SAU des deux périmètres représente une surface de 1337 ha 05 a 97 ca répartie en 2036 parcelles regroupées en 748 îlots.

**L'exploitant qui a la SAU la plus importante du périmètre proposé initialement et du périmètre d'extension :** Il s'agit de l'exploitant n°400 dont l'entreprise s'étend sur 210 ha 00 a 00 ca. Son siège est sur la commune de Saint-Géron. Sur le périmètre proposé initialement, il exploite 170 ha 07 a 39 ca répartis sur 268 parcelles regroupées en 68 îlots. C'est aussi l'exploitant qui a le plus grand nombre d'îlots et donc le plus morcelé.

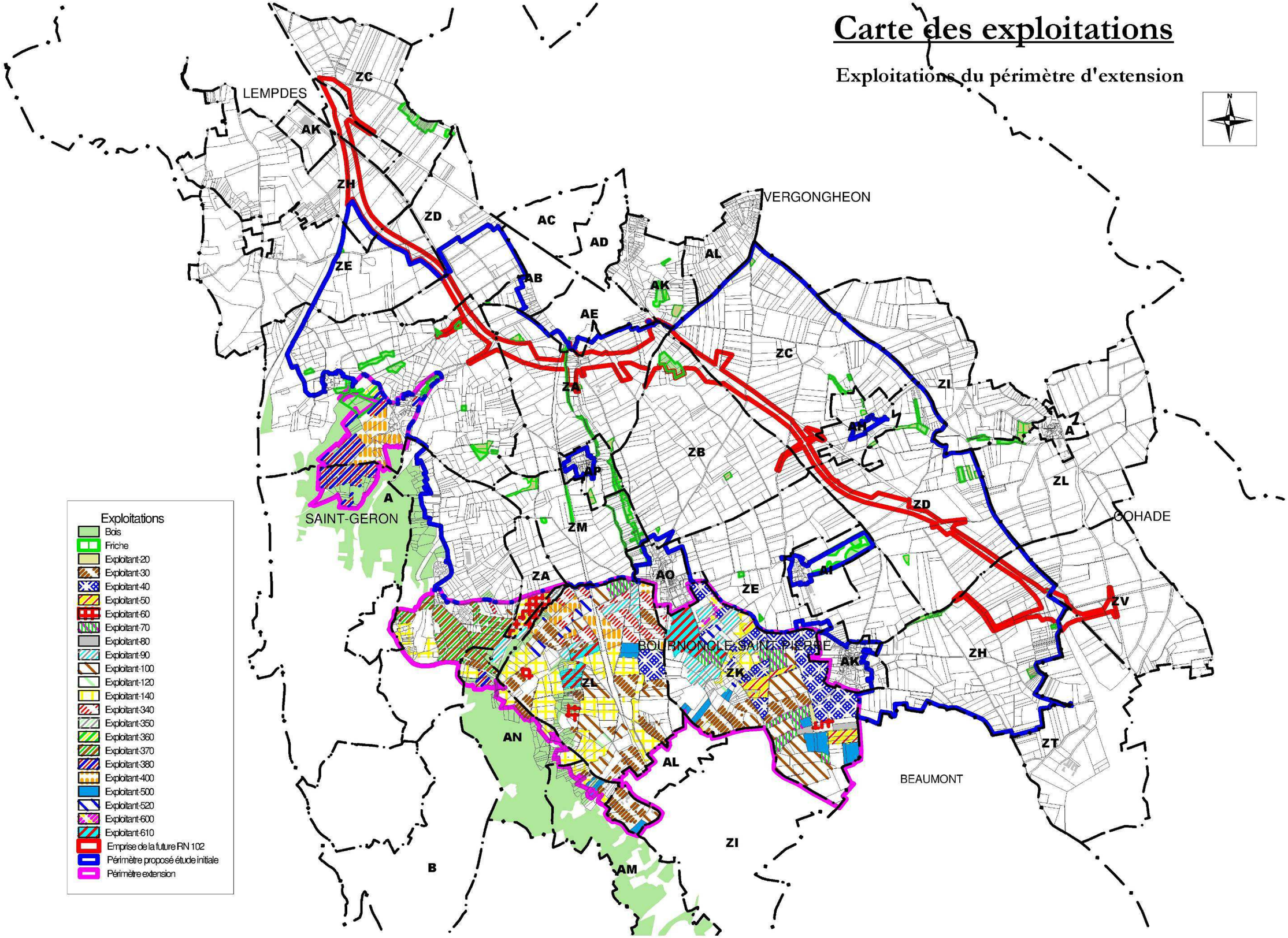
D'une façon générale, les données établies lors de l'étude initiale n'ont pas changé quant aux modes de production, au bétail, à la situation familiale des exploitants ; aussi, elles n'ont pas été redéveloppées dans cette étude complémentaire.

Deux tableaux ci-joints reprennent l'ensemble des données :
- pour les 21 exploitants du périmètre d'extension
- pour les 29 exploitants du périmètre proposé initialement mais qui ne sont pas dans le périmètre proposé en extension.

L'ensemble de ces données nous permet d'avoir une vision globale des 50 exploitations présentes sur les 2 périmètres.

# Carte des exploitations

## Exploitations du périmètre d'extension

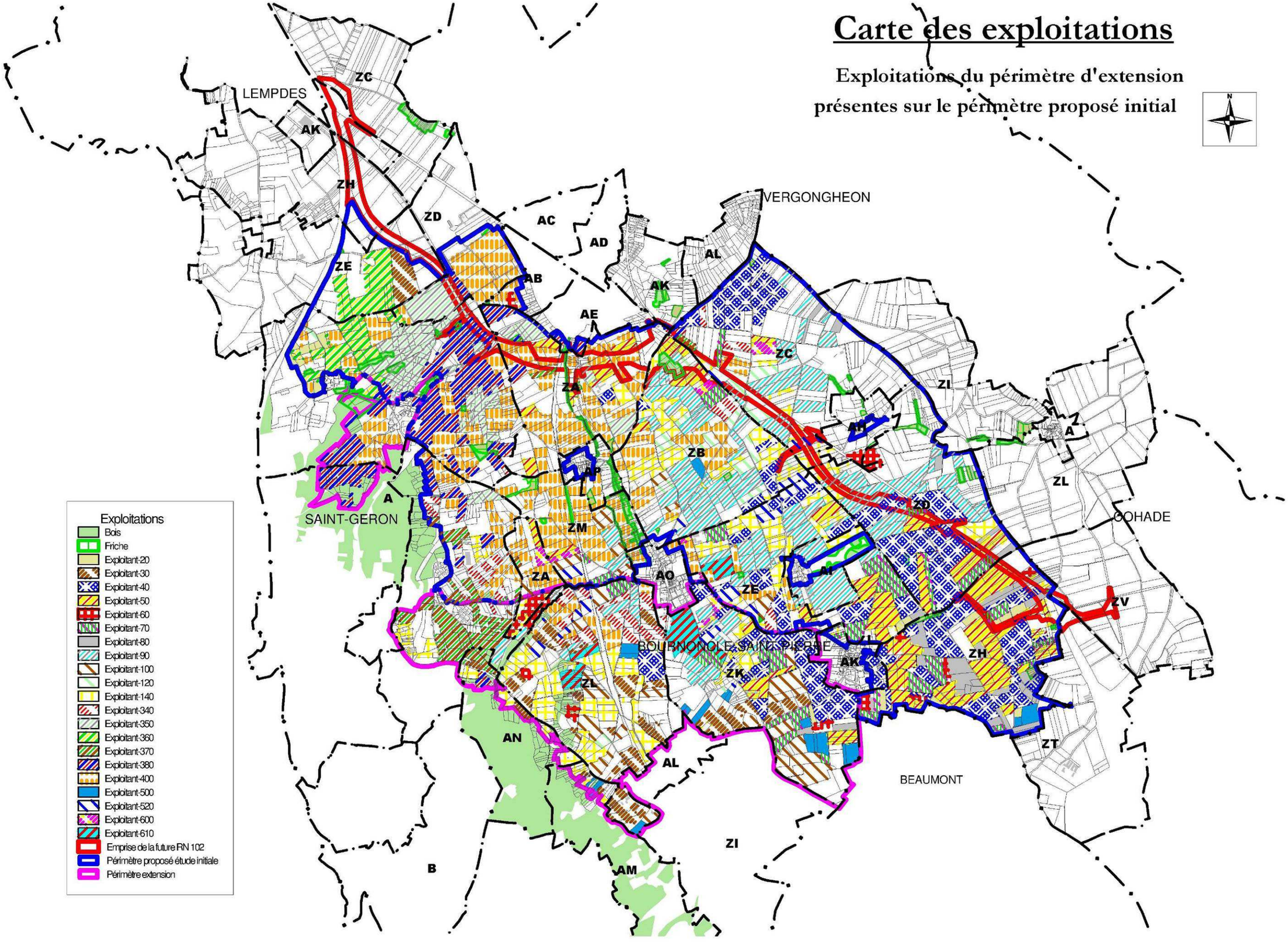





Haute-Loire le DÉPARTEMENT

# Carte des exploitations

**Exploitations du périmètre d'extension présentes sur le périmètre proposé initial**

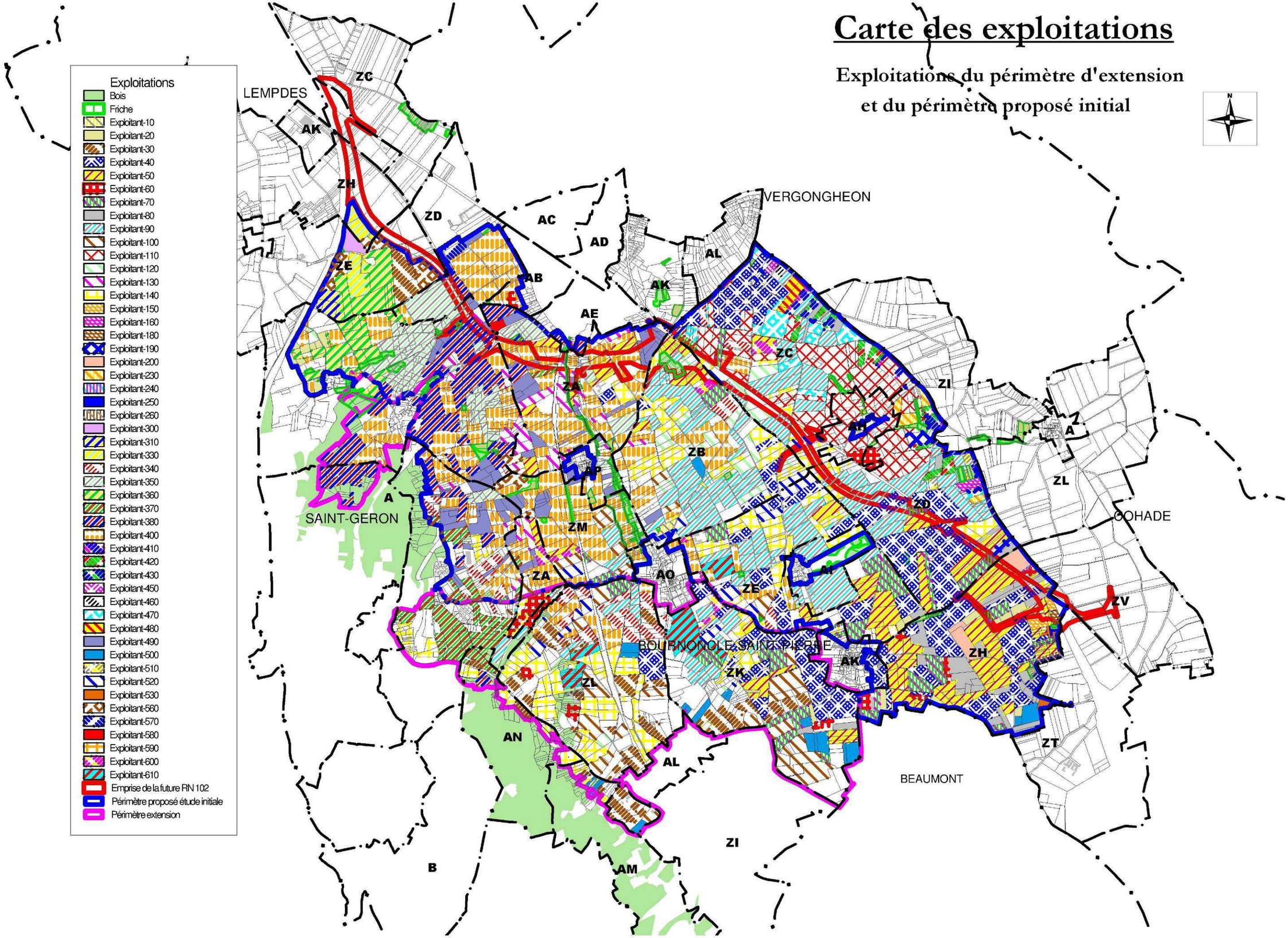





Haute-Loire le DÉPARTEMENT

# Carte des exploitations

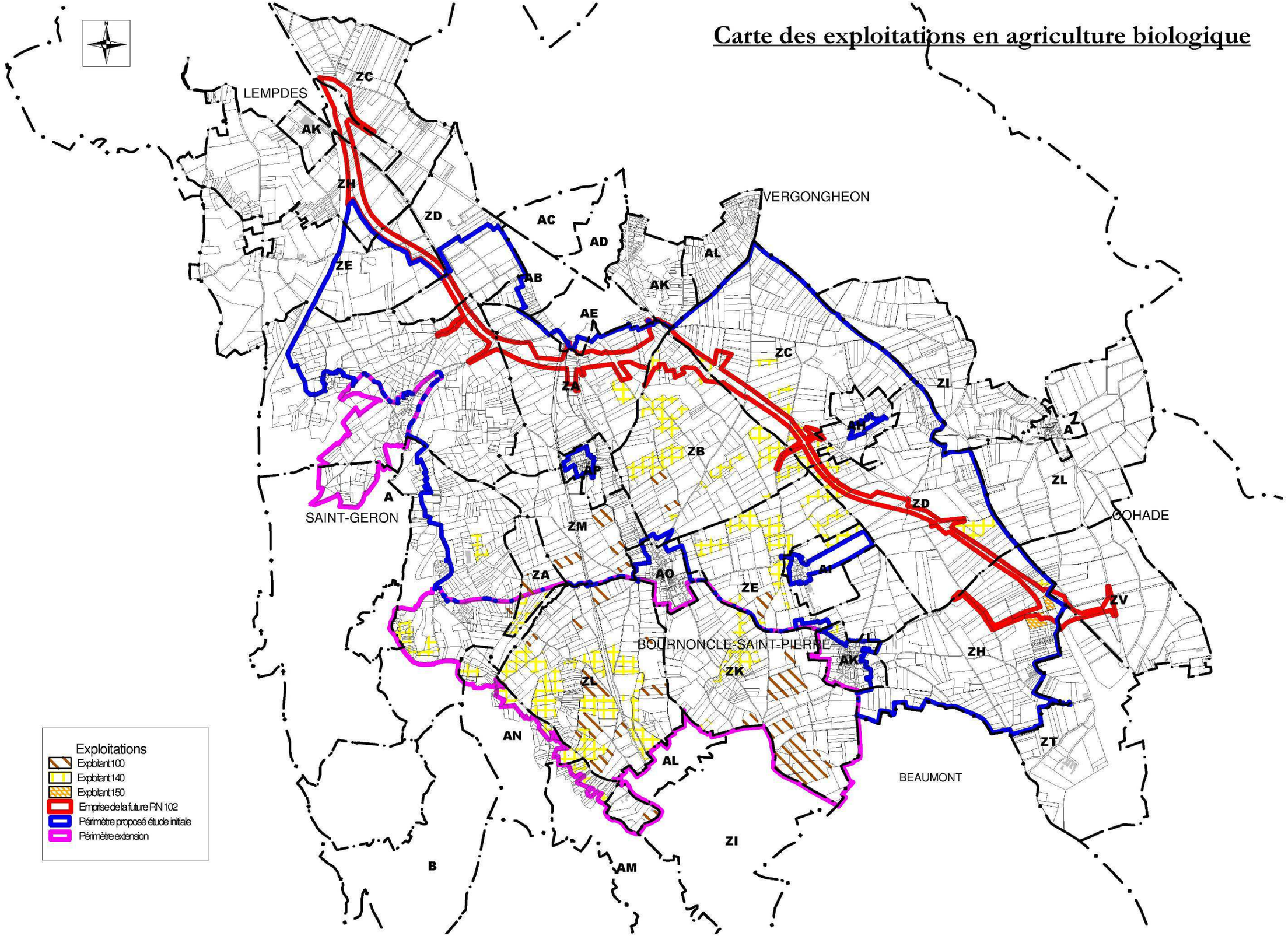
**Exploitations du périmètre d'extension et du périmètre proposé initial**






Haute-Loire le DÉPARTEMENT

# Carte des exploitations en agriculture biologique






Haute-Loire le DÉPARTEMENT

# Données globales sur les 21 exploitants du périmètre étudié en extension

| N° Exploitants | Type d'exploitation | commune | Age | Marié ou vie maritale | Enfants | Succession | Double actif | SAU Totale | SAU Totale Bournoncle | SAU Totale St-Géron | SAU totale Vergongheon | SAU Totale Lempdes | SAU Périmètre Etude initiale | Nombre d'ilots périmètre initial | nombre de parcelles périmètre initial | Parcelles reprises dans le périmètre initial suite à la cessation d'activité de l'exploitant n°10 | Surfaces reprises dans le périmètre initial suite à la cessation d'activité de l'exploitant n°10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 59 | | | | oui | 14 ha 04 a 00 ca | | 3 ha 54 a 00 ca | | | 9 ha 89 a 29 ca | 10 | 18 | | |
| 30 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 60 | oui | oui | non | | 94 ha 02 a 00 ca | | 76 ha 00 a 00 ca | | 9 ha 40 a 00 ca | 7 ha 56 a 20 ca | 1 | 7 | | |
| 40 | GAEC | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 50 | oui | oui | | | 173 ha 57 a 00 ca | 140 ha 01 a 00 ca | | 28 ha 84 a 00 ca | | 115 ha 57 a 76 ca | 42 | 145 | 9 | 5 ha 78 a 40 ca |
| 50 | EARL | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 54 | oui | oui | oui | | 104 ha 04 a 00 ca | 83 ha 42 a 00 ca | 1 ha 17 a 00 ca | 2 ha 06 a 00 ca | 6 ha 84 a 00 ca | 80 ha 49 a 17 ca | 39 | 125 | 4 | 2 ha 45 a 77 ca |
| 60 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 70 | | oui | | retraite | 8 ha 37 a 00 ca | 4 ha 61 a 00 ca | 3 ha 23 a 00 ca | | | 5 ha 97 a 87 ca | 8 | 11 | | |
| 70 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 50 | | | | oui | 45 ha 60 a 00 ca | 41 ha 10 a 00 ca | 17 a 00 ca | | | 31 ha 18 a 40 ca | 21 | 37 | 4 | 2 ha 09 a 20 ca |
| 80 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 60 | oui | oui | non | | 68 ha 93 a 00 ca | 28 ha 55 a 00 ca | | 11 ha 76 a 00 ca | | 27 ha 69 a 31 ca | 26 | 44 | | |
| 90 | EARL | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 40 | oui | oui | trop tôt pour le savoir | | 188 ha 22 a 00 ca | 121 ha 96 a 00 ca | 3 ha 10 a 00 ca | 57 ha 73 a 00 ca | | 111 ha 51 a 92 ca | 41 | 95 | 12 | 11 ha 00 a 00 ca |
| 100 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 59 | oui | oui | peut-être | oui | 64 ha 17 a 00 ca | 62 ha 74 a 00 ca | 1 ha 43 a 00 ca | | | 8 ha 28 a 97 ca | 9 | 12 | | |
| 120 | EARL | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 51 | oui | oui | oui | | 90 ha 00 a 00 ca | 25 ha 00 a 00 ca | 4 ha 00 a 00 ca | 1 ha 50 a 00 ca | 50 ha 44 a 00 ca | 22 ha 34 a 83 ca | 22 | 31 | 4 | 3 ha 34 a 61 ca |
| 140 | EARL | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 58 | oui | oui | oui | | 138 ha 66 a 00 ca | 106 ha 00 a 00 ca | 23 ha 00 a 00 ca | | | 51 ha 23 a 71 ca | 36 | 67 | 13 | 9 ha 87 a 00 ca |
| 340 | GAEC | SAINT GERON | 51 | | oui | non | | 68 ha 91 a 00 ca | 22 ha 38 a 00 ca | 39 ha 85 a 00 ca | | | 14 ha 51 a 36 ca | 12 | 33 | | |
| 350 | GAEC | SAINT GERON | 41 | oui | oui | trop tôt pour le savoir | | 112 ha 00 a 00 ca | 8 ha 50 a 00 ca | 31 ha 00 a 00 ca | | 10 ha 00 a 00 ca | 49 ha 49 a 02 ca | 16 | 111 | | |
| 360 | EARL | SAINT GERON | 41 | | | ? | | 53 ha 66 a 00 ca | | 32 ha 06 a 00 ca | 21 ha 60 a 00 ca | | 29 ha 80 a 72 ca | 12 | 34 | | |
| 370 | GAEC | SAINT GERON | 55 | oui | oui | oui dans 8 ans | | 105 ha 69 a 00 ca | 4 ha 97 a 00 ca | 51 ha 70 a 00 ca | | 2 ha 63 a 00 ca | 7 ha 42 a 24 ca | 9 | 16 | | |
| 380 | EARL | SAINT GERON | 57 | | | incertaine | oui | 103 ha 99 a 00 ca | 5 ha 95 a 00 ca | 62 ha 12 a 00 ca | 8 ha 06 a 00 ca | 1 ha 16 a 00 ca | 47 ha 72 a 55 ca | 26 | 108 | | |
| 400 | GAEC | SAINT GERON | 57 | oui | oui | oui dans un délai de 2 à 5 ans | | 210 ha 00 a 00 ca | 103 ha 84 a 00 ca | 69 ha 43 a 00 ca | 1 ha 82 a 00 ca | 28 ha 47 a 00 ca | 165 ha 17 a 14 ca | 68 | 257 | 25 | 16 ha 94 a 14 ca |
| 500 | GAEC | BEAUMONT | 50 | oui | oui | non | | 170 ha 00 a 00 ca | | | | | 3 ha 45 a 70 ca | 2 | 3 | | |
| 520 | individuelle | LA CHAPELLE LAURENT | 73 | oui | oui | | retraite salarié | 22 ha 00 a 00 ca | 18 ha 00 a 00 ca | | | | 13 ha 51 a 90 ca | 10 | 12 | | |
| 600 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | | | | | oui | 5 ha 40 a 40 ca | | | | | 5 ha 40 a 40 ca | 4 | 4 | | |
| 610 | | SAINT GERON | | oui | oui | oui | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | 1841 ha 27 a 40 ca | | | | | 808 ha 28 a 46 ca | 414 | 1170 | 71 | 51 ha 49 a 12 ca |

**Attention: la SAU du périmètre d'étude initial ne tient pas compte des parcelles de l'exploitant n°10 qui a cédé ses parcelles à 7 exploitants en cours d'étude, ce qui explique qu'elle soit moins importante que la SAU du périmètre proposé initialement**



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

## Données globales sur les 21 exploitants du périmètre étudié en extension

| N° Exploitants | SAU Périmètre proposé initialement | Nombre de parcelles périmètre proposé initialement | Nombre d'îlots périmètre proposé initialement | SAU Périmètre extension | Nombre d'ilots périmètre extension | nombre de parcelles périmètre extension | SAU Périmètre proposé initialement et extension | Nombre de parcelles périmètre proposé initialement et extension | Nombre d'ilôts périmètre proposé initialement et extension | Surface Parcelles irriguées périmètre initial | Nbr sur périmètre initial | Surface Parcelles drainées périmètre initial | Nbr sur périmètre initial | Vaches laitières | Vaches nourrices | Volailles | Ovins |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | 9 ha 89 a 29 ca | 18 | 10 | 52 a 80 ca | 1 | 1 | 10 ha 42 a 09 ca | 19 | 11 | | | 50 a 70 ca | 1 | | | | 50 Brebis (35 agneaux) |
| 30 | 6 ha 58 a 89 ca | 2 | 1 | 33 ha 91 a 25 ca | 26 | 66 | 40 ha 50 a 14 ca | 68 | 27 | | | 7 ha 34 a 19 ca | 6 | | 74 Taurillons engraissement | 6380 Poulets | |
| 40 | 117 ha 25 a 33 ca | 134 | 40 | 31 ha 01 a 47 ca | 11 | 48 | 148 ha 26 a 80 ca | 182 | 51 | | | 60 ha 14 a 90 ca | 49 | 90 Vaches laitières | | | |
| 50 | 80 ha 51 a 15 ca | 120 | 38 | 6 ha 10 a 08 ca | 4 | 7 | 86 ha 61 a 23 ca | 127 | 42 | | | 26 ha 80 a 28 ca | 23 | | | | |
| 60 | 5 ha 97 a 87 ca | 11 | 8 | 5 ha 16 a 98 ca | 6 | 11 | 11 ha 14 a 85 ca | 22 | 14 | | | | | | | | 60 brebis |
| 70 | 30 ha 72 a 32 ca | 39 | 21 | 10 ha 58 a 30 ca | 7 | 14 | 41 ha 30 a 62 ca | 53 | 28 | | | 6 ha 57 a 05 ca | 5 | | | | |
| 80 | 26 ha 19 a 54 ca | 43 | 25 | 1 ha 80 a 30 ca | 3 | 3 | 27 ha 99 a 84 ca | 46 | 28 | | | | | | | | |
| 90 | 121 ha 69 a 26 ca | 106 | 42 | 16 ha 71 a 70 ca | 13 | 27 | 138 ha 40 a 96 ca | 133 | 55 | 57 ha 82 a 56 ca | 38 | 79 ha 98 a 08 ca | 58 | | 150 Vaches engraissement | | |
| 100 | 8 ha 79 a 07 ca | 12 | 9 | 33 ha 94 a 61 ca | 17 | 33 | 42 ha 73 a 68 ca | 45 | 26 | | | | | | | | |
| 120 | 22 ha 43 a 11 ca | 29 | 19 | 1 ha 67 a 60 ca | 3 | 3 | 24 ha 10 a 71 ca | 32 | 22 | | | 6 ha 39 a 60 ca | 7 | | | | |
| 140 | 62 ha 02 a 46 ca | 83 | 39 | 49 ha 96 a 91 ca | 29 | 101 | 111 ha 99 a 37 ca | 184 | 68 | | | 12 ha 62 a 08 ca | 13 | 62 Vaches laitières | | | |
| 340 | 14 ha 51 a 36 ca | 33 | 12 | 15 ha 14 a 80 ca | 11 | 25 | 29 ha 66 a 16 ca | 58 | 23 | | | 4 ha 76 a 90 ca | 5 | 43 Vaches laitières | | | |
| 350 | 49 ha 49 a 02 ca | 111 | 16 | 19 a 10 ca | 2 | 2 | 49 ha 68 a 12 ca | 113 | 18 | | | 21 ha 07 a 45 ca | 28 | | 43 Vaches allaitantes (broutards) | | |
| 360 | 29 ha 96 a 22 ca | 35 | 13 | 93 a 90 ca | 1 | 2 | 30 ha 90 a 12 ca | 37 | 14 | 23 ha 63 a 14 ca | 17 | 20 ha 73 a 24 ca | 16 | | 25 génisses | | |
| 370 | 7 ha 42 a 24 ca | 16 | 9 | 18 ha 57 a 46 ca | 4 | 42 | 25 ha 99 a 70 ca | 58 | 13 | | | 71 a 80 ca | 1 | | 77 Vaches allaitantes (broutards et veaux de boucherie) | | |
| 380 | 45 ha 50 a 88 ca | 101 | 23 | 14 ha 03 a 78 ca | 8 | 35 | 59 ha 54 a 66 ca | 136 | 31 | 29 ha 79 a 46 ca | 50 | | | | 32 Vaches allaitantes (broutards) | | |
| 400 | 170 ha 07 a 39 ca | 268 | 68 | 16 ha 85 a 95 ca | 10 | 25 | 186 ha 93 a 34 ca | 293 | 78 | 50 ha 51 a 87 ca | 74 | 31 ha 90 a 14 ca | 42 | 120 Vaches laitières | | | |
| 500 | 3 ha 45 a 70 ca | 3 | 2 | 10 ha 03 a 09 ca | 10 | 19 | 13 ha 48 a 79 ca | 22 | 12 | 2 ha 43 a 90 ca | 2 | 2 ha 43 a 90 ca | 2 | 55 | | | 450 |
| 520 | 13 ha 51 a 90 ca | 12 | 10 | 4 ha 87 a 88 ca | 7 | 7 | 18 ha 39 a 78 ca | 19 | 17 | | | | | | | | |
| 600 | 5 ha 49 a 75 ca | 6 | 6 | 1 ha 48 a 40 ca | 2 | 2 | 6 ha 98 a 15 ca | 8 | 8 | | | | | | | | |
| 610 | 2 ha 47 a 00 ca | 1 | 1 | 11 ha 57 a 97 ca | 4 | 16 | 14 ha 04 a 97 ca | 17 | 5 | | | | | | | | |
| | 833 ha 99 a 75 ca | 1183 | 412 | 285 ha 14 a 33 ca | 179 | 489 | 1119 ha 14 a 08 ca | 1672 | 591 | 164 ha 20 a 93 ca | 181 | 282 ha 00 a 31 ca | 256 | | | | |

**La SAU du périmètre proposé initialement tient compte des mutations de parcelles suite à la cessation d'activité del'exploitant n°10 et des divers échanges qui ont eu lieu entre exploitants en cours d'étude.**



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

Données globales sur les 21 exploitants du périmètre étudié en extension

| N° Exploitants | Porcs | Autres | Culture Bio Bournoncle | Culture Bio St-Géron | Culture Bio Cohade | Exploitation classée | Parcelles engagées PHAE | Parcelles engagées CAD | Parcelles engagées Plan d'épandage | Projets d'agrandissements | Vente directe | Tables et ou Chambres d'hôtes, Gîtes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | | | | | | | | | | | | |
| 30 | | | | | | | | | | | | oui |
| 40 | | | | | | | | | | | | |
| 50 | 70 truies | | | | | | | | oui | oui | | |
| 60 | | 6 Chèvres lait | | | | | | | | | | |
| 70 | | | | | | | | | | | | |
| 80 | | | | | | | | | oui | | | |
| 90 | 600 Porcs engraissements (SARL) | | | | | | | | oui | | | |
| 100 | 400 | | 14 ha 42 a 00 ca | 1 ha 43 a 00 ca | | | | | oui | | | |
| 120 | 70 Truies (1500 porcs) | | | | | | | | oui | | | |
| 140 | | 30 bovins de - 1an + 70 | 105 ha 00 a 00 ca | 23 ha 00 a 00 ca | 4 ha 90 a 00 ca | oui | | | | oui | oui | |
| 340 | | | | | | | | | | | | |
| 350 | 50 Truies | | | | | | | | toutes | | | |
| 360 | | | | | | | | | toutes | oui en surface | | |
| 370 | | | | | | | 67 ha 88 a 00 ca | | | | | |
| 380 | | 2 juments et 2 poulains | | | | | | | | | | |
| 400 | | | | | | | | | oui | oui | | |
| 500 | | | | | | oui | natura 2000 5ha70 a 00 ca | | toutes les parcelles sauf natura 2000 | | | |
| 520 | | | | | | | | | | | | |
| 600 | | | | | | | | | | | | |
| 610 | | | | | | | | | | | | |



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

Données globales sur les 29 exploitations qui sont concernées par le périmètre proposé initialement mais non par le périmètre étudié en extension

| N° Exploitants | Type d'exploitation | commune | Age | Marié ou vie maritale | Enfants | Succession | Double actif | SAU Totale | SAU Totale Bournoncle | SAU Totale St-Géron | SAU totale Vergongheon | SAU Totale Lempdes | SAU Périmètre proposé initialement | Nombre de parcelles périmètre proposé initialement | Nombre d'îlots périmètre proposé initialement |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 63 | | | **Entreprise cédée à 7 exploitants en cours d'étude** | | 60 ha 00 a 00 ca | 59 ha 63 a 00 ca | | 37 a 00 ca | | 1 ha 66 a 75 ca | 2 | 2 |
| 110 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 40 | | oui | oui | | 74 ha 00 a 00 ca | 65 ha 00 a 00 ca | | 8 ha 52 a 00 ca | | 70 ha 74 a 25 ca | 106 | 19 |
| 130 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 94 | oui | oui | oui | | 21 ha 53 a 00 ca | 10 ha 36 a 00 ca | 11 ha 17 a 00 ca | | | 22 ha 05 a 27 ca | 49 | 27 |
| 150 | GAEC | COHADE | 48 | oui | oui | oui | | 77 ha 33 a 00 ca | 2 ha 24 a 00 ca | | 30 a 00 ca | | 2 ha 23 a 08 ca | 2 | 2 |
| 160 | | COHADE | | | | | | | | | | | 1 ha 57 a 71 ca | 3 | 1 |
| 180 | GAEC | COHADE | 43 | oui | oui | oui | | 165 ha 00 a 00 ca | 1 ha 10 a 00 ca | | 2 ha 00 a 00 ca | | 63 a 00 ca | 1 | 1 |
| 190 | individuelle | COHADE | 61 | oui | | oui | | 52 ha 80 a 00 ca | 4 ha 61 a 00 ca | | 24 ha 67 a 00 ca | | 4 ha 60 a 02 ca | 11 | 7 |
| 200 | EARL | COHADE | 58 | oui | oui | oui | | 71 ha 00 a 00 ca | 5 ha 67 a 00 ca | | | | 5 ha 68 a 60 ca | 3 | 2 |
| 230 | individuelle | COHADE | 60 | oui | oui | non. Arrêt le 31/12/2015.Location à 1 jeune exploitant | | 47 ha 23 a 00 ca | 4 ha 05 a 95 ca | | 13 ha 11 a 13 ca | | 3 ha 86 a 68 ca | 4 | 4 |
| 240 | individuelle | COHADE | 49 | oui | oui | oui | | 73 ha 99 a 00 ca | 34 a 00 ca | | | | 33 a 73 ca | 2 | 2 |
| 250 | individuelle | COHADE | 38 | oui | oui | trop tôt pour le savoir | oui | 44 ha 83 a 00 ca | 31 a 00 ca | | | | 31 a 01 ca | 2 | 1 |
| 260 | GAEC | COHADE | 58 | oui | oui | oui dans 5 ans | | 112 ha 00 a 00 ca | ? | | ? | | 88 a 95 ca | 6 | 1 |
| 300 | individuelle | LEMPDES SUR ALLAGNON | 65 | | oui | ? | | 31 ha 22 a 00 ca | | | | 30 ha 00 a 00 ca | 2 ha 39 a 24 ca | 1 | 1 |
| 310 | individuelle | LEMPDES SUR ALLAGNON | | | | | | 62 ha 00 a 00 ca | | | | | 3 ha 41 a 98 ca | 5 | 1 |
| 330 | individuelle | LEMPDES SUR ALLAGNON | 38 | oui | oui | oui, neveu | | 59 ha 89 a 00 ca | | | | 59 ha 89 a 00 ca | 8 ha 06 a 82 ca | 6 | 2 |
| 410 | individuelle | VERGONGHEON | ? | ? | ? | ? | | 27 ha 94 a 00 ca | 3 ha 06 a 00 ca | | 23 ha 84 a 00 ca | | 3 ha 26 a 45 ca | 11 | 5 |
| 420 | individuelle | VERGONGHEON | | | | | | | | | | | 7 ha 38 a 92 ca | 14 | 11 |
| 430 | individuelle | VERGONGHEON | 50 | | | non | | 12 ha 00 a 00 ca | 2 ha 39 a 00 ca | | 9 ha 81 a 00 ca | | 2 ha 43 a 99 ca | 5 | 3 |
| 450 | individuelle | VERGONGHEON | 61 | oui | | non, retraite envisagée | | 49 ha 00 a 00 ca | | | | | 74 a 60 ca | 2 | 1 |
| 460 | individuelle | VERGONGHEON | ? | | | oui | oui | 41 ha 00 a 00 ca | 85 a 00 ca | 85 a 00 ca | 38 ha 00 a 00 ca | | 98 a 20 ca | 2 | 1 |
| 470 | GAEC | VERGONGHEON | 60 | oui | oui | oui, dans 2 ans | | 110 ha 37 a 00 ca | 14 ha 71 a 00 ca | | | | 14 ha 10 a 44 ca | 18 | 10 |
| 480 | | VERGONGHEON | 60 | oui | oui | oui, neveu dans 3 ans | | 192 ha 95 a 00 ca | | | 98 ha 25 a 00 ca | | 2 ha 71 a 90 ca | 3 | 1 |
| 490 | GAEC | AUTRAC | 52 | oui | oui | | | 145 ha 00 a 00 ca | 23 ha 17 a 00 ca | 18 ha 84 a 00 ca | 2 ha 10 a 00 ca | 98 a 00 ca | 38 ha 99 a 92 ca | 75 | 34 |
| 510 | individuelle | BONNAC | 41 | | oui | Trop tôt pour le savoir. Souhaite créer une forme sociétaire | | 115 ha 00 a 00 ca | | | | | 1 ha 95 a 90 ca | 4 | 2 |
| 530 | individuelle | LE BROC | 59 | oui | oui | oui | | 16 ha 00 a 00 ca | 1 ha 40 a 00 ca | | | | 1 ha 30 a 70 ca | 4 | 3 |
| 560 | individuelle | SAINT JUST PRES BRIOUDE | 42 | oui | oui | oui dans 6 ou 7 ans | | 135 ha 00 a 00 ca | 3 ha 43 a 00 ca | | | 28 ha 44 a 00 ca | 11 ha 59 a 03 ca | 11 | 10 |
| 570 | GAEC | SAINTE FLORINE | 34 | oui | oui | 2 jeunes associés sur le GAEC | | 139 ha 00 a 00 ca | | | | 20 ha 70 a 00 ca | 2 ha 53 a 80 ca | 5 | 1 |
| 580 | GAEC | ST GERMAIN LEMBRON | 44 | oui | oui | | | 160 ha 00 a 00 ca | | | | | 80 a 40 ca | 1 | 1 |
| 590 | individuelle | SAINT GERON | 64 | oui | oui | oui | | 57 ha 86 a 00 ca | | 44 ha 62 a 00 ca | | | 2 ha 27 a 30 ca | 8 | 3 |
| | | | | | | | | | | | | | 219 ha 58 a 64 ca | 366 | 159 |

2153 ha 94 a 00 ca



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

Données globales sur les 29 exploitations qui sont concernées par le périmètre proposé initialement mais non par le périmètre étudié en extension

| N° Exploitants | Surface Parcelles irriguées | Nombre | Surface Parcelles drainées | Nombre | Vaches laitières | Vaches nourrices | Volailles | Ovins | Porcs | Autres |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | | | 11 ha 87 a 00 ca | 8 | | | | | | |
| 110 | | | 3 ha 49 a 87 ca | 2 | | | | 430 Brebis (250 agneaux) | | |
| 130 | 4 ha 04 a 20 ca | 12 | 6 ha 10 a 85 ca | 9 | | | | | | |
| 150 | | | | | | 97 Vaches allaitantes (taurillons ) | | | | |
| 160 | | | | | | | | | | |
| 180 | | | | | | | 4000 Poulets label ou 6600 | 740 Brebis (1400 agneaux) | | |
| 190 | | | 31 a 63 ca | 1 | 30 Vaches laitières | | | | | |
| 200 | | | 9 ha 49 a 56 ca | 3 | | 54 Vaches allaitantes | | | | |
| 230 | | | | | 17 | | | | | Pension bovins |
| 240 | | | | | | | 3000 | 600 Brebis | | |
| 250 | | | | | 30 | 17 | | | | |
| 260 | 3 ha 87 a 84 ca | 3 | | | | 102 | | | | |
| 300 | | | | | | | | 95 | | |
| 310 | | | | | | 27 Vaches allaitantes (broutards) | | | | |
| 330 | 33 ha 37 a 90 ca | 49 | 27 ha 38 a 25 ca | 45 | | | | | | |
| 410 | | | | | | | | | | |
| 420 | | | | | | | | | | |
| 430 | | | 1 ha 91 a 70 ca | 3 | | | | | | |
| 450 | | | | | | 18 | | | | |
| 460 | | | | | | | | 80 | | |
| 470 | | | | | 45 | | | | | 27 chevaux |
| 480 | | | | | | 100 | | | | |
| 490 | | | 3 ha 18 a 01 ca | 8 | 65 Vaches laitières | | | | | 39 génisses |
| 510 | | | | | 45 | | | | | |
| 530 | | | | | | | | | 10 truies | |
| 560 | | | | | | 68 Vaches allaitantes | | | | |
| 570 | | | 15 ha 82 a 58 ca | 9 | 65 | | | | | |
| 580 | | | | | 130 | | | | | |
| 590 | | | | | | | | | | |
| | 41 ha 29 a 94 ca | 64 | 79 ha 59 a 45 ca | 88 | | | | | | |



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

Données globales sur les 29 exploitations qui sont concernées par le périmètre proposé initialement mais non par le périmètre étudié en extension

| N° Exploitants | Culture Bio Bournoncle | Culture Bio St-Géron | Culture Bio Cohade | Exploitation classée | Parcelles engagées PHAE | Parcelles engagées CAD | Parcelles engagées Plan d'épandage | Projets d'agrandissements | Vente directe |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | | | | | | | | | |
| 110 | | | | | 43 ha 06 a 00 ca | | oui | | |
| 130 | | | | | | | | | |
| 150 | 2 ha 24 a 00 ca | | 74 ha 79 a 00 ca | | oui | oui | oui | aimerait mais pb de zone constructible, route-voisinage | oui |
| 160 | | | | | | | | | |
| 180 | | | | | | | oui | oui | |
| 190 | | | | | | | | | |
| 200 | | | | | | | | | |
| 230 | | | | | | | oui | | |
| 240 | | | | | | | | | |
| 250 | | | | | | | | peut-être | |
| 260 | | | | oui | | | oui | oui | |
| 300 | | | | | | | | | |
| 310 | | | | | | | | | |
| 330 | | | | | | | | | |
| 410 | | | | | | | | | |
| 420 | | | | | | | | | |
| 430 | | | | | | | | | |
| 450 | | | | | | | | | |
| 460 | | | | | | | | oui | |
| 470 | | | | | | | | | |
| 480 | | | | | | | | | |
| 490 | | | | | 91 ha 54 a 00 ca | | toutes les parcelles | | |
| 510 | | | | | 58 ha 00 a 00 ca | | | oui | |
| 530 | | | | | | | 2 ha 60 a 00 ca | | |
| 560 | | | | | | | | oui | |
| 570 | | | | | | | oui | peut-être | |
| 580 | | | | | | | | | |
| 590 | | | | | | | | | |



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

## 2.2.1 LES EXPLOITATIONS CONCERNEES PAR L'EMPRISE DE LA FUTURE RN 102

Cette partie a pour objectif de mettre en avant les perturbations subies par les exploitations recensées sur le périmètre étudié en extension, tout en rappelant celles du périmètre proposé initialement, afin d'avoir une vision globale des impacts que la future RN 102 va leur occasionner.

### 2.2.1.1 LES EXPLOITATIONS IMPACTEES

Sur les 21 exploitations identifiées dans le périmètre étudié en extension, **14 ont des parcelles sous l'emprise de la future RN 102** (elles font partie des 31 exploitations impactées dans le périmètre étudié initialement) dont 9 de Bournoncle-St-Pierre, 4 de Saint-Géron, 1 de La Chapelle-Laurent.

- **Leur SAU sous l'emprise est de 42 ha 20 a 75 ca.**
- **Leur nombre d'îlots impactés est de 73.**
- **Leur nombre de parcelles impactées est de 166.**
- L'impact de la future route sur la SAU totale des 14 exploitations agricoles n'est pas le même pour toutes. Il varie de 8.15 % (pour la plus fortement impactée) à 0,18 % (pour la plus faiblement impactée).
- Parmi les 14 exploitants qui ont des parcelles sous l'emprise, 7 sont impactés à plus de 3 % de leur surface totale d'exploitation.

Il est à noter que l'exploitant n°10 qui était impacté à 3.26 % de sa SAU a cédé son entreprise à 7 agriculteurs (40-50-70-90-120-140-400), ce qui change le classement des exploitations impactées initialement.

L'exploitant le plus impacté est le 520 ; c'était le 2ème dans le périmètre initial. Viennent ensuite :

- le 50 (était le 3ème dans le périmètre initial),
- le 400 (était le 4ème dans le périmètre initial),
- le 120 (était le 13ème dans le périmètre initial). C'est l'exploitant dont la surface impactée a le plus augmentée suite à sa reprise des parcelles de l'exploitant n°10),
- le 20 (était également 5ème dans le périmètre initial)
- le 600 (était le 7ème dans le périmètre initial)
- le 140 (était le 9ème dans le périmètre initial) dont la quasi-totalité de sa production est orientée en agriculture biologique.
- le 70 (était le 10ème dans le périmètre initial)
- le 380 (était le 14ème dans le périmètre initial).

Par ailleurs, l'exploitant 330 qui était le plus impacté dans le périmètre étudié initialement, n'est plus impacté dans le périmètre proposé initialement, la plupart de ses parcelles se trouvant dans les parties exclues.

Aux exploitants impactés dans le périmètre étudié en extension, se rajoutent 6 exploitants (n°110-130-150-180-490-580) qui n'ont pas de parcelles dans l'extension, mais qui sont impactés dans le périmètre proposé initialement. Le nombre **d'exploitants impactés est donc de 20 sur le périmètre proposé initialement et sur l'extension.**

- **Leur SAU sous l'emprise est de 48 ha 38 a 72 ca soit 3,6 % des 1337 ha de SAU du périmètre proposé initialement et de l'extension.**
- **Leur nombre d'îlots impactés est de 87 soit 11,6 % des 748 îlots recensés sur le périmètre proposé initialement et de l'extension.**
- **Leur nombre de parcelles impactées est de 191 soit 9,4 % des 2036 parcelles du périmètre proposé initialement et de l'extension.**
- **L'exploitant le plus impacté:** un prélèvement de 8.15% sur sa surface totale d'exploitation, soit 1 ha 79 a 35 ca sur une superficie de 22 ha 00 a 00 ca. Cet impact est de 9.75 % par rapport à sa surface recensée dans le périmètre proposé initialement et le périmètre d'extension. Il s'agit d'un exploitant de 73ans, retraité salarié (n°520), dont le siège est à La Chapelle-Laurent. Il exploite également des parcelles qui seront coupées par le futur ouvrage. Il n'a pas de parcelles drainées ou irriguées impactées ou coupées par la future RN 102.
- **Le second exploitant le plus impacté** : un prélèvement de 6.74 % sur sa surface totale d'exploitation, soit 7 ha 00 a 81 ca sur une surface totale de 104 ha 04 a 00 ca. Cet impact est de 8.09 % par rapport à sa surface recensée dans le périmètre proposé initialement et le périmètre d'extension. Il s'agit d'un exploitant de 54 ans à temps complet avec une possibilité de succession dont le siège est sur la commune Bournoncle-Saint-Pierre (n°50). Il exploite également des parcelles qui seront coupées par le futur ouvrage. Il n'a pas de parcelles drainées ou irriguées impactées ou coupées par la future RN 102.
- **Le troisième exploitant le plus impacté** : un prélèvement de 4.50 % sur sa surface totale d'exploitation, soit 9 ha 44 a 13 ca sur une surface totale de 210 ha 00 a 00 ca (c'est l'exploitant qui a la plus grande SAU parmi tous ceux étudiés). Cet impact est de 5.05 % par rapport à sa surface recensée dans le périmètre proposé initialement et le périmètre d'extension. Il s'agit d'un exploitant de 57 ans à temps complet (n°400) avec possibilité de succession, dont le siège est sur la commune de Saint-Géron. Il exploite également des parcelles qui seront coupées par le futur ouvrage. Il n'a pas de parcelles drainées ou irriguées impactées ou coupées par la future RN 102.
- **Le quatrième exploitant le plus impacté** : un prélèvement de 4.27 % sur sa surface totale d'exploitation, soit 3 ha 84 a 12 ca sur une surface totale de 90 ha 00 a 00 ca. Cet impact est de 15.93 % par rapport à sa surface recensée dans le périmètre proposé initialement et le périmètre d'extension. Il s'agit d'un exploitant de 51 ans à temps complet (n°120) avec une possibilité de succession. Il exploite également des parcelles qui seront coupées par le futur ouvrage. Il n'a pas de parcelles drainées ou irriguées impactées ou coupées par la future RN 102.

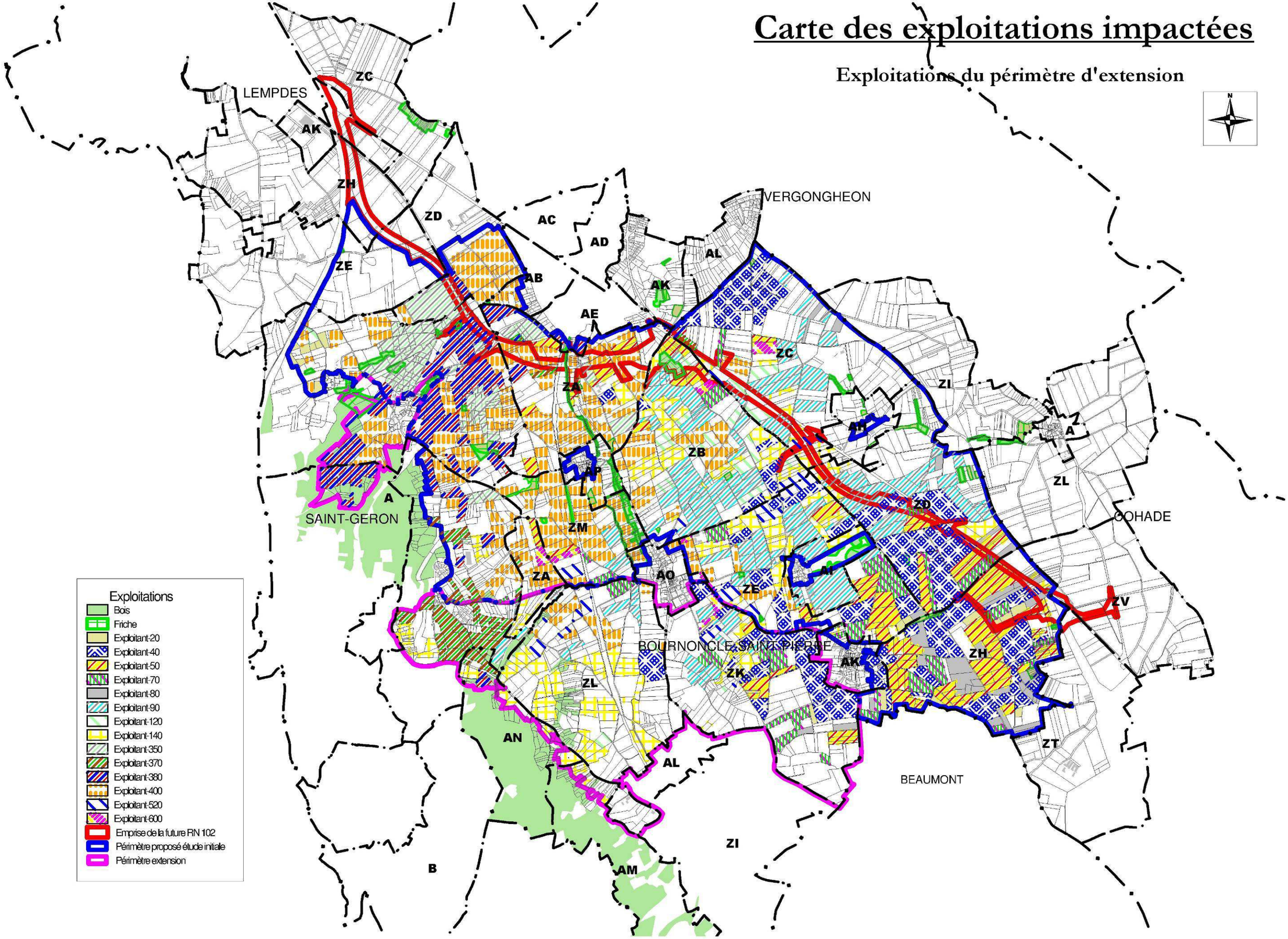
☞ Sur les 20 exploitations qui ont des parcelles sous l'emprise de la future RN 102, aucune n'est mise en péril par le passage de la future RN 102.



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

# Carte des exploitations impactées

## Exploitations du périmètre d'extension

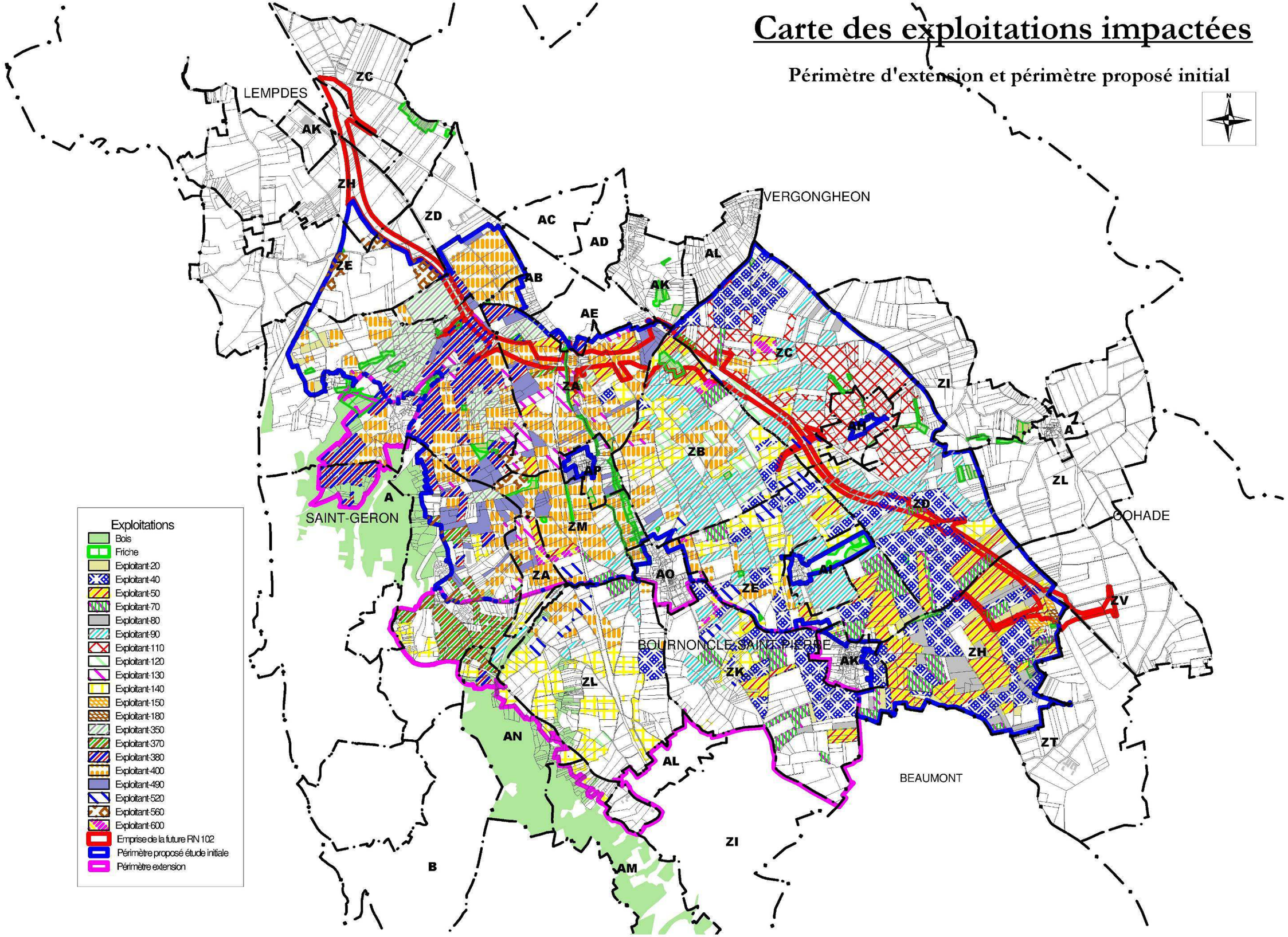





Haute-Loire le DÉPARTEMENT

# Carte des exploitations impactées

**Périmètre d'extension et périmètre proposé initial**

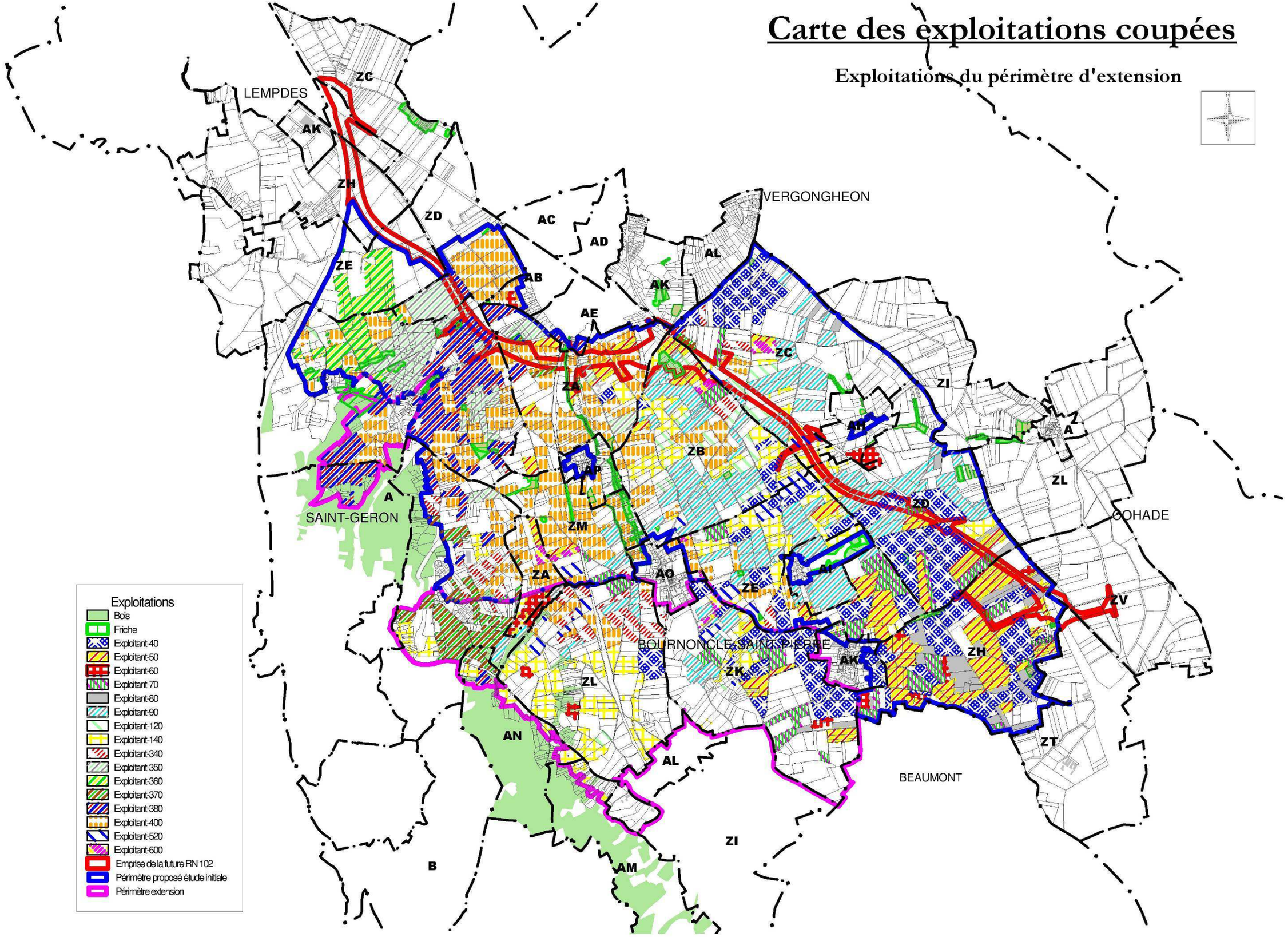





Haute-Loire le DÉPARTEMENT

# Carte des exploitations coupées

## Exploitations du périmètre d'extension

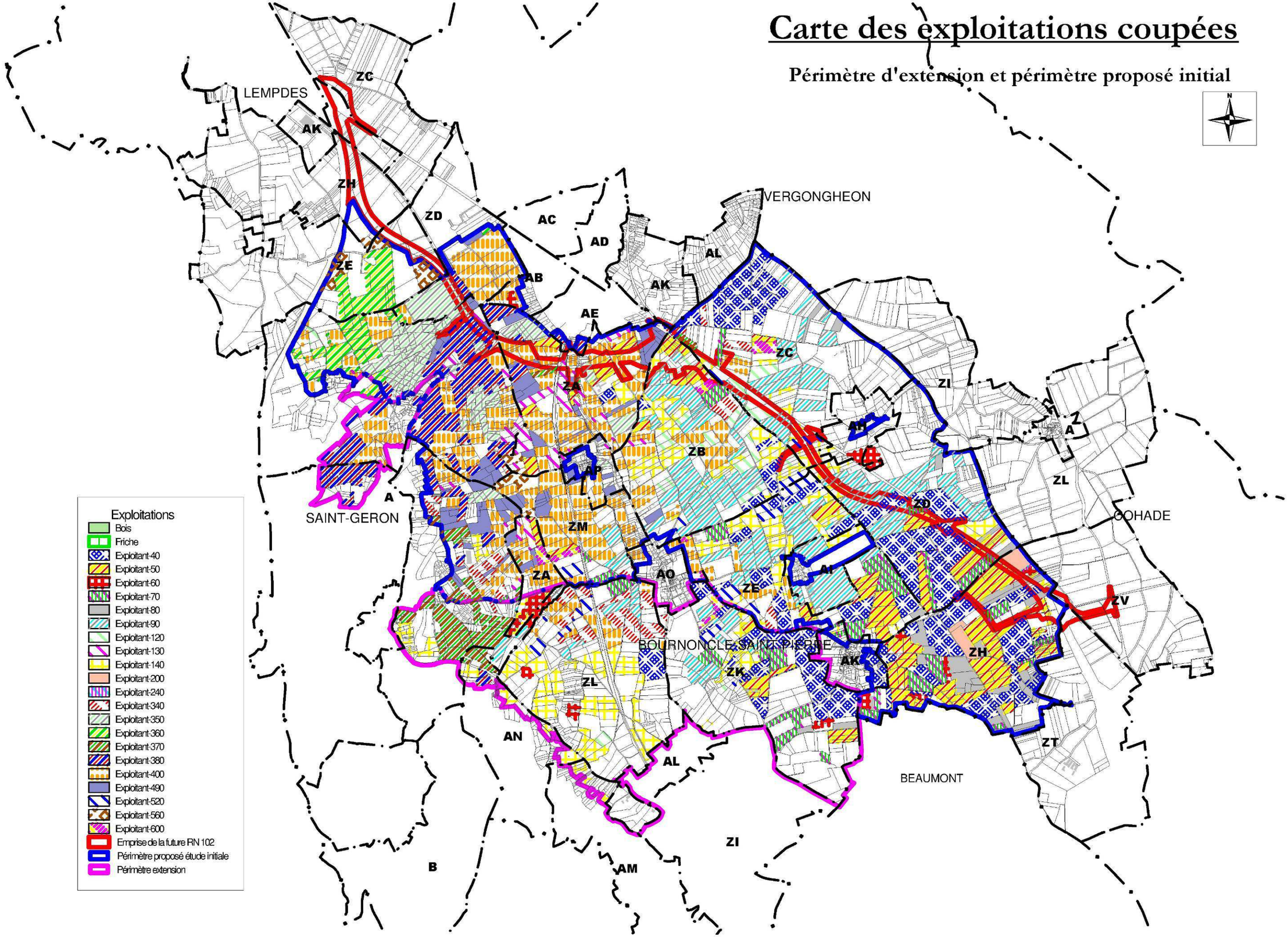





Haute-Loire le DÉPARTEMENT

# Carte des exploitations coupées

**Périmètre d'extension et périmètre proposé initial**






Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

### 2.2.1.2 LES EXPLOITATIONS COUPEES

Sur les 21 exploitations identifiées sur le périmètre étudié en extension, **16 ont des parcelles de part et d'autre de l'emprise de la future RN 102** (elles appartiennent aux 30 exploitations coupées recensées dans le périmètre étudié initialement) dont les 6 exploitants les plus impactés (n°50-120-140-400-520-600).

A ces exploitants, se rajoutent 5 exploitants (n°130-200-240-490-560) qui n'ont pas de parcelle dans l'extension, mais qui ont des parcelles coupées par la future RN 102 dans le périmètre proposé initialement. Le nombre d'exploitants qui ont des parcelles coupées est donc de 21.

S'il l'on regarde la configuration actuelle des lieux, les exploitations subissent déjà un effet de coupure avec la route nationale existante ainsi que la voie ferrée.

Les rétablissements prévus par le maître d'ouvrage pour permettre la circulation des véhicules d'un côté à l'autre de la RN 102 sont nombreux et bien positionnés. Ils devraient atténuer les effets de coupure mentionnés ci-dessus. **Les parcours effectués par les exploitants dans le cadre de leur activité agricole ne devraient pas être rallongés, hormis pour 4 d'entre eux (qui appartiennent aux 5 exploitants recensés dans le périmètre étudié initialement).**

- L'exploitant n° 10 : cette exploitation à une SAU totale de 60 ha 00 a 00 ca, son siège est à Bournoncle-St-Pierre, elle est gérée par un chef de 63 ans à temps complet avec une succession assurée. Le rallongement de parcours est estimé à 850 mètres pour aller exploiter 3 parcelles.

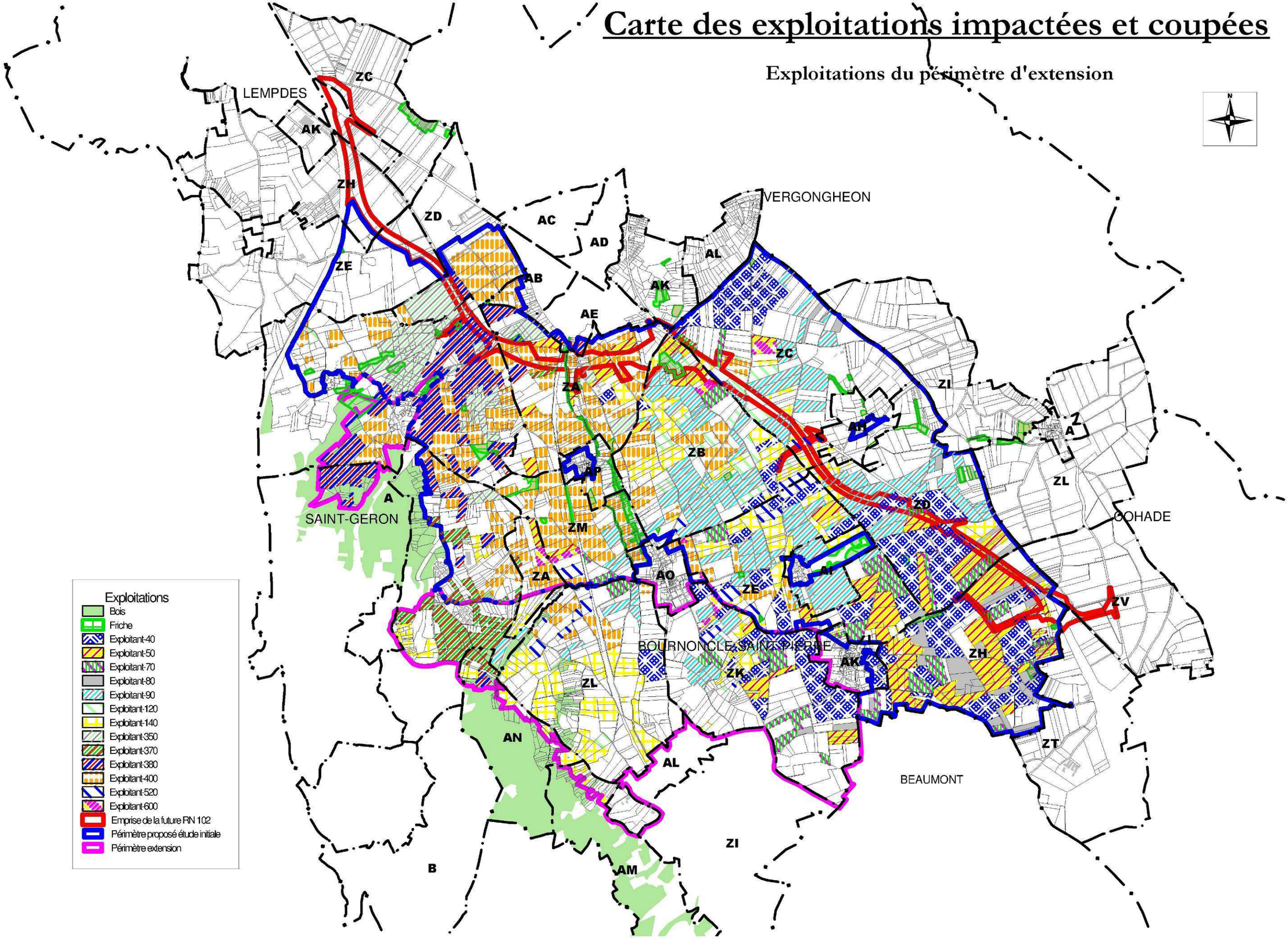
- L'exploitant n° 50 : cette exploitation fait partie des 4 recensées comme étant les plus impactées par la route. Le rallongement de parcours est estimé à 900 mètres pour aller exploiter les parcelles situées aux « Prairies » à l'Est.

- L'exploitant n° 80 : cette exploitation à une SAU totale de 68 ha 93 a 00 ca, son siège est à Bournoncle-St-Pierre, elle est gérée par un chef à temps complet de 60 ans qui pour l'instant n'a pas de succession. Le rallongement de parcours est estimé à 800 mètres pour aller exploiter des parcelles aux « Prairies » et au « Poteau », à l'Est.

- L'exploitant n° 90 : cette exploitation à une SAU totale de 188 ha 22 a 00 ca, son siège est à Bournoncle-St-Pierre, elle est gérée par un chef à temps complet de 40 ans. Le rallongement de parcours est estimé à 450 mètres pour aller exploiter les parcelles à la « Rochette » et « Pied d'Oie ».

# Carte des exploitations impactées et coupées

## Exploitations du périmètre d'extension

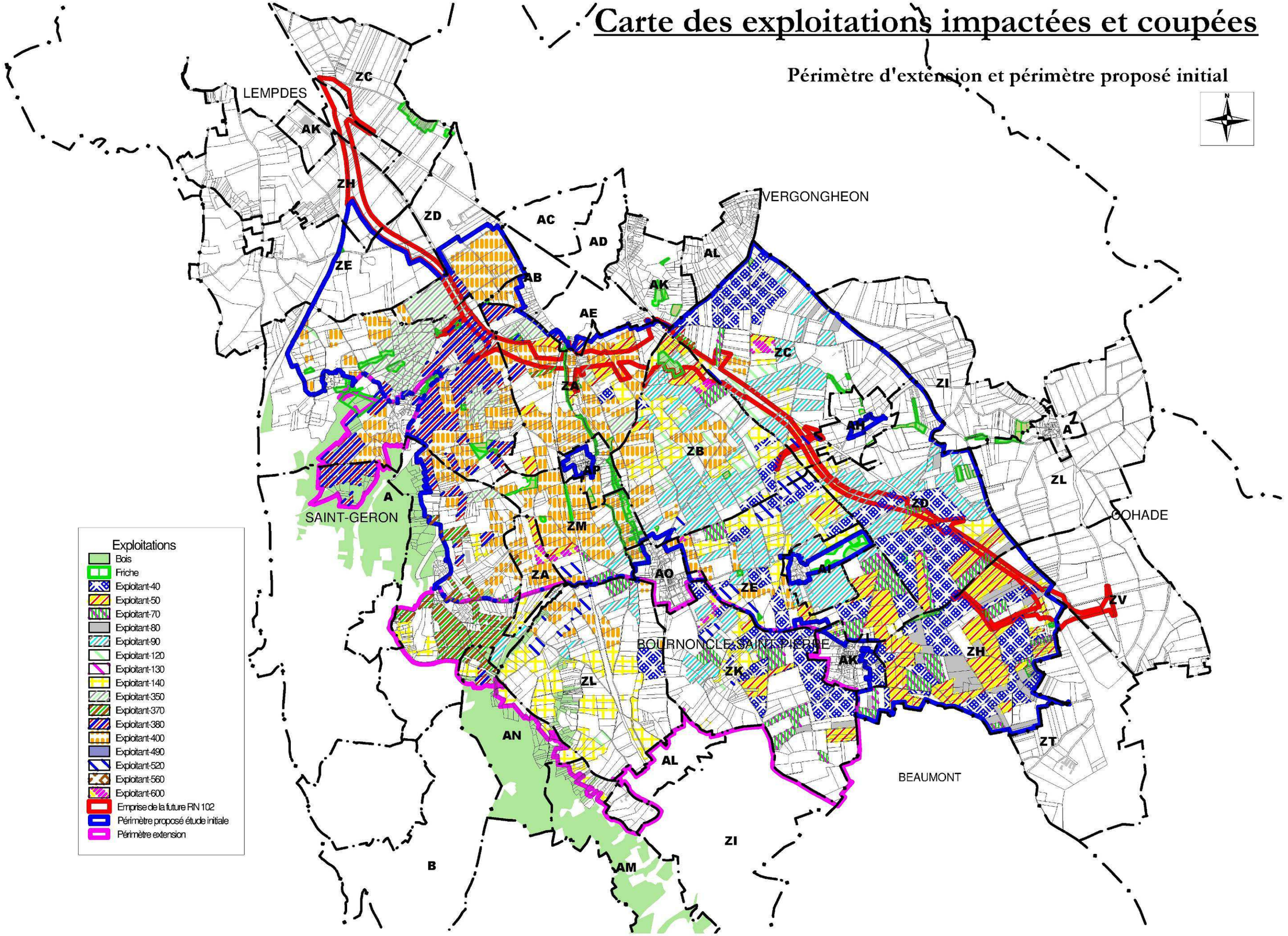





Haute-Loire le DÉPARTEMENT

# Carte des exploitations impactées et coupées

**Périmètre d'extension et périmètre proposé initial**






Haute-Loire le DÉPARTEMENT

### 2.2.1.3 LES EXPLOITATIONS IMPACTEES ET COUPEES

Concernant uniquement le périmètre étudié en extension, sur les 14 exploitations impactées (qui ont des parcelles sous l'emprise) et les 16 exploitations coupées (qui ont des parcelles de part et d'autre de l'ouvrage), **13 sont à la fois impactées et coupées** (elles appartiennent aux 24 exploitations recensées dans le périmètre étudié initialement)**, dont :**

- **3 exploitations (n°40-120-350) ont des parcelles irriguées coupées**, ce qui représente 23 parcelles sur une surface de 7 ha 91 a 66 ca,
- **8 exploitations (n°70-80-90-140-340-350-370-380) ont des parcelles drainées coupées**, ce qui représente 32 parcelles sur une surface de 10 ha 65 a 78 ca.
- **1 exploitation (n°350) a à la fois des parcelles drainées et irriguées coupées** par la future RN 102.

A ces exploitants se rajoutent aussi 3 (n°130-490-560) qui ne sont pas dans le périmètre d'extension mais qui ont des parcelles impactées et coupées dans le périmètre initialement proposé. **Ainsi, ce sont 16 exploitants qui ont des parcelles impactées et coupées.**

Sur l'ensemble des 21 exploitations du périmètre étudié en extension, seuls 4 (n°30-100-500-610) n'ont aucune parcelle impactée et ne subiront aucun effet de coupure dû à la future RN 102.

Impacts et coupures sur les exploitations de l'extension et du périmètre proposé initialement

| N° Exploitants | Type d'exploitation | commune | Age | Marié ou vie maritale | Enfants | Double actif | SAU Totale | Succession | Projets d'agrandissements | SAU Périmètre Etude initial | Nombre de parcelles périmètre initial | Nombre d'ilots périmètre initial |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 520 | individuelle | LA CHAPELLE LAURENT | 73 | oui | oui | retraite salarié | 22 ha 00 a 00 ca | | | 13 ha 51 a 90 ca | 12 | 10 |
| 50 | EARL | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 54 | oui | oui | | 104 ha 04 a 00 ca | oui | oui | 80 ha 49 a 17 ca | 125 | 39 |
| 400 | GAEC | SAINT GERON | 57 | oui | oui | | 210 ha 00 a 00 ca | oui dans un délai de 2 à 5 ans | oui | 165 ha 17 a 14 ca | 257 | 68 |
| 120 | EARL | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 51 | oui | oui | | 90 ha 00 a 00 ca | oui | | 22 ha 34 a 83 ca | 31 | 22 |
| 20 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 59 | | | oui | 14 ha 04 a 00 ca | | | 9 ha 89 a 29 ca | 18 | 10 |
| 600 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | | | | oui | 5 ha 40 a 40 ca | | | 5 ha 40 a 40 ca | 4 | 4 |
| 140 | EARL | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 58 | oui | oui | | 138 ha 66 a 00 ca | oui | oui | 51 ha 23 a 71 ca | 67 | 36 |
| 70 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 50 | | | oui | 45 ha 60 a 00 ca | | | 31 ha 18 a 40 ca | 37 | 21 |
| 380 | EARL | SAINT GERON | 57 | | | oui | 103 ha 99 a 00 ca | incertaine | | 47 ha 72 a 55 ca | 108 | 26 |
| 40 | GAEC | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 50 | oui | oui | | 173 ha 57 a 00 ca | | | 115 ha 57 a 76 ca | 145 | 42 |
| 350 | GAEC | SAINT GERON | 41 | oui | oui | | 112 ha 00 a 00 ca | trop tôt pour le savoir | | 49 ha 49 a 02 ca | 111 | 16 |
| 90 | EARL | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 40 | oui | oui | | 188 ha 22 a 00 ca | trop tôt pour le savoir | | 111 ha 51 a 92 ca | 95 | 41 |
| 80 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 60 | oui | oui | | 68 ha 93 a 00 ca | non | | 27 ha 69 a 31 ca | 44 | 26 |
| 370 | GAEC | SAINT GERON | 55 | oui | oui | | 105 ha 69 a 00 ca | oui dans 8 ans | | 7 ha 42 a 24 ca | 16 | 9 |
| 60 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 70 | | oui | retraite salarié | 8 ha 37 a 00 ca | | | 5 ha 97 a 87 ca | 11 | 8 |
| 340 | GAEC | SAINT GERON | 51 | | oui | | 68 ha 91 a 00 ca | non | | 14 ha 51 a 36 ca | 33 | 12 |
| 360 | EARL | SAINT GERON | 41 | | | | 53 ha 66 a 00 ca | ? | oui en surface | 29 ha 80 a 72 ca | 34 | 12 |
| | | | | | | | | | | 788 ha 97 a 59 ca | 1148 | 402 |

Exploitants qui ne sont pas dans l'extension mais dans le périmètre proposé initialement et qui sont impactés

**Attention: la SAU du périmètre d'étude initial ne tient pas compte des parcelles de l'exploitant n°10 qui a cédé ses parcelles à 7 exploitants en cours d'étude, ce qui explique qu'elle soit moins importante que la SAU du périmètre proposé initialement**

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 130 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 94 | oui | oui | | 21 ha 53 a 00 ca | oui | | 22 ha 05 a 27 ca | 49 | 27 |
| 490 | GAEC | AUTRAC | 52 | oui | oui | | 145 ha 00 a 00 ca | | | 41 ha 12 a 48 ca | 80 | 35 |
| 560 | individuelle | SAINT JUST PRES BRIOUDE | 42 | oui | oui | | 135 ha 00 a 00 ca | oui dans 6 ou 7 ans | oui | 15 ha 34 a 41 ca | 22 | 10 |
| 150 | GAEC | COHADE | 48 | oui | oui | | 77 ha 33 a 00 ca | oui | aimerait mais pb de zone constructible, route-voisinage | 2 ha 23 a 08 ca | 2 | 2 |
| 180 | GAEC | COHADE | 43 | oui | oui | | 165 ha 00 a 00 ca | oui | oui | 7 ha 42 a 56 ca | 5 | 5 |
| 110 | individuelle | BOURNONCLE SAINT PIERRE | 40 | | oui | | 74 ha 00 a 00 ca | oui | | 77 ha 76 a 43 ca | 122 | 22 |
| | | | | | | | | | | 168 ha 18 a 11 ca | 284 | 104 |

Exploitants qui ne sont pas dans l'extension mais dans le périmètre proposé initialement et qui sont coupés

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 200 | EARL | COHADE | 58 | oui | oui | | 71 ha 00 a 00 ca | oui | | 16 ha 27 a 14 ca | 7 | 5 |
| 240 | individuelle | COHADE | 49 | oui | oui | | 73 ha 99 a 00 ca | oui | | 2 ha 23 a 88 ca | 4 | 3 |



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

Impacts et coupures sur les exploitations de l'extension et du périmètre proposé initialement

| N° Exploitants | Surface impactée sur périmètre initial | Impact % par rapport à la SAU totale | Impact % par rapport à la SAU du périmètre d'étude initial | nombre d'ilots impactés périmètre initial | Nombre de parcelles impactées périmètre initial | Chemins coupés par RN 102 | Exploitations coupées périmètre initial | Parcelles au Nord de la RN 102 périmètre initial | Rallongement de parcours Périmètre initial | Parcelles reprises dans le périmètre initial suite à la cessation d'activité de l'exploitant n°10 | Surfaces reprises dans le périmètre initial suite à la cessation d'activité de l'exploitant n°10 | SAU Périmètre proposé initialement | Nombre de parcelles périmètre proposé initialement | Nombre d'îlots périmètre proposé initialement |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 520 | 1 ha 79 a 35 ca | 8.15 | 13.27 | 2 | 2 | | oui | | | | | 13 ha 51 a 90 ca | 12 | 10 |
| 50 | 6 ha 73 a 17 ca | 6.47 | 8.36 | 12 | 40 | oui | oui | oui | 900 m pour "les prairies" | 4 | 2 ha 45 a 77 ca | 80 ha 51 a 15 ca | 120 | 38 |
| 400 | 9 ha 28 a 11 ca | 4.42 | 5.62 | 9 | 24 | oui | oui | oui | | 25 | 16 ha 94 a 14 ca | 170 ha 07 a 39 ca | 268 | 68 |
| 120 | 2 ha 32 a 02 ca | 2.58 | 10.38 | 5 | 7 | oui | oui | oui | | 4 | 3 ha 34 a 61 ca | 22 ha 43 a 11 ca | 29 | 19 |
| 20 | 58 a 30 ca | 4.15 | 5.89 | 2 | 2 | | | | | | | 9 ha 89 a 29 ca | 18 | 10 |
| 600 | 20 a 23 ca | 3.74 | 3.74 | 1 | 1 | | oui | oui | 850 m pour les 2 parcelles qu'il a de ce côté de la RN 102. | | | 5 ha 49 a 75 ca | 6 | 6 |
| 140 | 4 ha 42 a 86 ca | 3.19 | 8.64 | 9 | 14 | oui | oui | oui | | 13 | 9 ha 87 a 00 ca | 62 ha 02 a 46 ca | 83 | 39 |
| 70 | 1 ha 22 a 71 ca | 2.69 | 3.94 | 4 | 5 | oui | oui | oui | | 4 | 2 ha 09 a 20 ca | 30 ha 72 a 32 ca | 39 | 21 |
| 380 | 2 ha 56 a 22 ca | 2.46 | 5.37 | 6 | 18 | oui | oui | oui | | | | 45 ha 50 a 88 ca | 101 | 23 |
| 40 | 3 ha 98 a 77 ca | 2.3 | 3.45 | 8 | 17 | oui | oui | oui | | 9 | 5 ha 78 a 40 ca | 117 ha 25 a 33 ca | 134 | 40 |
| 350 | 2 ha 37 a 90 ca | 2.12 | 4.81 | 3 | 12 | oui | oui | | | | | 49 ha 49 a 02 ca | 111 | 16 |
| 90 | 3 ha 78 a 20 ca | 2.01 | 3.39 | 7 | 11 | oui | oui | oui | 450 m pour "la Rochette" et "Pied d'Oie" | 12 | 11 ha 00 a 00 ca | 121 ha 69 a 26 ca | 106 | 42 |
| 80 | 78 a 23 ca | 1.13 | 2.82 | 3 | 6 | oui | oui | oui | 800 m pour partie Est | | | 26 ha 19 a 54 ca | 43 | 25 |
| 370 | 18 a 92 ca | 0.18 | 2.55 | 2 | 2 | oui | oui | oui | | | | 7 ha 42 a 24 ca | 16 | 9 |
| 60 | | | | | | oui | oui | | | | | 5 ha 97 a 87 ca | 11 | 8 |
| 340 | | | | | | oui | oui | | | | | 14 ha 51 a 36 ca | 33 | 12 |
| 360 | | | | | | oui | oui | | | | | 29 ha 96 a 22 ca | 35 | 13 |
| | | | | | | | | | | 71 | 51 ha 49 a 12 ca | 812 ha 69 a 09 ca | 1165 | 399 |

Exploitants qui ne sont pas dans l'extension mais dans le périmètre proposé initialement et qui sont impactés

La SAU du périmètre proposé initialement tient compte des mutations de parcelles suite à la cessation d'activité del'exploitant n°10 et des divers échanges qui ont eu lieu entre exploitants en cours d'étude.

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 130 | 55 a 94 ca | 2.6 | 2.54 | 3 | 3 | oui | oui | | | | | 22 ha 05 a 27 ca | 49 | 27 |
| 490 | 3 ha 74 a 96 ca | 2.59 | 9.12 | 5 | 14 | | oui | | | | | 38 ha 99 a 92 ca | 75 | 34 |
| 560 | 2 ha 53 a 97 ca | 1.88 | 16.55 | 3 | 7 | oui | oui | | | | | 11 ha 59 a 03 ca | 11 | 10 |
| 150 | 98 a 37 ca | 1.27 | 44.1 | 2 | 2 | oui | | | | | | 2 ha 23 a 08 ca | 2 | 2 |
| 180 | 1 ha 00 a 04 ca | 0.61 | 13.47 | 3 | 3 | oui | oui | oui | | | | 63 a 00 ca | 1 | 1 |
| 110 | 23 a 89 ca | 0.32 | 0.31 | 2 | 4 | | | oui | | | | 70 ha 74 a 25 ca | 106 | 19 |
| | | | | | | | | | | | | 146 ha 58 a 28 ca | 246 | 95 |

Exploitants qui ne sont pas dans l'extension mais dans le périmètre proposé initialement et qui sont coupés

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 200 | 64 a 85 ca | 0.91 | 3.99 | 2 | 2 | oui | oui | oui | | | | 5 ha 68 a 60 ca | 3 | 2 |
| 240 | 65 a 19 ca | 0.88 | 29.12 | 1 | 1 | | oui | | | | | 33 a 73 ca | 2 | 2 |



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

Impacts et coupures sur les exploitations de l'extension et du périmètre proposé initialement

| N° Exploitants | SAU Périmètre extension | nombre de parcelles périmètre extension | Nombre d'ilots périmètre extension | Exploitations de l'extension impactées par RN 102 | Exploitations de l'extension coupées par RN 102 | SAU Périmètre proposé initialement et extension | Nombre de parcelles périmètre proposé initialement et extension | Nombre d'îlots périmètre proposé et extension | nombe de parcelles impactées Péri proposé initial et extension | Nombre d'îlots impactés Péri proposé initial et extension | Surface impactée péri proposé initial et extension | % d'impact par rapport à la SAU totale | % d'impact par rapport au périmètre proposé initial et extension | Exploitations coupées périmètre proposé initial et extension |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 520 | 4 ha 87 a 88 ca | 7 | 7 | oui | oui | 18 ha 39 a 78 ca | 19 | 17 | 2 | 2 | 1 ha 79 a 35 ca | 8.15 | 9.75 | oui |
| 50 | 6 ha 10 a 08 ca | 7 | 4 | oui | oui | 86 ha 61 a 23 ca | 127 | 42 | 41 | 12 | 7 ha 00 a 81 ca | 6.74 | 8.09 | oui |
| 400 | 16 ha 85 a 95 ca | 25 | 10 | oui | oui | 186 ha 93 a 34 ca | 293 | 78 | 25 | 9 | 9 ha 44 a 13 ca | 4.50 | 5.05 | oui |
| 120 | 1 ha 67 a 60 ca | 3 | 3 | oui | oui | 24 ha 10 a 71 ca | 32 | 22 | 10 | 5 | 3 ha 84 a 12 ca | 4.27 | 15.93 | oui |
| 20 | 52 a 80 ca | 1 | 1 | oui | | 10 ha 42 a 09 ca | 19 | 11 | 2 | 2 | 58 a 30 ca | 4.15 | 5.59 | |
| 600 | 1 ha 48 a 40 ca | 2 | 2 | oui | oui | 6 ha 98 a 15 ca | 8 | 8 | 1 | 1 | 20 a 23 ca | 3.74 | 2.90 | oui |
| 140 | 49 ha 96 a 91 ca | 101 | 29 | oui | oui | 111 ha 99 a 37 ca | 184 | 68 | 14 | 9 | 4 ha 42 a 86 ca | 3.19 | 3.95 | oui |
| 70 | 10 ha 58 a 30 ca | 14 | 7 | oui | oui | 41 ha 30 a 62 ca | 53 | 28 | 5 | 4 | 1 ha 22 a 71 ca | 2.69 | 2.97 | oui |
| 380 | 14 ha 03 a 78 ca | 35 | 8 | oui | oui | 59 ha 54 a 66 ca | 136 | 31 | 18 | 6 | 2 ha 56 a 22 ca | 2.46 | 4.30 | oui |
| 40 | 31 ha 01 a 47 ca | 48 | 11 | oui | oui | 148 ha 26 a 80 ca | 182 | 51 | 17 | 8 | 3 ha 98 a 77 ca | 2.30 | 2.69 | oui |
| 350 | 19 a 10 ca | 2 | 2 | oui | oui | 49 ha 68 a 12 ca | 113 | 18 | 12 | 3 | 2 ha 37 a 90 ca | 2.12 | 4.79 | oui |
| 90 | 16 ha 71 a 70 ca | 27 | 13 | oui | oui | 138 ha 40 a 96 ca | 133 | 55 | 11 | 7 | 3 ha 78 a 20 ca | 2.01 | 2.73 | oui |
| 80 | 1 ha 80 a 30 ca | 3 | 3 | oui | oui | 27 ha 99 a 84 ca | 46 | 28 | 6 | 3 | 78 a 23 ca | 1.13 | 2.79 | oui |
| 370 | 18 ha 57 a 46 ca | 42 | 4 | oui | oui | 25 ha 99 a 70 ca | 58 | 13 | 2 | 2 | 18 a 92 ca | 0.18 | 0.73 | oui |
| 60 | 5 ha 16 a 98 ca | 11 | 6 | | oui | 11 ha 14 a 85 ca | 22 | 14 | | | | | | oui |
| 340 | 15 ha 14 a 80 ca | 25 | 11 | | oui | 29 ha 66 a 16 ca | 58 | 23 | | | | | | oui |
| 360 | 93 a 90 ca | 2 | 1 | | oui | 30 ha 90 a 12 ca | 37 | 14 | | | | | | oui |
| | 195 ha 67 a 41 ca | 355 | 122 | | | 1008 ha 36 a 50 ca | 1520 | 521 | 166 | 73 | 42 ha 20 a 75 ca | | | |
| | Exploitants qui ne sont pas dans l'extension mais dans le périmètre proposé initialement et qui sont impactés | | | | | | | | | | | | | |
| 130 | | | | | | 22 ha 05 a 27 ca | 49 | 27 | 3 | 3 | 55 a 94 ca | 2.60 | 2.54 | oui |
| 490 | | | | | | 38 ha 99 a 92 ca | 75 | 34 | 14 | 5 | 3 ha 74 a 96 ca | 2.59 | 9.61 | oui |
| 560 | | | | | | 11 ha 59 a 03 ca | 11 | 10 | 1 | 1 | 9 a 51 ca | 0.07 | 0.82 | oui |
| 150 | | | | | | 2 ha 23 a 08 ca | 2 | 2 | 2 | 2 | 98 a 37 ca | 1.27 | 44.10 | |
| 180 | | | | | | 63 a 00 ca | 1 | 1 | 1 | 1 | 55 a 30 ca | 0.34 | 87.78 | |
| 110 | | | | | | 70 ha 74 a 25 ca | 106 | 19 | 4 | 2 | 23 a 89 ca | 0.32 | 0.34 | |
| | | | | | | 146 ha 58 a 28 ca | 246 | 95 | 25 | 14 | 6 ha 17 a 97 ca | | | |
| | Exploitants qui ne sont pas dans l'extension mais dans le périmètre proposé initialement et qui sont coupés | | | | | | | | | | | | | |
| 200 | | | | | | 5 ha 68 a 60 ca | 3 | 2 | | | | | | oui |
| 240 | | | | | | 33 a 73 ca | 2 | 2 | | | | | | oui |



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

Impacts et coupures sur les exploitations de l'extension et du périmètre proposé initialement

| N° Exploitants | Surface Parcelles irriguées | Nbr | Surface Parcelles irriguées impactées | Nbr | Surface Parcelles drainées | Nbr | Surface Parcelles drainées impactées | Nbr | Culture Bio Bournoncle | Culture Bio St-Géron | Culture Bio Cohade | Culture Bio Vergongheon | Exploitation classée | Parcelles engagées PHAE | Parcelles engagées CAD | Parcelles engagées Plan d'épandage |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 520 | | | | | 4 ha 76 a 90 ca | 5 | | | | | | | | | | |
| 50 | | | | | 50 a 70 ca | 1 | | | | | | | | | | oui |
| 400 | | | | | | | | | | | | | | | | oui |
| 120 | 29 ha 79 a 46 ca | 50 | 1 ha 84 a 69 ca | 10 | | | | | | | | | | | | oui |
| 20 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 600 | 23 ha 63 a 14 ca | 17 | | | 20 ha 73 a 24 ca | 16 | | | | | | | | | | |
| 140 | | | | | 60 ha 14 a 90 ca | 49 | 3 ha 04 a 67 ca | 9 | 105 ha 00 a 00 ca | 23 ha 00 a 00 ca | 4 ha 90 a 00 ca | | oui | | | |
| 70 | | | | | 12 ha 62 a 08 ca | 13 | 1 ha 42 a 72 ca | 3 | | | | | | | | |
| 380 | | | | | 71 a 80 ca | 1 | 3 a 22 ca | 1 | | | | | | | | |
| 40 | 50 ha 51 a 87 ca | 74 | 4 ha 05 a 44 ca | 7 | 31 ha 90 a 14 ca | 42 | | | | | | | | | | |
| 350 | 57 ha 82 a 56 ca | 38 | 2 ha 01 a 53 ca | 6 | 79 ha 98 a 08 ca | 58 | 2 ha 63 a 35 ca | 7 | | | | | | | | toutes |
| 90 | | | | | 6 ha 39 a 60 ca | 7 | 83 a 69 ca | 1 | | | | | | | | oui |
| 80 | | | | | 6 ha 57 a 05 ca | 5 | 94 a 75 ca | 3 | | | | | | | | oui |
| 370 | | | | | 7 ha 34 a 19 ca | 6 | 48 a 05 ca | 3 | | | | | | 67 ha 88 a 00 ca | | |
| 60 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 340 | | | | | 21 ha 07 a 45 ca | 28 | 1 ha 25 a 33 ca | 5 | | | | | | | | |
| 360 | | | | | | | | | | | | | | | | toutes |
| | 161 ha 77 a 03 ca | 179 | 7 ha 91 a 66 ca | 23 | 252 ha 76 a 13 ca | 231 | 10 ha 65 a 78 ca | 32 | | | | | | | | |
| | Exploitants qui ne sont pas dans l'extension mais dans le périmètre proposé initialement et qui sont impactés | | | | | | | | | | | | | | | |
| 130 | 4 ha 04 a 20 ca | 12 | | | 6 ha 10 a 85 ca | 9 | 33 a 30 ca | 1 | | | | | | | | |
| 490 | | | | | 3 ha 18 a 01 ca | 8 | 56 a 03 ca | 3 | | | | | | 91 ha 54 a 00 ca | | toutes les parcelles |
| 560 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 150 | | | | | | | | | 2 ha 24 a 00 ca | | 74 ha 79 a 00 ca | 30 a 00 ca | | oui | oui | oui |
| 180 | | | | | | | | | | | | | | | | oui |
| 110 | | | | | 3 ha 49 a 87 ca | 2 | | | | | | | | 43 ha 06 a 00 ca | | oui |
| | 4 ha 04 a 20 ca | 12 | | | 12 ha 78 a 73 ca | 19 | 89 a 33 ca | 4 | | | | | | | | |
| | Exploitants qui ne sont pas dans l'extension mais dans le périmètre proposé initialement et qui sont coupés | | | | | | | | | | | | | | | |
| 200 | | | | | 9 ha 49 a 56 ca | 3 | 4 a 46 ca | 1 | | | | | | | | |
| 240 | | | | | | | | | | | | | | | | |



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

| | Exploitations impactées périmètre étudié initial | Exploitations coupées périmètre étudié initial | Exploitations du périmètre proposé | Exploitations impactées périmètre proposé initial | Exploitations coupées périmètre proposé initial | Exploitations de l'extension | Exploitations impactées périmètre extension | Exploitations coupées périmètre extension | Exploitations impactées périmètre proposé et extension | Exploitations coupées périmètre proposé et extension | Exploitations du périmètre global (périmètre proposé initial + extension) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| 20 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | 1 |
| 30 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | 1 |
| 40 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 50 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 60 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 |
| 70 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 80 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 90 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 100 | | | 1 | | | 1 | | | | | 1 |
| 110 | 1 | | 1 | 1 | | | | | 1 | | 1 |
| 120 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 130 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | 1 | 1 |
| 140 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 150 | 1 | | 1 | 1 | | | | | 1 | | 1 |
| 160 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 180 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | | 1 |
| 190 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 200 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | 1 | 1 |
| 230 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 240 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | 1 | 1 |
| 250 | | 1 | 1 | | | | | | | | 1 |
| 260 | 1 | 1 | 1 | | | | | | | | 1 |
| 270 | 1 | | | | | | | | | | |
| 290 | 1 | | | | | | | | | | |
| 300 | | 1 | 1 | | | | | | | | 1 |
| 310 | 1 | 1 | 1 | | | | | | | | 1 |
| 320 | 1 | | | | | | | | | | |
| 330 | 1 | 1 | 1 | | | | | | | | 1 |
| 340 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 |
| 350 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 360 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 |
| 370 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 380 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 390 | 1 | 1 | | | | | | | | | |
| 400 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 410 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 420 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 430 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 440 | | | | | | | | | | | |
| 450 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 460 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 470 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 480 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 490 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | 1 | 1 |
| 500 | | | 1 | | | 1 | | | | | 1 |
| 510 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 520 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 530 | | 1 | 1 | | | | | | | | 1 |
| 540 | | | | | | | | | | | |
| 550 | | | | | | | | | | | |
| 560 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | 1 | 1 |
| 570 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 580 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 590 | | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 600 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 610 | | | | | | 1 | | | | | 1 |
| **Total 57** | **31** | **30** | **49** | **20** | **22** | **21** | **14** | **16** | **20** | **21** | **50** |
| | | | | | | | | | 14 +6 | 16+5 | |

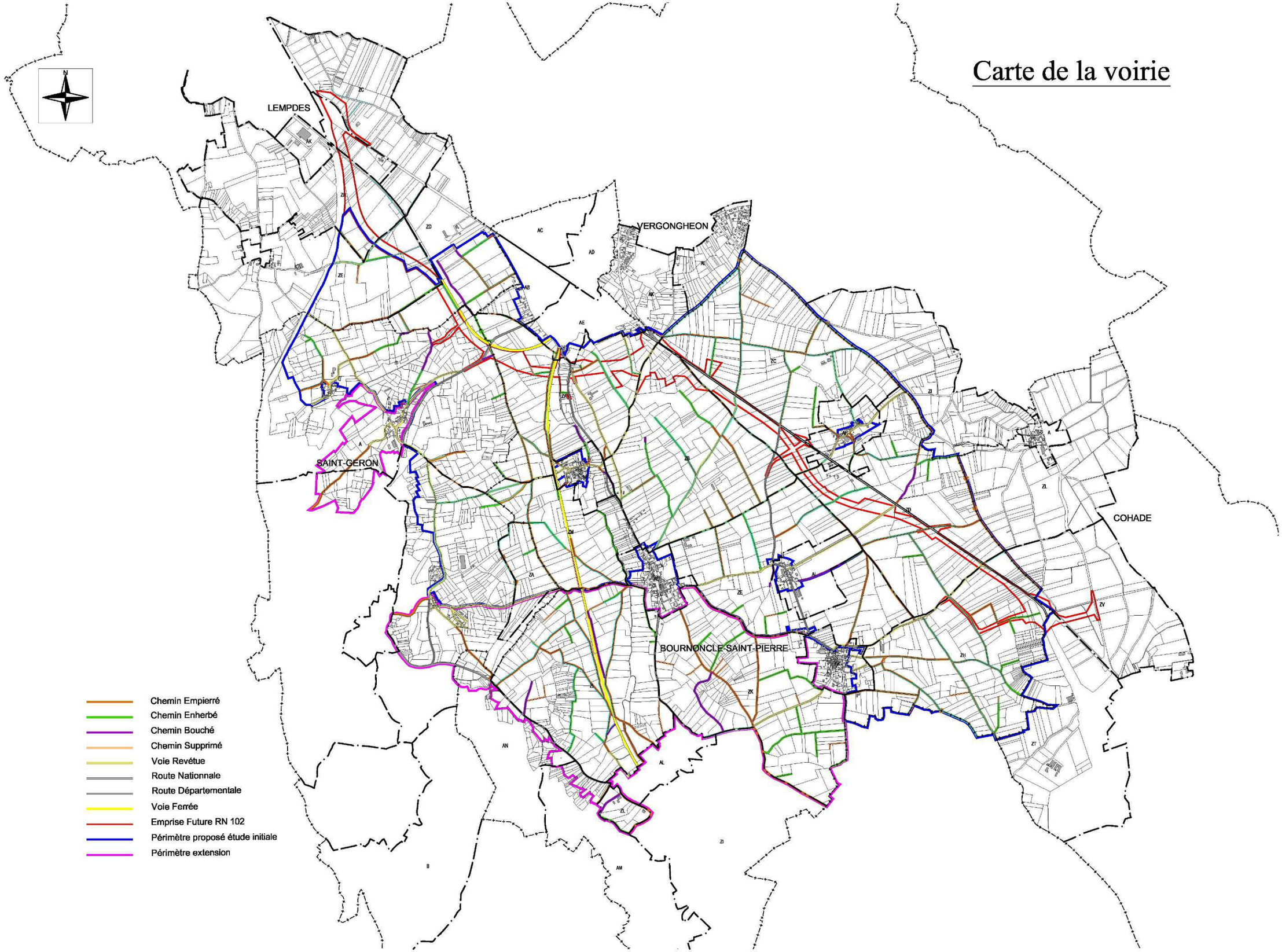
Exploitant qui a cédé son entreprise

Exploitants étudiés mais qui ne sont ni dans le périmètre proposé initial ni dans l'extension

Ce sont les mêmes exploitants

Ce sont les mêmes exploitants (le 10 en moins pour cause de cessation d'activité)

# Carte de la voirie






Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

## 2.3 LA VOIRIE SUR LE PERIMETRE ETUDIE

La RN 102 ne traverse pas le périmètre étudié en extension.

**b) Routes départementales**

Le périmètre étudié en extension est traversé par environ 4,4 km de routes départementales.

**c) Voies communales**

Les voies communales représentent environ 3,1 km de voies goudronnées sur le périmètre étudié en extension.

**d) Chemins et sentiers**

Le réseau de chemins ruraux ou d'exploitation sur le périmètre étudié en extension s'étend sur 17,8 km environ répartis de la façon suivante :

- 9,7 km de chemins empierrés,
- 4,5 km de chemins enherbés,
- 1,8 km de chemins obstrués par la végétation,
- 1,8 km de chemins qui n'existent plus.

Il est à noter que la quasi-totalité des chemins, voies et routes dénombrés ici est bordée de fossés. Nous en avons en effet recensé 5,7 km en bord de voirie.

Tout comme sur le périmètre étudié initialement, il existe des chemins qui appartiennent à des associations foncières issues des précédents remembrements. Ainsi, sur la commune de Bournoncle-St-Pierre, une association foncière est propriétaire de 2 ha 70 a 70 ca.

**Tous ces chiffres doivent se rajouter à ceux du périmètre proposé initialement, sur lequel ont été recensés :**

**a) Routes nationales**

La RN 102 traverse le périmètre proposé initialement sur 3,9 km d'Ouest en Est.

**b) Routes départementales**

Le périmètre proposé initialement est traversé par environ 6,1 km de routes départementales.

**c) Voies communales**

Les voies communales représentent environ 17,2 km de voies goudronnées sur le périmètre proposé initialement.

**d) Chemins et sentiers**

Le réseau de chemins ruraux ou d'exploitation sur le périmètre proposé initialement s'étend sur 46.7 km environ répartis de la façon suivante :

- 31,7 km de chemins empierrés,
- 10,8 km de chemins enherbés,
- 2,3 km de chemins obstrués par la végétation,
- 1,9 km de chemins qui n'existent plus.

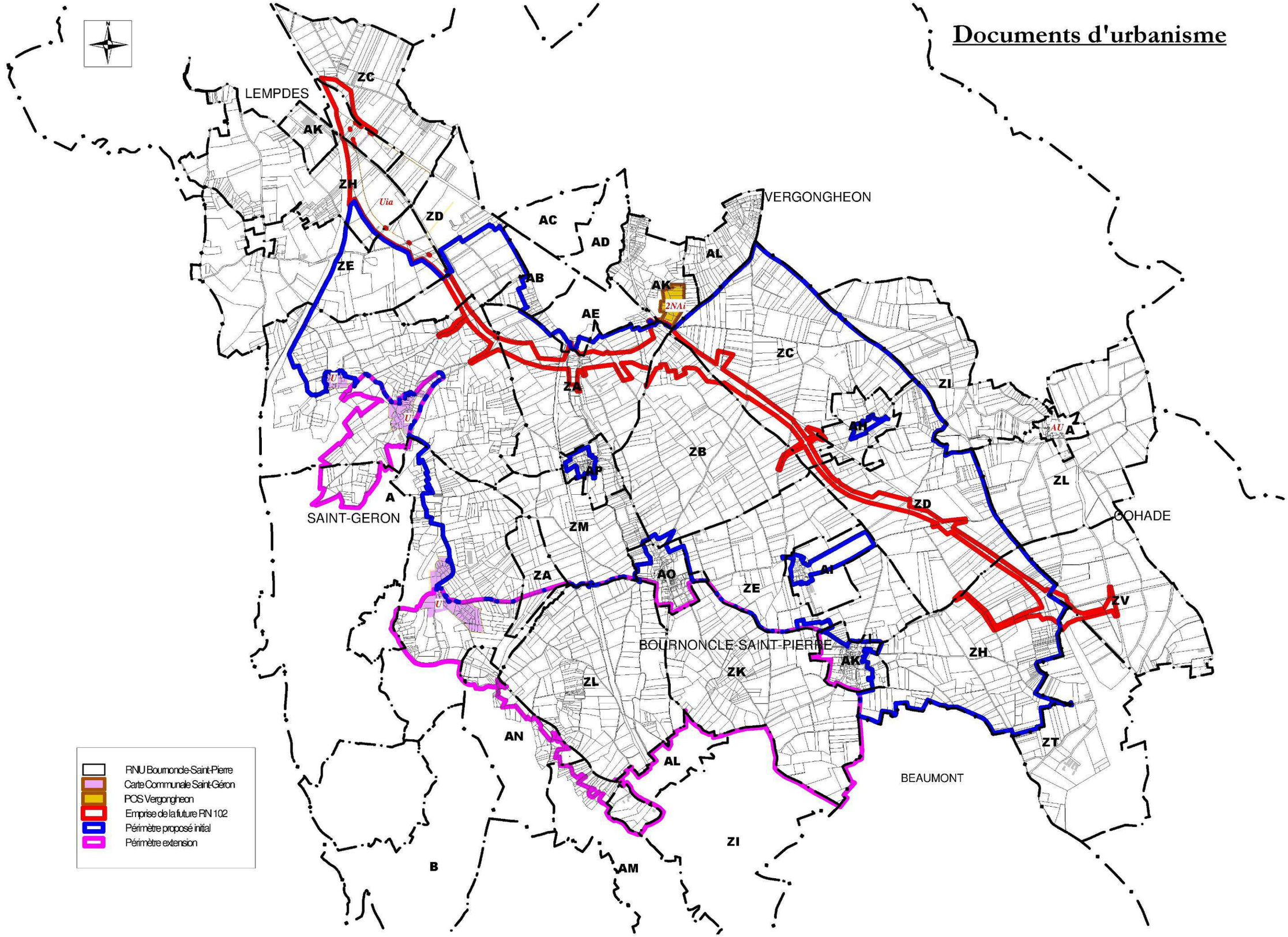
Il est à noter que la quasi-totalité des chemins, voies et routes dénombrés ici est bordée de fossés. Nous en avons en effet recensé 54,8 km en bord de voirie.

Une des particularités des communes du périmètre proposé initialement en matière de voirie est l'existence de chemins qui appartiennent à des associations foncières issues des précédents remembrements. Ainsi, on en dénombre 3 réparties de la manière suivante :

- 1 sur la commune de Bournoncle-St-Pierre, propriétaire de 5 ha 43 a 87 ca.
- 1 sur la commune de Lempdes-Sur-Allagnon, propriétaire de 2 ha 28 a 29.
- 1 sur la commune de Saint-Géron, propriétaire de 4 a 60 ca.

☞ D'après toutes ces données, on constate que le périmètre proposé initialement et le périmètre étudié en extension sont bien desservis par le réseau départemental et les voies communales.
☞ Concernant les chemins ruraux et d'exploitation, même si la plupart sont en bon état et en nombre suffisant, certains d'entre eux nécessitent des aménagements et des travaux pour de meilleures conditions d'exploitation, pour une adaptation à la future configuration des parcelles et au matériel agricole souvent très large.

# Documents d'urbanisme






Haute-Loire le DÉPARTEMENT

## 2.4 URBANISME

Sur le périmètre étudié en extension :

- La commune de Bournoncle-Saint-Pierre ne dispose pas de document d'urbanisme. Elle est donc soumise au Règlement National d'Urbanisme (RNU).
- La commune de Saint-Géron dispose d'une carte communale élaborée le 17/04/2009 dont le zonage est reporté sue la carte ci-jointe. Ainsi, les zones « U  s'appliquent à toutes les parties non classées « N » (zones naturelles inconstructibles) et « EBC » Espaces Boisés Classés.

La prise en compte de ce zonage est un élément essentiel dans la détermination des périmètres qui seront proposés dans le cadre d'un aménagement foncier. Il est en effet préférable d'identifier au préalable les zones à vocation urbaine qui, dans la plupart des cas, sont exclues du ou des périmètres proposés.

Sur les 2 autres communes appartenant du périmètre proposé initialement :

- La commune de Vergongheon dispose d'un Plan d'Occupation des Sols élaboré le 20/10/2000, modifié et révisé plusieurs fois depuis.
- La commune de Lempdes-Sur-Allagnon dispose d'un PLU élaboré le 08/02/2008.

## 2.5 ANALYSE DES BESOINS D'AMENAGEMENT

D'après la consultation des agriculteurs, un certain nombre d'aménagements seraient à prévoir. Il est à préciser que ces besoins d'aménagement ont été recensés lors des discussions avec les agriculteurs. Le fait qu'ils soient mentionnés dans cette étude n'implique nullement qu'ils feront obligatoirement l'objet d'un financement et d'une réalisation. Ils sont notés à titre indicatif et soulignent une demande sur certains secteurs. De même, après une étude plus approfondie, quelques-uns se révéleront peut-être irréalisables en fonction des contraintes de terrain ou de la loi en vigueur.

**Aménagements demandés par les exploitants sur l'extension:**

- 1,1 km de chemins seraient à supprimer car inutilisés. Ils pourraient ainsi constituer un apport de réserves foncières communales pour l'élargissement des chemins existants, ce qui éviterait un prélèvement sur les propriétés privées.

- 0,4 km de chemins seraient à élargir pour l'amélioration des conditions d'exploitation et notamment des accès aux parcelles.

- 3,4 km de chemins seraient à créer pour le désenclavement des parcelles.

- 1 km de fossés serait à créer le long des chemins.

**Pour une vision d'ensemble, ces chiffres sont à rajouter à ceux du périmètre proposé initialement. Ainsi les aménagements demandés par les exploitants sur un périmètre global sont:**

- 5,6 km de chemins seraient à supprimer car inutilisés. Ils pourraient ainsi constituer un apport de réserves foncières communales pour l'élargissement des chemins existants, ce qui éviterait un prélèvement sur les propriétés privées.

- 7,2 km de chemins seraient à élargir pour l'amélioration des conditions d'exploitation et notamment des accès aux parcelles.

- 5,7 km de chemins seraient à créer pour le désenclavement des parcelles.

- 2,2 km de fossés seraient à créer le long des chemins.

Les interventions concernant l'hydraulique sont sévèrement réglementées et soumises à autorisation au titre du décret 93.743 du 29 mars 1993 en application de la loi 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Ainsi : « les travaux décidés par la commission d'aménagement foncier tels que l'arrachage des haies, l'arasement des talus, le comblement de fossés, la protection des sols, l'écoulement des eaux nuisibles, les retenues et la distribution des eaux utiles, la rectification, la régularisation et le curage des cours d'eau non domaniaux », c'est-à-dire les travaux connexes prévus au 3ème alinéa de l'article R121.20, sont soumis à l'autorisation prévue à l'article 10 de la loi sur l'eau, en application du décret précédemment cité.

De plus, le décret 95.88 du 7 janvier 1995 précise que l'arrêté de clôture des opérations d'aménagement foncier vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Une consultation des services compétents (Police de l'eau, Fédération de la pêche, bureau environnement...) sera nécessaire afin de définir au cas par cas les moyens à employer pour réaliser ou non les aménagements souhaités par les agriculteurs dans le domaine de l'eau.

# PROPOSITIONS D’AMENAGEMENT FONCIER

# ET

# RECOMMANDATIONS ENVIRONNEMENTALES

## 3.1 POSSIBILITES D'AMENAGEMENT ET RECOMMANDATIONS LIEES A L'ENVIRONNEMENT, A L'HYDRAULIQUE (MISSION COMMUNE)

### 3.1.1 MODES D'AMENAGEMENTS FONCIER EXISTANTS

Depuis la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux et de son décret d'application relatif aux procédures d'aménagement foncier rural et modifiant le code rural et de la pêche maritime, 4 procédures différentes permettent de répondre à la grande diversité des situations et d'affirmer la vocation de l'aménagement foncier à réaliser de l'aménagement en espace rural.

Les différents modes d'aménagement foncier rural sont les suivants :

1° L'aménagement foncier agricole et forestier régi par les articles L 123-1 à L 123-35 ;
2° Les échanges et cessions amiables d'immeubles ruraux régis par les articles L 124-1 à L 124-13 ;
3° La mise en valeur des terres incultes régie par les articles L 125-1 à L 125-15 et L 128-3 à L 128-12,
4° La réglementation et la protection des boisements régis par les articles L 126-1 à 126-5.

Les procédures sont conduites par des commissions communales, intercommunales ou départementales d'aménagement foncier, sous la responsabilité du département. **Dans le cas présent, la procédure choisie sera menée par une commission intercommunale dans la mesure où plusieurs communes sont concernées.**

**Parmi les 4 modes d'aménagement foncier énumérés, le seul pouvant être utilisé en cas de passage d'ouvrage linéaire est l'aménagement foncier agricole et forestier.**

#### 3.1.1.1 L'AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER

Ce mode d'aménagement foncier est régi par les articles L 123-1 à L 123-35 du code rural.

Article L 123-1 du code rural

**« L'aménagement foncier agricole et forestier, applicable aux propriétés rurales non bâties, se fait au moyen d'une nouvelle distribution des parcelles morcelées et dispersées. Il a principalement pour but, par la constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées, d'améliorer l'exploitation agricole des biens qui y sont soumis. Il doit également avoir pour objet l'aménagement rural du périmètre dans lequel il est mis en œuvre. Sauf accord des propriétaires et exploitants intéressés, le nouveau lotissement ne peut allonger la distance moyenne des terres au centre d'exploitation principale, si ce n'est dans la mesure nécessaire au regroupement parcellaire ».**

Article L 123-2 du code rural

**« Les bâtiments, ainsi que les terrains qui en constituent des dépendances indispensables et immédiates, peuvent être inclus dans le périmètre d'aménagement foncier agricole et forestier. Toutefois, à l'exception des bâtiments légers ou de peu de valeur qui ne sont que l'accessoire du fonds, ainsi que leurs dépendances, ces bâtiments et terrains doivent, sauf accord exprès de leur propriétaire, être réattribués sans modification de limites.**

Article L 123-4-1 du code rural

**« … sauf accord exprès de l'intéressé, chaque propriétaire doit recevoir des attributions d'une valeur vénale équivalente à celle de ses apports et d'une superficie qui ne doit être ni inférieure ni supérieure de plus de 10 % à celle desdits apports, déduction faite de la surface nécessaire aux ouvrages collectifs mentionnés à l'article L 123-8 et compte tenu des servitudes maintenues ou créées… »**

L'aménagement foncier agricole et forestier s'analyse comme une série d'échanges multilatéraux au terme desquels chaque propriétaire retrouve ses apports plus regroupés.

Basé sur le regroupement des propriétés agricoles, avec pour principal but l'amélioration des conditions d'exploitation agricoles et des biens qui y sont soumis, l'aménagement foncier agricole et forestier est un outil qui permet le regroupement des parcelles à destination agricole d'une part et forestière d'autre part. L'utilisation de l'espace est rendue plus rationnelle par la mise en place de zones agricoles et forestières homogènes. Sur les parcelles boisées qui ont fait, au préalable, l'objet d'une volonté d'échange par leur propriétaire, une estimation de la valeur marchande (valeur inventaire + valeur d'avenir) est réalisée, par un expert forestier. Un classement des terres est ensuite établi à partir de cette estimation.

Outre le fait qu'il induit une meilleure répartition de l'espace rural et une restructuration du parcellaire forestier, il présente l'avantage de pouvoir créer des réserves foncières communales ou d'intérêts environnementaux, d'aménager des dessertes, de réaliser des travaux connexes, de refaire le plan cadastral.

Pour ne pas figer de façon pérenne les espaces à boisement autorisé ou interdit, ce mode d'aménagement foncier peut être suivi de la mise en place d'une réglementation des boisements. Ainsi selon L 123-21 du code rural : **« A l'issue des opérations d'aménagement foncier agricole et forestier en zone forestière, la commission communale ou intercommunale peut proposer au conseil départemental la délimitation, d'une part des terres agricoles, d'autre part, des terres forestières. Dans les terres agricoles ainsi délimitées, la commission peut proposer les mesures d'interdiction ou de réglementation des boisements prévues à l'article L 126-1 qui lui paraissent nécessaires ».**

☞ Pour les communes de Bournoncle-Saint-Pierre et Saint-Géron, l'aménagement foncier est avant tout lié au projet de déviation de la RN 102. D'après l'article L 123-24 du code rural et de la pêche maritime, le maître de l'ouvrage public dont le caractère linéaire est constaté par une décision portant déclaration d'utilité publique, a pour obligation de compenser le dommage causé.

### 3.1.1.2 DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L123-24

Tenant compte de tous les éléments développés dans les chapitres précédents, l'étude préalable a pour but de définir le ou les modes d'aménagement foncier les plus appropriés pour compenser les dommages créés par le passage de la RN 102.

Le choix de l'aménagement foncier étant lié au projet routier, il est donc régi par la procédure codifiée par les articles **L 123-24 à L 123-26, L 352-1, R 123-30 à R 123-38 et R 352-1 à R 352-14 du code rural et de la pêche maritime**:

Article L 123-24 du code rural

**« Lorsque les expropriations en vue de la réalisation des aménagements ou ouvrages mentionnés à l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature sont susceptibles de compromettre la structure des exploitations dans une zone déterminée, l'obligation est faite au maître de l'ouvrage, dans l'acte déclaratif d'utilité publique, de remédier aux dommages causés en participant financièrement à l'exécution d'opérations d'aménagement foncier visées au 1° de l'article L 121-1 et de travaux connexes.**

**La même obligation est faite au maître de l'ouvrage dans l'acte déclaratif d'utilité publique en cas de création de zones industrielles ou à urbaniser, ou de constitution de réserves foncières.**

**Lorsque les besoins de cohérence de l'aménagement rural d'un territoire le justifient et lorsque la commission communale ou intercommunale d'aménagement foncier lui en a fait la proposition, le conseil départemental peut décider, avec l'accord du maître d'ouvrage, d'étendre le périmètre d'aménagement foncier au-delà du périmètre perturbé par l'ouvrage. Lorsque le maître d'ouvrage est l'Etat ou un de ses établissements publics ou concessionnaires, l'accord est donné par le préfet du département.**

**Le président du conseil départemental met en œuvre la procédure d'aménagement foncier mentionnée au premier alinéa. »**

Extrait de l'article L 121.1 du code rural

**« L'aménagement foncier rural a pour but d'améliorer les conditions d'exploitation des propriétés rurales agricoles ou forestières, d'assurer la mise en valeur des espaces naturels ruraux et de contribuer à l'aménagement du territoire communal ou intercommunal défini dans les plans locaux d'urbanisme, les cartes communales ou les documents en tenant lieu, dans le respect des objectifs mentionnés aux articles L 111-1 et L 111-2.**

**Les différents modes d'aménagement foncier rural sont les suivants :**

**1° L'aménagement foncier agricole et forestier régi par les articles L 123-1 à L 123-35,…**

**Les procédures sont conduites par des commissions communales, intercommunales ou départementales d'aménagement foncier, sous la responsabilité du département…. »**

Article L 123-25 du code rural

**« Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les dispositions spéciales relatives à l'exécution des opérations d'aménagement foncier réalisées en application de l'article L 123-24, et notamment les conditions suivant lesquelles :**

**1° L'assiette des ouvrages ou des zones projetés peut être prélevée sur l'ensemble des parcelles incluses dans le périmètre d'aménagement foncier délimité de telle sorte que le prélèvement n'affecte pas les exploitations dans une proportion incompatible avec leur rentabilité ;**

**2° L'association foncière intéressée et avec l'accord de ceux-ci, éventuellement la société d'aménagement foncier et d'établissement rural, les collectivités territoriales et leurs groupements et l'Etat peuvent devenir propriétaires des parcelles constituant l'emprise en vue de leur cession au maître d'ouvrage ;**

**3° Le montant du prix des terrains cédés au maître de l'ouvrage est réparti entre les propriétaires des terrains ayant fait l'objet de l'aménagement foncier proportionnellement à la valeur de leurs apports ;**

**4° Le maître de l'ouvrage ou son concessionnaire est autorisé à occuper les terrains constituant l'emprise des ouvrages ou des zones projetés avant le transfert de propriété résultant des opérations d'aménagement foncier ;**

**5° Les dépenses relatives aux opérations d'aménagement foncier et de certains travaux connexes du périmètre perturbé par l'ouvrage sont mises à la charge du maître d'ouvrage. »**

Article L 123-26 du code rural

**« Lorsqu'un aménagement foncier est réalisé en application de l'article L 123-24, les dispositions des articles L 123-1 à L 123-34 sont applicables.**

**Toutefois, dès lors que tout ou partie des apports d'un propriétaire sont situés dans le périmètre perturbé par l'ouvrage, sont autorisées les dérogations aux articles L 123-1 et L 123-18 qui seraient rendues inévitables en raison de l'implantation de l'ouvrage et des caractéristiques de la voirie mise en place à la suite de sa réalisation. Les dommages qui peuvent en résulter pour certains propriétaires et qui sont constatés à l'achèvement des opérations d'aménagement foncier sont considérés comme des dommages de travaux publics.**

**Dès lors que tout ou partie des apports d'un propriétaire sont situés dans le périmètre perturbé par l'ouvrage, sont également autorisées, dans le cas où l'emprise de l'ouvrage est incluse dans le périmètre d'aménagement foncier, les dérogations aux dispositions du quatrième alinéa de l'article L 123-4 qui seraient rendues inévitables en raison de la nature des terres occupées par l'ouvrage ; le défaut d'équivalence dans chacune des natures de culture est alors compensé par des attributions dans une ou plusieurs natures de culture différentes. »**

Ainsi selon ces textes, le maître de l'ouvrage public dont le caractère linéaire est constaté par une décision portant déclaration d'utilité publique, a pour obligation de compenser complètement le dommage causé, dont l'importance est appréciée par les commissions (inter)communales d'aménagement foncier.

Les commissions communales (ou intercommunales) d'aménagement ont alors à se prononcer, dans un délai de 2 mois à compter de leur constitution et au vu des conclusions de l'étude préalable, sur l'opportunité de procéder à un aménagement foncier agricole et forestier (seul mode d'aménagement foncier possible selon L 123-24 du code rural), à donner un avis sur le ou les périmètres d'aménagement foncier, et à décider d'exclure ou non l'emprise de l'ouvrage du périmètre dit « perturbé » dans chacune des communes concernées.

Rappelons que, selon l'article L 121-13, les commissions (inter)communales sont instituées en indépendance de l'étude préalable d'aménagement foncier.

Composition de la commission intercommunale d'aménagement foncier selon l'article L 121-4 du code rural :

- un commissaire enquêteur, président,
- un président suppléant,
- le maire de chaque commune concernée ou l'un des conseillers municipaux désignés par lui,
- deux propriétaires fonciers titulaires et un suppléant pour chaque commune,
- deux exploitants agricoles titulaires et un suppléant pour chaque commune,
- trois personnes qualifiées en protection de la nature,
- deux fonctionnaires désignés par le Président du conseil départemental,
- un délégué du directeur départemental des finances publiques,
- un représentant du président du conseil départemental désigné par le président de cette assemblée,
- Un représentant de l'Institut national de l'origine et de la qualité lorsque le périmètre de l'aménagement foncier comprend une aire d'origine contrôlée,
- Un représentant du parc naturel régional lorsque le périmètre de l'aménagement foncier comprend des terrains situés sur le territoire des communes d'un parc naturel régional.

Le représentant du maître d'ouvrage et un représentant de l'administration, chargée le cas échéant du contrôle de l'opération, siègent à titre consultatif au sein de cette commission.

Le rôle de la commission intercommunale d'aménagement foncier

- décide l'aménagement foncier,
- détermine le périmètre et le mode d'aménagement foncier,
- approuve les prescriptions environnementales,
- détermine les moyens à mettre en œuvre pour regrouper la propriété et améliorer les conditions d'exploitation,
- élabore le programme de travaux connexes,
- statue sur les réclamations éventuelles.

Les choix possibles pour la commission intercommunale sont les suivants :

- **pas d'aménagement foncier** : le maître de l'ouvrage routier acquiert à l'amiable ou par expropriation l'emprise pour cause d'utilité publique (conformément aux dispositions du code de l'expropriation), et est tenu, par une participation financière, à la réinstallation sur de nouvelles exploitations des agriculteurs dont l'exploitation aurait disparu ou serait gravement déséquilibrée, ou s'ils l'acceptent par une aide, à la reconversion de leur activité. Le maître d'ouvrage est tenu de rétablir la voirie directement perturbée.

- **aménagement foncier avec exclusion de l'emprise** : Seules les parcelles situées sur cette emprise sont acquises par le maître d'ouvrage à l'amiable ou par voie d'expropriation, sans contribution des propriétaires des autres parcelles comprises dans ce périmètre. Un aménagement foncier limité de part et d'autre de l'emprise de l'ouvrage linéaire est conduit sur un périmètre à déterminer à l'intérieur duquel le maître d'ouvrage finance l'aménagement et les travaux connexes.

- **aménagement foncier avec inclusion de l'emprise** : les terrains nécessaires à la constitution de l'emprise de la voie routière sont prélevés sur les fonds inclus dans le périmètre d'aménagement foncier moyennant indemnité à la charge du maître de l'ouvrage. La surface correspondant à ce périmètre doit être telle que le prélèvement ne dépasse pas le vingtième (5 %) de la superficie des terrains qu'il englobe. Dans ce cas, chaque propriétaire de parcelles incluses dans ce périmètre cède un prélèvement indemnisé comme en matière d'expropriation à concurrence d'une part (5 % maximum) proportionnelle à la valeur de son apport. La superficie du périmètre doit représenter au moins 20 fois celle de l'emprise de la voie routière conformément à l'article 5 du décret du 10 avril 1963. La loi de modernisation de l'agriculture du 1er Février 1995 permet à la SAFER, à l'association foncière, aux collectivités territoriales et à leurs groupements ou à l'Etat de devenir propriétaires de parcelles qui constituent l'emprise de l'ouvrage, en vue de leur cession au maître de l'ouvrage. Le prélèvement sur les apports des propriétaires autres que ceux énumérés ci-dessus est diminué compte tenu de l'apport qui en résulte.

Parallèlement à ces choix, il existe également une autre obligation du maître d'ouvrage de réparation des dommages envers les exploitations agricoles avec l'article **L 352-1** du code rural qui prévoit pour les exploitations gravement atteintes par l'ouvrage public : **« Lorsque les expropriations en vue de la réalisation des aménagements ou ouvrages mentionnées à l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature sont susceptibles de compromettre la structure des exploitations dans une zone déterminée, l'obligation est faite au maître de l'ouvrage, dans l'acte déclaratif d'utilité publique, de remédier aux dommages causés en participant financièrement à l'installation, sur des exploitations nouvelles comparables, des agriculteurs dont l'exploitation aurait disparu ou serait gravement déséquilibrée, ou, s'ils l'acceptent, à la reconversion de leur activité. S'ils le demandent, ces agriculteurs, bénéficient d'une priorité d'attribution par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural sur l'ensemble du territoire, sauf si, devant être installés sur une exploitation entièrement différente de la précédente, ils refusent de céder au maître de l'ouvrage ou aux sociétés susmentionnées les terres dont ils restent propriétaires dans un périmètre déterminé conformément au 3° de l'article L 142-5.**

**…**

**Un décret détermine les conditions dans lesquelles le maître d'ouvrage devra apporter une contribution financière aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ou aux sociétés d'aménagement régionales lorsque ces sociétés assurent l'établissement sur de nouvelles exploitations des agriculteurs expropriés dans les conditions prévues aux premier et deuxième alinéas du présent article, ainsi que des agriculteurs que les opérations d'aménagement foncier agricole et forestier prévues à l'article L 123-24 n'ont pas permis de maintenir sur place ».**

### 3.1.1.3 PROCEDURE DE L'ARTICLE L 123-24

Cette procédure est caractérisée par le fait que :

- Les opérations d'aménagement foncier agricole et forestier se déroulent exactement comme un aménagement foncier agricole et forestier indépendant d'un ouvrage linéaire.
- A l'intérieur du périmètre perturbé, les dépenses d'aménagement foncier agricole et forestier ainsi que les dépenses de travaux connexes indispensables à la réalisation du nouveau parcellaire sont pris en charge par le maître de l'ouvrage.

Les spécificités liées à la réalisation d'un ouvrage linéaire :

- Transmission de l'étude d'impact de l'ouvrage à la demande du président du conseil départemental, avant d'effectuer l'étude préalable d'aménagement foncier.
- Constitution des commissions communales ou intercommunales d'aménagement foncier de droit dès l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique sur le projet de grand ouvrage (article L 121-2 du code rural).
- Le président du conseil départemental ordonne l'opération souhaitée par la commission (inter)communale d'aménagement foncier.
- Le maître d'ouvrage peut exproprier l'emprise si, après sa demande, le président du conseil départemental n'a pas ordonné l'opération dans le délai de 12 mois. Ainsi, selon le 4° et 5° de l'article L 121-14 du code rural : **« Dans le cas prévu à l'article L 123-24, si la commission se prononce en faveur d'un aménagement foncier agricole et forestier, le président du conseil départemental ordonne l'opération d'aménagement proposée par la commission, fixe le ou les périmètres d'aménagement foncier correspondants et conduit l'opération à son terme. Lorsque la commission s'est prononcée en faveur de l'inclusion de l'emprise d'un ouvrage linéaire dans le périmètre de l'opération d'aménagement, le président du conseil départemental est tenu d'ordonner cette opération dans un délai de 1 an à compter de la demande qui lui en est faite par le maître d'ouvrage ; à défaut le maître d'ouvrage peut engager la procédure d'expropriation de l'emprise nécessaire à la réalisation de l'ouvrage ou de certaines de ses parties et proposer l'expropriation des terrains concernés. Dans ce cas, les terrains expropriés sont exclus du périmètre d'aménagement.**
  **Sauf dans le cas mentionné au 4°, l'opération est ordonnée par délibération du conseil départemental. »**

- Prise de possession anticipée par le préfet.
- Dans le cas d'un aménagement foncier avec inclusion d'emprise, possibilité de traiter dans un même périmètre de cohérence et de façon identique, à l'exception du financement, un périmètre perturbé par l'ouvrage et un périmètre complémentaire au delà du périmètre perturbé.
- Le préfet veille à la cohérence entre les mesures environnementales prises pour le grand ouvrage et par l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier. Dans ce cas, les travaux éventuels nécessaires sont à la charge du maître d'ouvrage.

**Les stocks SAFER**

Dans le cas d'un aménagement foncier lié à un ouvrage public, les stocks SAFER sont constitués dans le cadre d'une convention passée avec l'Etat.

Lorsque l'aménagement foncier est réalisé sur un périmètre perturbé incluant l'emprise de l'ouvrage, ces stocks sont transférés à l'Etat qui les affecte sous l'emprise.

Lorsque l'aménagement foncier est réalisé sur un périmètre perturbé excluant l'emprise de l'ouvrage, 2 solutions existent concernant les stocks SAFER réalisés hors emprise :

- Ils sont transférés à l'Etat qui peut alors les vendre aux propriétaires ou exploitants les plus impactés par l'ouvrage afin de compenser la perte de surface subie.
- Ils sont échangés avec des parcelles sous l'emprise et sont ensuite rétrocédés à l'Etat.

**Les indemnités d'expropriation**

Calculées selon les règles posées par le code de l'expropriation, afférentes aux droits exercés sur les terrains compris dans l'emprise de l'ouvrage public et notamment aux droits d'exploitation, elles sont déterminées distinctement selon leur objet.

Elles sont dues à l'association foncière qui se charge ensuite de les répartir entre les titulaires (proportionnellement à la valeur d'apport) des divers droits (propriétaire, bailleur, fermier, ...) sous l'égide des règles de comptabilité publique.

Les indemnités concernant les propriétaires sont les suivantes :

- indemnité principale correspondant à la valeur vénale des parcelles situées sous l'emprise,

- indemnité accessoire (réemploi, dépréciation des parcelles, arbres isolés, clôture, etc).

Si le propriétaire est aussi exploitant, les indemnités lui revenant à titre d'exploitant s'ajoutent aux précédentes. Si l'exploitant est différent du propriétaire, elles font l'objet d'une convention d'éviction séparée. Ces indemnités doivent permettre à l'exploitant, propriétaire ou non de retrouver une situation économique équivalente à celle qu'il avait avant son éviction.

Le montant de ces indemnités doit faire l'objet d'une négociation entre la direction des services fiscaux et les organisations professionnelles agricoles.

# SCHEMA DE PROCEDURE

| | GRAND OUVRAGE PUBLIC | AMENAGEMENT FONCIER |
|---|---|---|
| | Décision de réalisation du grand ouvrage | |
| | Etudes préliminaires | |
| | Avant projet sommaire | |
| | Avis CNDP, concertation inter-administration et avec collectivités locales<br>**Décision de poursuivre le projet** | |
| | Publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique de DUP | **Le conseil départemental demande au MGO l'application dans DUP des articles L 123-24 et L 352-1** |
| | Enquête DUP (avec étude d'impact) | **-Avis de la CDAF** sur la liste des communes concernées.<br>**-Délibération du conseil départemental fixant la liste des communes qui se prononceront sur l'opportunité de l'AFAF**<br>**- pré-étude**<br>**-Arrêté constituant la CCAF/CIAF** (constitution d'office de droit dès l'ouverture de l'arrêté d'enquête DUP). |
| Délai maximum de 18 mois | **Date de clôture de l'enquête DUP** | **La CCAF/CIAF se prononce sur l'opportunité d'un AFAF** dans les 2 mois après sa constitution (sinon = refus) |
| | Déclaration de projet pour les collectivités territoriales | 1ère demande éventuelle du MGO<br>Dès la décision sur l'opportunité d'un AFAF, le MGO peut demander que la proposition de la CCAF/CIAF sur l'inclusion ou l'exclusion intervienne dans le délai de 8 mois de sa demande |
| | Transmission de l'étude d'impact du grand ouvrage au CG | **Porté à connaissance par préfet** |
| | **Déclaration d'Utilité Publique (DUP)**<br>Précise le caractère linéaire de l'ouvrage et prescrit L 123-24 et L 352-1 | **Etude d'aménagement** |
| | | **Proposition CCAF/CIAF**<br>**Sur le périmètre AFAF, sur l'exclusion ou l'inclusion de l'emprise, sur les prescriptions environnementales,…**<br>*Doit intervenir dans les 8 mois de la demande du MGO faite dès l'avis de la CCAF/CIAF sur l'opportunité d'un AFAF.* |
| | Facultatif : entre 0 et 6 mois pour choisir un concessionnaire | Enquête publique sur le périmètre |
| | | **Avis des communes sur lesquelles les travaux connexes AFAF risquent d'avoir des effets notables**<br>Avis domaine public fluvial |
| | | **Avis définitif de la CCAF/CIAF sur inclusion ou exclusion de l'emprise**<br>2ème demande éventuelle du MGO<br>*Dès que la CCAF/CIAF s'est prononcé pour l'inclusion de l'emprise d'un ouvrage linéaire, le MGO peut demander que l'arrêté du PCG ordonnant l'opération intervienne dans les 12 mois de sa demande*<br>*Sinon exclusion de l'emprise* |

| | | |
|---|---|---|
| Enquête parcellaire et arrêté parcellaire (environ 18 mois à 2 ans après DUP) | | **Avis du ou des conseils municipaux** |
| | Etudes sur eau/sur ouvrages « nature »/sur « bruit » et sur raccordements | |
| | **Projet définitif** | **Arrêté du préfet sur les prescriptions environnementales applicables au plan parcellaire et aux travaux connexes. Mise en cohérence de ces prescriptions avec les mesures environnementales figurant dans l'étude d'impact du GO**<br>Il peut ordonner des mesures compensatoires |
| | **Enquête parcellaire et arrêté parcellaire** | **Arrêté du président du conseil départemental ordonnant l'AFAF** au plus tôt au lendemain de la DUP<br>*Doit intervenir doit les 12 mois de la demande du MGO*<br>*Sinon exclusion* |
| | Facultatif : dossier de consultation des entreprises | **Désignation du géomètre-expert agréé** |
| | | **Classement.**<br>**Consultation des propriétaires sur le classement** |
| | | **Arrêté préfectoral de prise de possession anticipée** |
| | Paiement des indemnités de prise de possession anticipée<br>Consignation des indemnités d'expropriation | |
| | Réalisation des travaux du grand ouvrage | Projet parcellaire et de travaux connexes |
| | | **Enquête publique sur le projet et les travaux connexes**<br>**Avis autorité compétente sur étude d'impact** |
| | | **Décisions de la CCAF/CIAF sur réclamations contre le projet**<br>**« autorisation » travaux et plan correspondant par autorité compétente** |
| | | Délai de recours devant la CDAF |
| | | **Décisions de la CDAF sur réclamations contre CCAF/CIAF**<br>**« autorisation » travaux et plan correspondant par autorité compétente** |
| | | Arrêté du président du conseil départemental mettant les travaux à la charge du maître du grand ouvrage |
| | | **Arrêté du président du conseil départemental ordonnant la clôture de l'AFAF** |
| | En cas d'inclusion<br>Paiement des indemnités d'expropriation | Transfert de propriété de l'emprise au maître d'ouvrage. |
| | **Fin de validité de la DUP** | |
| | | **Réalisation des travaux connexes** |



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

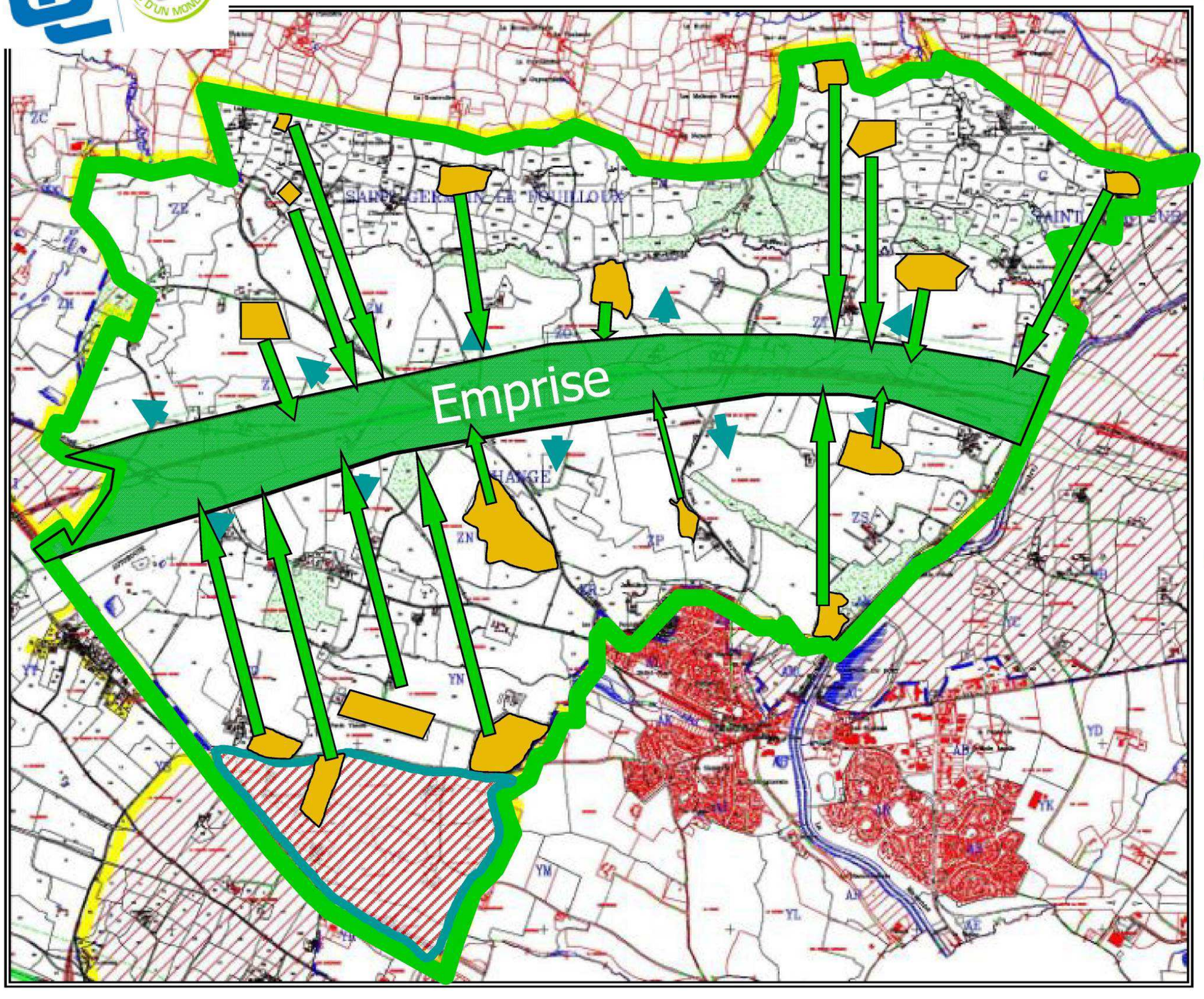
| | PAS D'AMENAGEMENT FONCIER :<br>LIBÉRATION DE L'EMPRISE DE LA RN 102 PAR ACHAT À L'AMIABLE OU PAR EXPROPRIATION | AMENAGEMENT FONCIER<br>AVEC INCLUSION D'EMPRISE :<br>LIBÉRATION DE L'EMPRISE DE LA RN 102 PAR ECHANGES DES STOCKS SAFER ET PAR UN PRÉLÈVEMENT SUR L'ENSEMBLE DES PROPRIÉTÉS | AMENAGEMENT FONCIER<br>AVEC EXCLUSION D'EMPRISE :<br>LIBÉRATION DE L'EMPRISE DE LA RN 102 PAR ACHAT À L'AMIABLE OU PAR EXPROPRIATION |
|---|---|---|---|
| **DU POINT DE VUE FONCIER ET AGRICOLE** | **Avantages :**<br>- Perturbations liées au passage de l'ouvrage routier prises en charge directement par le maître d'ouvrage.<br>- Pas de changement d'habitudes pour les propriétaires.<br><br>**Inconvénients :**<br>- Aucune recherche de solution globale pour compenser la perte de terrain causée par l'implantation de l'ouvrage. Les problèmes sont traités individuellement.<br>- Perte de surface exploitée non compensée pouvant remettre en cause la pérennité de certaines exploitations.<br>- Aucune amélioration parcellaire ni des structures d'exploitation pour remédier aux dommages causés par l'ouvrage.<br>- Difficultés d'accessibilité à certaines parcelles et délaissés et parfois allongement du temps de parcours.<br>- Pas de travaux connexes.<br>- Pas de refonte globale du réseau de voirie rurale impactée par l'ouvrage, problèmes traités avec les communes au cas par cas si elles le demandent. | **Avantages :**<br>- Restructuration parcellaire des propriétés et des exploitations selon des valeurs d'échanges reconnues par une commission et dans l'intérêt général.<br>- Obtention d'une amélioration des contours des parcelles et de leurs accès.<br>- Réfection complète du cadastre.<br>- Prise en compte globale de la desserte des parcelles et îlots.<br>- Création, suppression, élargissement de voirie.<br>- Travaux connexes à l'aménagement foncier important. Ces travaux permettent d'avoir à terme, un réseau de chemins en très bon état pour de nombreuses années, des remises en culture, des plantations de haies, une mise en valeur du petit patrimoine.<br>- Mutualisation ou partage de l'emprise qui génère une perte de surface limitée à 5 % maximum, voire moins s'il existe des stocks fonciers.<br><br>**Inconvénients :**<br>- Surfaces d'emprises nécessaires : 58 ha 78 a 76 ca.<br>- Stock SAFER et ETAT de 24 ha 45 a 04 ca auxquels s'ajoutent 4 ha 42 a 48 ca de route nationale et 1 ha 00 a 00 ca de routes départementales, 1 ha 40 a 53 ca de chemins ruraux et ruisseaux soit 31 ha 28 a 05 ca à déduire des 59 ha 73 a 89 ca d'emprises nécessaires.<br>**Il manque donc 27 ha 50 a 71 ca pour combler l'emprise ce qui représente un prélèvement de 1,9% à opérer sur l'ensemble des propriétés et des exploitations par le biais de la mutualisation de l'impact**.<br>- Les stocks SAFER ne peuvent être affectés que sous l'emprise de la route.<br>- La mutualisation de l'impact nécessite une solidarité entre exploitants et propriétaires mais le prélèvement souvent ressenti de façon injuste par les propriétaires et exploitants qui sont éloignés de l'ouvrage et donc non touchés. | **Avantages :**<br>- Restructuration parcellaire moins contraignante mais prise en compte globale de la desserte des parcelles et îlots.<br>- Amélioration des structures de propriétés et d'exploitations facilitée par la présence de stocks SAFER qui, après avoir été transférés à l'Etat, peuvent être revendus aux exploitants agricoles et aux propriétaires les plus impactés.<br>- Les propriétaires exploitants situés sous l'emprise ont la possibilité de vendre leur terrain pour éventuellement réinvestir dans les stocks SAFER.<br>- Possibilité de travaux connexes mais plus réduits.<br>**Dans le cas présent, les besoins de travaux recensés auprès des exploitants et des conseils municipaux sont limités.**<br>- L'aménagement foncier permet à l'ensemble des propriétaires et exploitants agricoles du périmètre, de bénéficier du regroupement parcellaire, de la réfection de la voirie, de la réparation de l'impact de l'ouvrage…**sans le prélèvement de la RN 102** et donc, sans l'injustice ressentie par les propriétaires non impactés comme dans le cas d'une mutualisation des dommages induits par l'inclusion d'emprise.<br>- Permet au maître d'ouvrage d'acquérir rapidement les terrains nécessaires à l'emprise.<br><br>**Inconvénients :**<br>- Du fait qu'il n'y a pas de mutualisation du prélèvement, cela engendre une perte sèche de surface pour les propriétaires et les exploitants qui ont des parcelles dans l'emprise de l'ouvrage.<br>►Pour compenser cet impact brutal, et même s'il n'y a aucune obligation quant à la surface minimum que doit avoir le périmètre perturbé, ce dernier doit être suffisamment vaste pour faciliter les échanges et permettre un regroupement parcellaire capable de compenser les dommages de déstructurations foncières et agricoles subies. |
| **DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PAYSAGE** | **Avantages :**<br>- Respect total du paysage et des structures végétales en place en dehors de l'emprise de la future route nationale 102 et de celle des voies de désenclavement : préservation de la végétation et du réseau viaire existant.<br><br>**Inconvénients** :<br>- Pas de valorisation environnementale, paysagère, touristique ou patrimoniale à travers les travaux connexes<br>- Résorption des effets de coupure (sur le relief, les cours d'eau, la végétation, les ouvertures visuelles, la trame de chemins…) possible uniquement dans l'emprise du projet de la route nationale.<br>- Pas d'organisation et de rééquipement du territoire agricole permettant un entretien optimum du territoire perturbé et donc du paysage. | **Avantages** :<br>- Outil performant pour parvenir à refondre et pérenniser les exploitations agricoles et assurer un entretien optimal du territoire et donc du paysage.<br>- Travaux connexes conséquents, permettant généralement de recréer une trame de voiries cohérente par rapport au territoire et au contexte paysager mais aussi des plantations liées au nouveau parcellaire et à la rectification des chemins ou encore la mise en place d'écrans de végétation pour faciliter l'insertion des bâtiments.<br>Cependant, **dans le cas présent, le stock foncier étant limité, il sera sans doute utilisé en totalité pour l'emprise de la RN 102 et il ne permettra pas la mise en place d'une réelle valorisation environnementale ou paysagère.**<br>- La résorption des effets de coupure sur le paysage n'est plus limitée à l'emprise routière, et peut être traitée sur l'ensemble du périmètre aménagé.<br><br>**Inconvénients :**<br>- Le prélèvement foncier nécessaire sur les propriétés induit souvent un grand bouleversement du territoire avec des difficultés pour respecter les limites topographiques (terrain ponctuellement accidenté) et les structures végétales en place. Les mesures compensatoires obligatoires risques d'être conséquentes. | **Avantages** :<br>- Pas de refonte complète du parcellaire souvent nécessaire pour échanger les stocks fonciers comme dans le cas d'un aménagement avec inclusion et les structures végétales sont donc généralement mieux préservées.<br>- **Une partie du stock foncier pourra être utilisée pour la mise en place d'une valorisation environnementale** (plantations de haies, de bosquets sur emprises collectives). Possibilité également de valoriser le petit patrimoine rural ou les sites touristiques (point pique-nique, table d'orientation sur emprises collectives....).<br><br>**Inconvénients :**<br>- Certaines structures végétales vont quand même disparaître et devront être compensées mais le bouleversement sur le territoire sera de moindre ampleur que dans le cas d'un aménagement foncier avec inclusion.<br>- Travaux connexes globalement limités y compris en faveur de l'environnement et du paysage. |



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

# Les différents modes d'aménagement foncier

G. E. R. A. R.
SYNDICAT NATIONAL DES GEOMETRES EXPERTS AMENAGEURS RURAUX




## Stocks fonciers

## Inclusion

- Réparation en surface des propriétés et exploitations
- Le prélèvement ne doit pas dépasser 5%

(art R123-34 alinéa 4)

## Exclusion

- Perte de surface par acquisition

## 3.2 MODES D'AMENAGEMENT PROPOSES SUR LES COMMUNES DE BOURNONCLE-ST-PIERRE ET SAINT-GERON.

Au vu de tous les éléments détaillés dans les chapitres précédents, il apparaît clairement que le périmètre étudié en extension est considéré dans sa grande majorité comme périmètre perturbé car il est un prolongement du périmètre perturbé proposé initialement.

En effet, il comporte les mêmes exploitants impactés (14 sur 20) et coupés (16 sur 21) ainsi que les mêmes comptes de propriétés impactés (50 sur 101). A ce stade de l'étude, nous ne pouvons prévoir quelle sera la réalité des échanges, cependant, il est certain qu'ils seront facilités sur un territoire étendu permettant ainsi à l'effet « domino » d'agir.

Ce périmètre est donc utile car il permet d'agrandir la surface d'échanges, seule compensation aux dommages par le biais du regroupement parcellaire.

Le raisonnement quant au périmètre à proposer doit donc se faire à une plus grande échelle que celle du périmètre étudié en extension, en englobant le périmètre proposé initialement.

## 3.3 MODES D'AMENAGEMENT PROPOSES SUR LES COMMUNES DE BOURNONCLE-ST-PIERRE,SAINT-GERON,VERGONGHEON, LEMPDES-SUR-ALLAGNON.

Ils sont le fruit des réflexions menées lors des rencontres avec les exploitants agricoles et les élus qui se sont montrés favorables à un aménagement foncier agricole et forestier compte tenu des impacts du futur ouvrage routier sur les propriétés et les exploitations.

Si l'on reprend notre diagnostic sur les impacts de la future RN 102 sur les exploitations et les propriétés, nous avons constaté que :

- 48 ha 38 ha 72 a de SAU se trouvent sous les 59 ha 73 a 89 ca d'emprise,
- 20 exploitants agricoles sur 50 sont touchés par le futur ouvrage dont 7 à plus de 3 % de leur SAU totale et 21 ont leur exploitation coupée par la future route dont 4 avec des rallongements de parcours,
- 101 comptes de propriété ont des parcelles sous l'emprise, soit 21,5 % des comptes de propriétés étudiés (513).
- Il existe un stock SAFER ou ETAT, cependant insuffisant pour combler l'emprise.

Par ailleurs, d'après notre enquête réalisée auprès des 50 exploitants agricoles recensés sur le périmètre étudié initialement et sur le périmètre étudié en extension, 35 sont favorables à un aménagement foncier agricole et forestier, 10 ne se sont pas prononcés, et 5 n'ont pas répondu.

**Cette volonté liée aux constats faits après analyse des structures foncières et agricoles, des impacts qu'elles subiront par le passage de la RN 102, de la volonté de certaines communes d'agir pour le maintien des exploitations, ainsi que la présence d'un stock SAFER réparti de part et d'autre de l'emprise, nous amènent à proposer un mode d'aménagement foncier avec inclusion d'emprise ou un aménagement foncier avec exclusion d'emprise. La Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier devra choisir parmi ces possibilités :**

### 3.2.1 UN AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER AVEC INCLUSION DE L'EMPRISE

C'est un mode d'aménagement souvent utilisé pour ses qualités techniques, la concertation qu'il impose et la souplesse de sa procédure.

**Ce mode d'aménagement foncier s'appuie sur la volonté de limiter l'impact en répartissant le prélèvement que la future RN 102 va occasionner sur les propriétés et les exploitations sur un périmètre plus large que la route elle-même, afin d'éviter de pénaliser fortement un petit nombre de propriétaires. C'est ce que l'on appelle la mutualisation du prélèvement ou le partage de l'emprise.**

**Parallèlement à cette répartition collective du prélèvement, un aménagement foncier avec inclusion d'emprise permet de réparer l'impact de l'ouvrage en regroupant les parcelles (ce qui diminue voire annule les effets de coupure) et en réorganisant leur desserte (ce qui peut contribuer à annuler les rallongements de parcours constatés).**

**Il permet ainsi, tout en libérant l'emprise, de restituer à chaque exploitant et propriétaire, une exploitation et une propriété sensiblement équivalente à celle qu'il détenait avant le passage de l'ouvrage, déduction faite du prélèvement. La configuration idéale serait d'avoir un stock SAFER ou Etat qui couvre la totalité de l'emprise, ce qui porterait à zéro le prélèvement sur les propriétés et les exploitations.**

**Dans le cas d'un aménagement foncier avec inclusion d'emprise, les stocks constitués par la SAFER ou l'Etat doivent obligatoirement être affectés sous l'emprise.**

Ce mode d'aménagement reprend les principes de l'aménagement foncier agricole et forestier :

- Valoriser les propriétés en réorganisant le parcellaire pour en diminuer le morcellement et augmenter la superficie des îlots de propriété. Les moyennes que nous avons établies, d'après les données fournies par le cadastre, montrent que la taille des parcelles sur le périmètre étudié globalement est de 65 a 67 ca, alors qu'après aménagement foncier agricole et forestier, elle est souvent supérieure à 1 hectare, ce qui contribue à valoriser l'ensemble des propriétés.

- Réduire le nombre d'îlots d'exploitation en augmentant leur superficie : les moyennes que nous avons établies, d'après les relevés PAC fournis par les exploitants, montrent que sur le périmètre étudié, le nombre moyen d'ilots par exploitant est de 15.

- Restructurer les exploitations agricoles : l'âge moyen des exploitants est de 53,5 ans. 27 d'entre eux ont ou sont susceptibles d'avoir l'assurance d'une succession. En regroupant les parcelles exploitées, l'aménagement foncier agricole et forestier est une des solutions qui contribue à la reprise des exploitations par de jeunes agriculteurs.

- Créer si besoin des voies en fonction du nouveau parcellaire (pour éviter les rallongements de parcours) et améliorer le réseau de chemins qui nécessite, pour 7,2 km, un élargissement et un empierrement pour une meilleure desserte des parcelles, en propriété ou en exploitation.

**Ces principes ont pour objectif une amélioration des conditions d'exploitation pour les agriculteurs, une réorganisation foncière au niveau des propriétés souvent de petite taille et dispersées, et donc une diminution de l'impact de la future RN 102 sur les exploitations et les propriétés.**

Par ailleurs **la prise en compte de l'environnement est également essentielle dans le cadre de la réalisation d'un Aménagement Agricole et Forestier**. La CIAF devra respecter un certain nombre de prescriptions environnementales lors de l'élaboration du projet parcellaire qui seront éditées dans l'arrêté du conseil départemental ouvrant les opérations d'aménagement foncier agricole et forestier. Le projet parcellaire et les travaux connexes feront également l'objet d'une étude d'impacts sur l'environnement visant à contrôler le respect des prescriptions formulées dans l'arrêté préfectoral et à proposer si nécessaire des mesures compensatoires pour réduire les éventuels impacts négatifs.

### 3.2.2 UN AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER AVEC EXCLUSION DE L'EMPRISE

C'est un mode d'aménagement foncier qui, comme le précédent a pour but de réparer les impacts sur les propriétés, exploitations causés par le passage de la future RN 102.

Il s'appuie sur les mêmes principes de regroupement parcellaire et de restructuration de la voirie.

Cependant, la surface de l'emprise est exclue du périmètre à aménager. Le maître d'ouvrage doit acquérir les parcelles situées dans l'emprise de l'ouvrage, ce qui peut lui permettre d'en être rapidement propriétaire.

Il n'y a donc pas de mutualisation de l'impact et donc pas d'injustice ressentie par les propriétaires et exploitants non concernés par l'emprise.

La perte de surface n'est subie que par les propriétaires et exploitants qui ont des parcelles sous l'emprise. Afin de compenser cet impact brut et même s'il n'y a aucune obligation quant à la surface minimum que doit avoir le périmètre perturbé, ce dernier doit être suffisamment vaste pour faciliter les échanges et permettre un regroupement parcellaire capable de compenser les dommages de déstructurations foncières et agricoles subies.

De même, afin de compenser les impacts dus à l'ouvrage, les stocks SAFER, après avoir été transférés à l'Etat, peuvent être revendus aux propriétaires ou exploitants les plus pénalisés, ce qui leur permettra de conserver voire améliorer leurs conditions d'exploitation.

Techniquement, ces 2 solutions sont possibles et adaptées au contexte foncier agricole et environnemental des communes concernées par le passage de la future RN 102.

Cependant, il semblerait que le maître d'ouvrage (la DREAL), pour assurer une prise de possession rapide, directe, réelle, soit plus enclin à privilégier la solution d'un aménagement foncier avec exclusion d'emprise afin de mieux maitriser le planning des acquisitions de la future RN 102.

Toutefois, La Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier reste souveraine pour choisir l'un d'entre eux.

## 3.4 PERIMETRES PROPOSES

Ils sont le fruit des constats effectués sur les impacts de la future RN 102 au niveau des exploitations et des propriétés. Ils sont également le fruit des réflexions menées lors des rencontres avec les exploitants agricoles, les élus locaux et les membres du groupe de travail.

Ils excluent sur l'ensemble du territoire les zones urbanisées ou urbanisables et quelques parcelles boisées (il y a très peu de zones boisées sur le territoire étudié, de ce fait les règles sur les échanges de parcelles boisées ne s'appliqueront pas dans la mesure où elles seront réattribuées à leur propriétaire et bornées dans les limites initiales). Cependant, afin d'assurer une cohérence cadastrale, certaines parcelles bâties ont été incluses dans les périmètres proposés, ainsi que de rares parcelles de taillis ou de friches.

Sur le périmètre proposé initialement, les exclusions concernaient :

- Les zones urbaines des documents d'urbanisme des différentes communes concernées,
- Le secteur destiné au projet de zone logistique SYDEC sur la commune de Lempdes ainsi que les parcelles faisant l'objet de promesses de ventes à la SAFER dans l'emprise de la future RN 102.
- Un domaine clos de Murs, au lieu-dit « Barlières » sur la commune de Bournoncle-Saint-Pierre,
- Les secteurs avec très peu de propriétés ou d'exploitations agricoles impactées, sur les franges du périmètre notamment sur les communes de Cohade et Vergongheon.
- Les propriétés de la commune de Cohade situées sous l'emprise de la future RN 102.

Sur le périmètre proposé en complément, les exclusions portent sur :

- Les zones urbanisées et urbanisables des communes de Saint-Géron et Burnoncle-Saint-Pierre,
- Un étang à Saint-Géron, situé entre les villages de « Gizaguet » et « Gizac »,
- Une parcelle de bois (A 1599) au lieu-dit « Les Faisses » sur la commune de Saint-Géron, située en limite du périmètre non étudié,
- Les secteurs en limite du périmètre étudié, où il n'y a quasiment pas de propriétaires impactés et où il y a très peu agriculteurs impactés mais déjà regroupés. Sont ainsi concernés les lieux-dits « Le Combary », « Creux de Ceyde » et « Champ Binat »,
- Les secteurs en limite du périmètre étudié aux lieux-dits « Rioumartin », « Palleboeuf » et « Les Rouges », exploité par 2 agriculteurs impactés aux parcelles déjà regroupés, dont la configuration (petites parcelles étroites) ne permet pas d'échanges avec d'autres secteurs,
- La Carrière de Bournoncle-Saint-Pierre ainsi que 2 zones de friche à préserver pour la diversité écologique aux lieux-dits « La côte de Charlat » à l'Ouest de la carrière et « Bade Fouit » à l'Est de la carrière. Par ailleurs, la zone de « Trendon » située à l'Ouest de la carrière a également été exclue car elle ne comprend aucune propriété ou exploitation impactée.

Quelle que soit l'option choisie, la loi protège les propriétaires de ces terrains en leur garantissant une réattribution dans le cadre d'un aménagement foncier agricole et forestier. Ainsi selon l'article L 123-2 du code rural : « Les bâtiments, ainsi que les terrains qui en constituent des dépendances indispensables et immédiates, peuvent être inclus dans le périmètre de l'aménagement foncier agricole et forestier. Toutefois, à l'exception des bâtiments légers ou de peu de valeur qui ne sont que l'accessoire du fond, ainsi que leurs dépendances, ces bâtiments et terrains doivent**, sauf accord exprès de leur propriétaire**, être réattribués sans modification de limites ».

De même, ils obéissent aux règles de l'article R 123-34 qui stipule que lorsque l'emprise de l'ouvrage est exclue du périmètre d'aménagement foncier, les parcelles situées sur cette emprise sont acquises par le maître de l'ouvrage à l'amiable ou par voie d'expropriation, sans contribution des autres propriétaires des autres parcelles dans ce périmètre. Lorsqu'au contraire, il a été décidé que l'emprise de l'ouvrage linéaire serait prélevée sur les terrains compris à l'intérieur du périmètre d'aménagement foncier, ce dernier doit englober toutes les ou parties de parcelles situées à l'intérieur de l'emprise de l'ouvrage linéaire à la condition qu'elle ne soient pas soustraites à l'aménagement foncier par l'application des articles L 123-2 et L 123-3.

Ils prennent en compte l'ensemble des **stocks SAFER** existants sur le périmètre d'étude, afin qu'ils puissent être affectés, s'ils ne le sont pas déjà, sous l'emprise de la future RN 102.

Il existe un stock SAFER de 21 ha 08 a 68 ca et un stock de 3 ha 36 a 36 ca appartenant à l'Etat. Ces réserves foncières sont réparties de la façon suivante :

- Sur la commune de Bournoncle-Saint-Pierre le stock SAFER est de 20 ha 13 a 03 ca et le stock Etat est de 3 ha 17 a 24 ca.
- Sur la commune de Lempdes-Sur-Allagnon, le stock SAFER est de 95 a 65 ca et le stock Etat est de 19 a 12 ca.
- Sur la commune de Saint-Géron, il n'y a aucun stock SAFER ou Etat.
- Sur la commune de Vergongheon, il n'y a aucun stock SAFER ou Etat.

### 3.4.1 UN PERIMETRE PERTURBE LIE A UN AMENAGEMENT FONCIER AVEC INCLUSION D'EMPRISE

Dans le cas d'un AFAF lié à un ouvrage linéaire, le périmètre sur lequel s'effectue cet aménagement doit s'étendre sur une surface au moins égale à 20 fois celle de l'emprise afin que le prélèvement effectué sur les propriétés et exploitation ne dépasse pas 5%. Même si elle doit obéir à cette règle, la définition du contour du périmètre perturbé n'est pas toujours simple et à ce stade de l'étude, il est impossible sans un avant-projet sommaire de déterminer avec précisions quels seront les échanges entre propriétaires.

Le périmètre perturbé proposé lié au passage de la future RN 102 regroupe 2405 parcelles réparties en 1780 îlots de propriété pour 450 comptes de propriétés (dont 197 monoparcellaires) sur une surface de 1396 ha 59 a 72 ca cadastrée de 1447 ha 97 a 26 ca digitalisée.

Il comprend le périmètre proposé initialement et une partie du périmètre étudié en extension (ont été exclues les zones bâties, un étang, des zones en limite du périmètre étudié ainsi que la carrière).

4 communes sont concernées par ce périmètre défini comme perturbé :

| Commune | Nombre de Parcelles | Nombre de comptes | Surface cadastrée | Surface digitalisée |
|---|---|---|---|---|
| Vergongheon | 5 | 4 | 13 a 10 ca | 14 a 76 ca |
| Lempdes | 72 | 43 | 81 ha 48 a 31 ca | 81 ha 99 a 37 ca |
| Saint-Géron | 614 | 107 | 258ha 40 a 68 ca | 268 ha 98 a 78 ca |
| Bournoncle | 1714 | 358 | 1056 ha 57 a 63 ca | 1096 ha 84a 35 ca |
| Total | 2405 | 512 mais en réalité 450 car 62 en commun | 1396 ha 59 a 72 ca | 1447 ha 97 a 26 ca |

Rappelons que la répartition de l'emprise par commune est la suivante :

- La commune de Bournoncle-St-Pierre supporte 52 ha 56 a 93 ca d'emprise de la future RN 102.
- La commune de Saint-Géron supporte 4 ha 19 a 31 ca d'emprise de la future RN 102.
- La commune de Lempdes-Sur-Allagnon supporte 1 ha 87 a 76 ca d'emprise de la future RN 102.
- La commune de Vergongheon supporte 14 a 76 ca d'emprise de la future RN 102.

Ce périmètre perturbé comprend une grande partie des parcelles travaillées par les exploitations impactées et coupées ainsi qu'une majeure partie des parcelles appartenant aux comptes des propriétés impactées. Il comprend également les parcelles appartenant à la SAFER et à l'ETAT. En effet, **dans le cas d'un aménagement foncier avec inclusion d'emprise, les stocks constitués par la SAFER doivent obligatoirement être affectés sous l'emprise de l'ouvrage.**

**Compte tenu de la surface de l'emprise restant à couvrir (27 ha 50 a 71 ca), le prélèvement sur les propriétés et les exploitations serait de 2% sur une surface cadastrée et de 1,9% sur une surface digitalisée.** C'est le principe de la mutualisation de l'impact de l'ouvrage qui induit que, même les propriétés et exploitations non touchées par l'ouvrage (c'est-à-dire qu'elles n'ont pas de parcelles sous la future route) mais incluses dans le périmètre perturbé, participent à la répartition collective de l'impact. Cette mutualisation évite ainsi que les propriétaires et exploitants qui ont des parcelles sous le futur ouvrage soient durement impactés.

Le périmètre n'est pas essentiellement concentré le long de la future RN 102 mais s'étend plus largement autour du futur ouvrage, notamment sur les communes de Bournoncle-St-Pierre et Saint-Géron pour les raisons suivantes : Beaucoup d'exploitants agricoles impactés ont de nombreuses parcelles disséminées sur ces deux communes. Par ailleurs, ils ont déjà subi des dommages avec le passage de l'autoroute A 75, qui seront accentués par celui de la future RN 102 (perte de surface supplémentaire et nouvel effet de coupure). Afin d'y remédier, il serait souhaitable qu'ils puissent sur le reste de leur exploitation, regrouper leur parcelles, ce qui compenserait les dommages subis. Cela implique donc d'effectuer un aménagement sur un territoire suffisamment étendu pour que ce regroupement parcellaire puisse être efficace et contribue à améliorer les conditions d'exploitation.

Au total, sur les 25 exploitations impactées ou coupées, 16 impactées et coupées sont dans ce périmètre. Il s'agit des exploitations n° 40-50-70-80-90-120-130-140-350-370-380-400-490-520-560-600 . Parmi elles :

- 11 ont des parcelles drainées coupées par la future RN 102. Il s'agit des exploitations n°70-80-90-130-140-200-340-350-370-380-490.
- 3 ont des parcelles irriguées coupées par la future RN 102. Il s'agit des exploitations n°40-120-350.
- 1 a des parcelles irriguées et drainées coupées par le futur ouvrage. Il s'agit de l'exploitation n°350.

Il est à souligner que, parmi les 50 exploitations recensées sur le périmètre perturbé, 3 pratiquent une agriculture biologique. Il s'agit des exploitations n°100-140-150 (Voir carte page 39). Leurs surfaces ne sont pas identiques, puisque :

- L'exploitation n° 100, dont le siège est à Bournoncle-Saint-Pierre, exploite 16 hectares environ en agriculture biologique sur les communes de Bournoncle-Saint-Pierre et Saint-Géron.

- L'exploitation n°140, dont le siège est à Bournoncle-Saint-Pierre, exploite sur le périmètre proposé 111 hectares environ en agriculture biologique.

- L'exploitation n°150, dont le siège est à Cohade, exploite 2 hectares environ en agriculture biologique. Cependant, les parcelles concernées sont principalement situées sous l'emprise de la future RN 102.

Malgré ces différences et le fait que tous ne soient pas impactés (l'exploitant n°100 ne l'est pas), des échanges seront possibles notamment entre les exploitations n°100 et 140 qui ont des parcelles disséminées sur l'ensemble du territoire, jusqu'aux extrémités Sud du périmètre proposé, sur la commune de Bournoncle-Saint-Pierre. Cela permettrait ainsi pour chacun d'eux, de procéder à un regroupement parcellaire partiel (puisque leurs surfaces ne sont pas équivalentes) sans remettre en cause leur label.

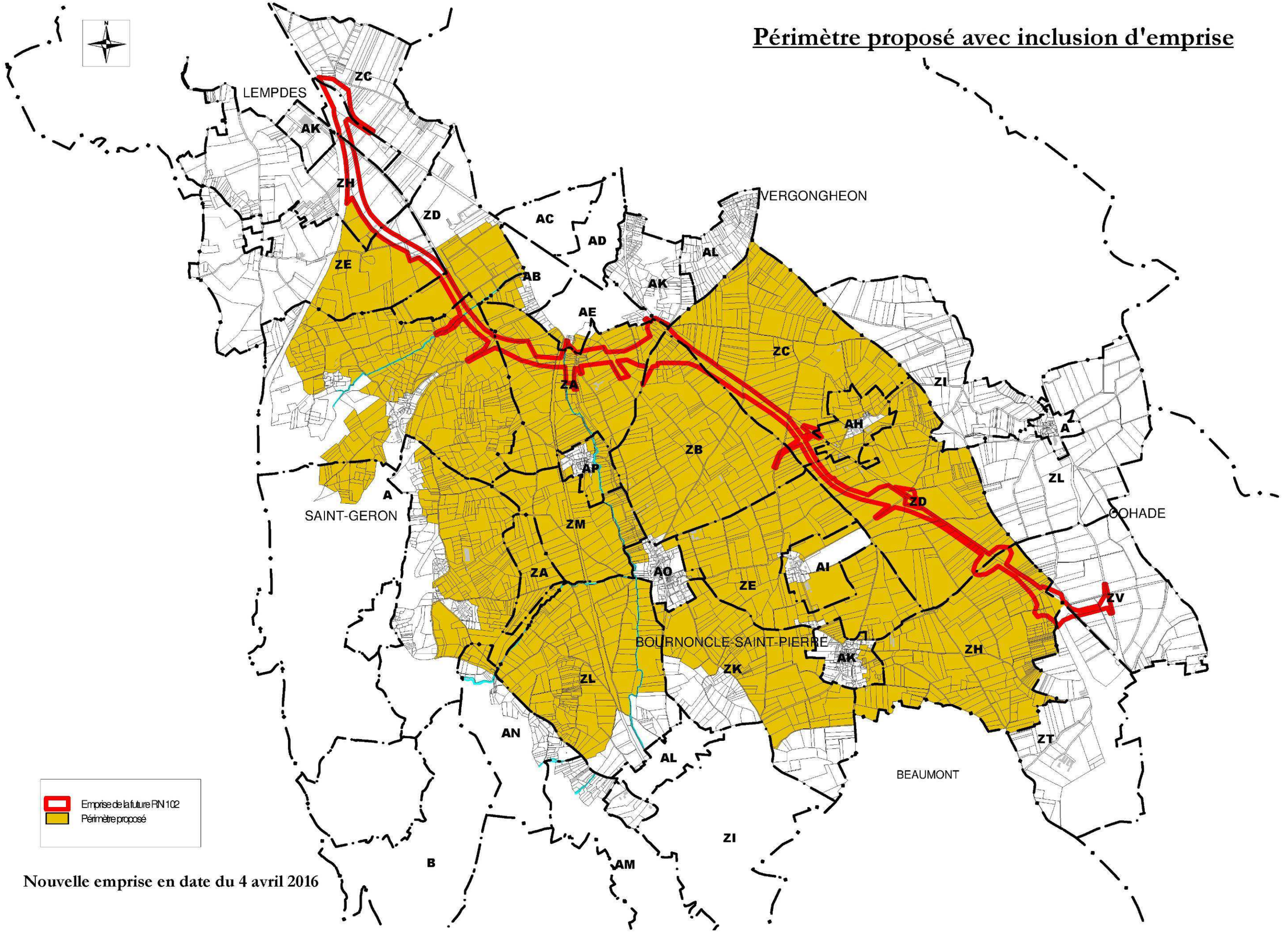
La réglementation sur l'aménagement foncier concernant l'agriculture biologique est régie par l'article **L 123-4 du code rural et de la pêche maritime** sur le paiement d'une soulte, selon lequel : « Chaque propriétaire doit recevoir, par la nouvelle distribution, une superficie globale, équivalente, en valeur de productivité réelle, à celle des terrains qu'il a apportés, déduction faite de la surface nécessaire aux ouvrages collectifs mentionnés à l'article L 123-8 et compte tenu des servitudes maintenues ou créée.

Tout propriétaire de parcelle ayant fait l'objet d'une certification en agriculture biologique conformément aux articles 27 et 28 du règlement (CE) n°834/2007 du conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n°2092/91 ou en cours de conversion depuis au moins un an est prioritaire pour l'attribution nouvelle d'une superficie équivalente de terrains ayant fait l'objet d'une même certification.

Le paiement d'une soulte en espèces est autorisé lorsqu'il y a lieu d'indemniser le propriétaire du terrain cédé des plus-values transitoires qui s'y trouvent incorporées et qui sont définies par la commission. Le montant de la soulte n'est versé directement au bénéficiaire que si l'immeuble qu'il cède est libre de toute charge réelle, à l'exception des servitudes maintenues. La dépense engagée par le Département au titre de l'AFAF de la commune, comprend, dans la limite de 1% de cette dépense, les soultes ainsi définies ».

Selon l'article **D 123-8-2 du code rural et de la pêche maritime**, « le montant de la soulte est fixé par référence à la superficie de la parcelle d'apport et du type de production réalisé sur celle-ci. La soulte prend en compte notamment la perte des aides accordées au titre de l'agriculture biologique. Le versement de la soulte au bénéficiaire est assuré par le conseil départemental sur décision des commissions d'aménagement foncier, au plus tard dans les 2 mois suivant le transfert de propriété résultant de la clôture des opérations. »

# Périmètre proposé avec inclusion d'emprise




**Nouvelle emprise en date du 4 avril 2016**



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

Dans la pratique, les échanges de parcelles cultivées en agriculture biologique obéissent aux règles suivantes :

- Echange avec des pâtures non « bio » : dans ce cas, il n'y a pas d'indemnité compensatoire ni d'années de carences.

- Echange avec du fourrage non « bio » : dans ce cas, seuls 20 % de la ration peuvent être utilisés pour nourrir les bêtes. 80 % sont donc rachetés, ce qui génère une indemnité compensatoire pendant 2 ans (délai de carence).

- Echanges avec des céréales non « bio » : dans ce cas, le terre est bloquée (délai de carence) pendant 2 ans après arrachage, ce qui génère des indemnités de perte de récolte.

Dans le cas où une exploitation en agriculture biologique voit sa surface remise en cause à plus de 20%, cela engendre la perte de son label.

Cependant, les parcelles peuvent aussi rester là où elles sont si techniquement il n'est pas possible de les « bouger » ; Aménagement Foncier Agricole et Forestier ne veut pas dire systématiquement déplacement de parcelles. Ce sera certainement le cas pour l'exploitant 140 qui a des parcelles dispersées sur l'ensemble du territoire. Ne pas l'inclure aurait conduit à présenter un périmètre à multiples trous et à exclure des propriétaires, dont il est locataire, qui ont par ailleurs des parcelles impactées par la future RN 102.

Au niveau des propriétés, le périmètre perturbé proposé comprend également les 101 comptes de propriétés impactées dont 48 sont monoparcellaires.

### 3.4.2 UN PERIMETRE PERTURBE LIE A UN AMENAGEMENT FONCIER AVEC EXCLUSION D'EMPRISE

Dans ce cas de figure, aucune règle ne s'impose quant à la surface que doit avoir un périmètre lié à un AFAF avec exclusion d'emprise, ce qui rend souvent complexe sa délimitation.

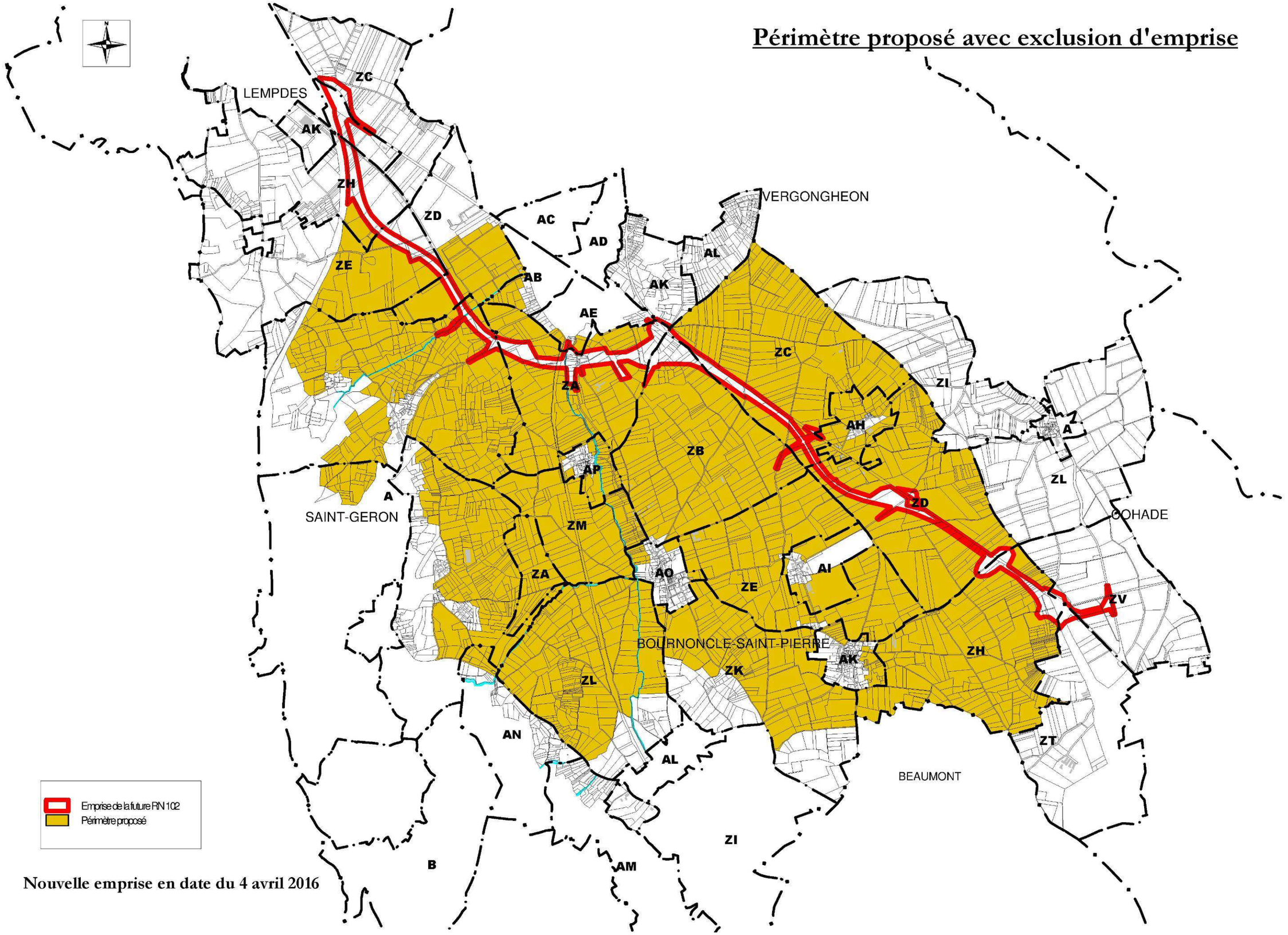
Cependant, partant des mêmes constats faits sur les exploitations et les propriétés perturbées, le périmètre proposé ici est le même que celui présenté précédemment, à la surface de l'emprise près (ce qui de fait exclu la commune de Vergongheon). Il englobe aussi les stocks SAFER.

Ce périmètre regroupe 2335 parcelles réparties en 1731 îlots de propriété pour 437comptes de propriétés (dont 192 monoparcellaires) sur une surface cadastrée de 1343 ha 55 a 20 ca et une surface digitalisée de 1388 ha 23 a 37 ca qui se décompose de la façon suivante :

| Commune | Surface cadastrée | Surface digitalisée |
|---|---|---|
| Lempdes | 80 ha 10 a 37 ca | 80 ha 62 a 53 ca |
| Saint-Géron | 254 ha 78 a 14 ca | 264 ha 87 a 68 ca |
| Bournoncle | 1008 ha 66 a 69 ca | 1042 ha 73 a 76 ca |
| Total | 1343 ha 55 a 20 ca | 1388 ha 23 a 37 ca |

Il concerne les mêmes exploitations et propriétés touchées par la route que le précédent périmètre proposé.

# Périmètre proposé avec exclusion d'emprise

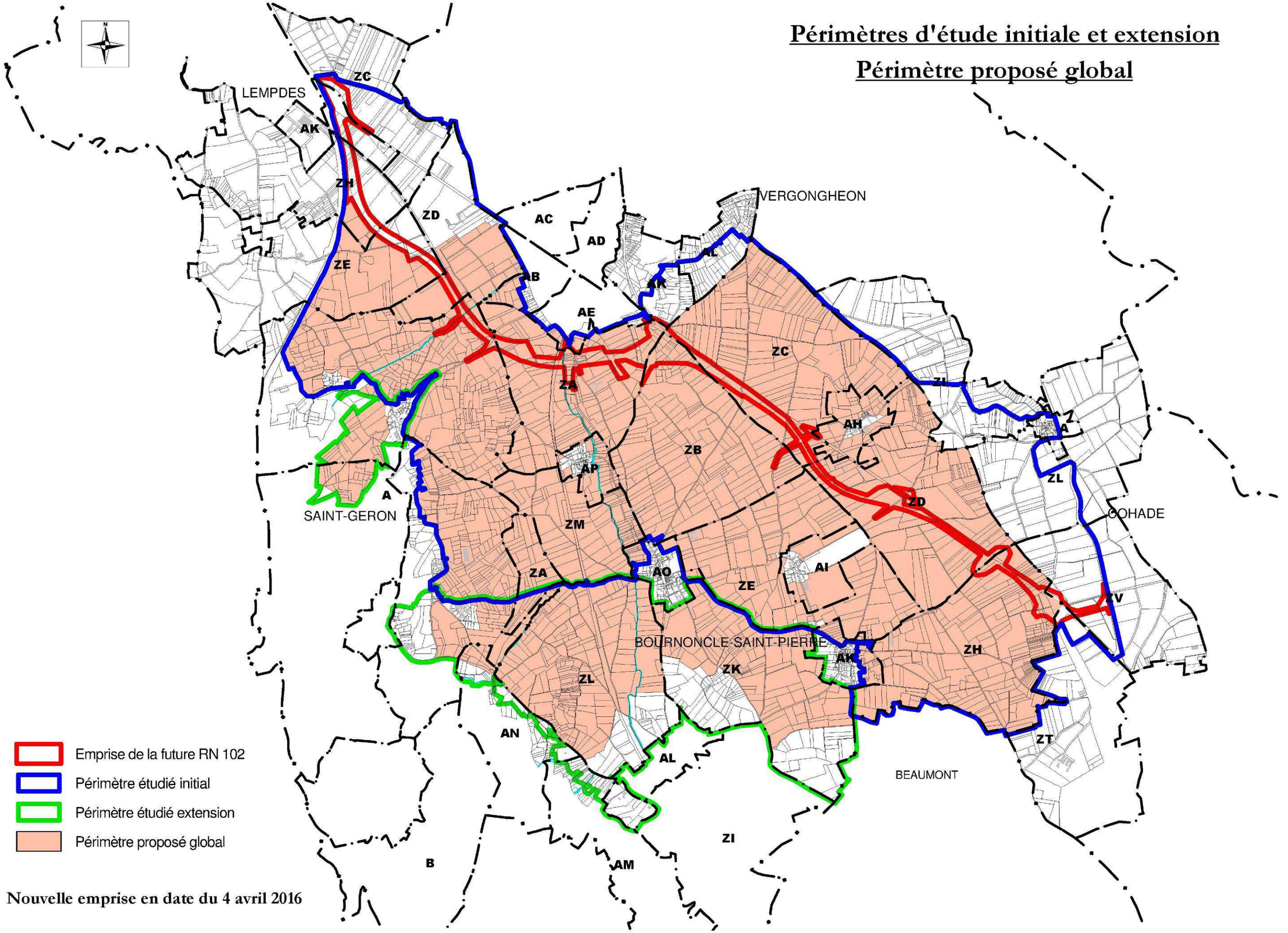



**Nouvelle emprise en date du 4 avril 2016**



Haute-Loire le DÉPARTEMENT

# Périmètres d'étude initiale et extension
# Périmètre proposé global

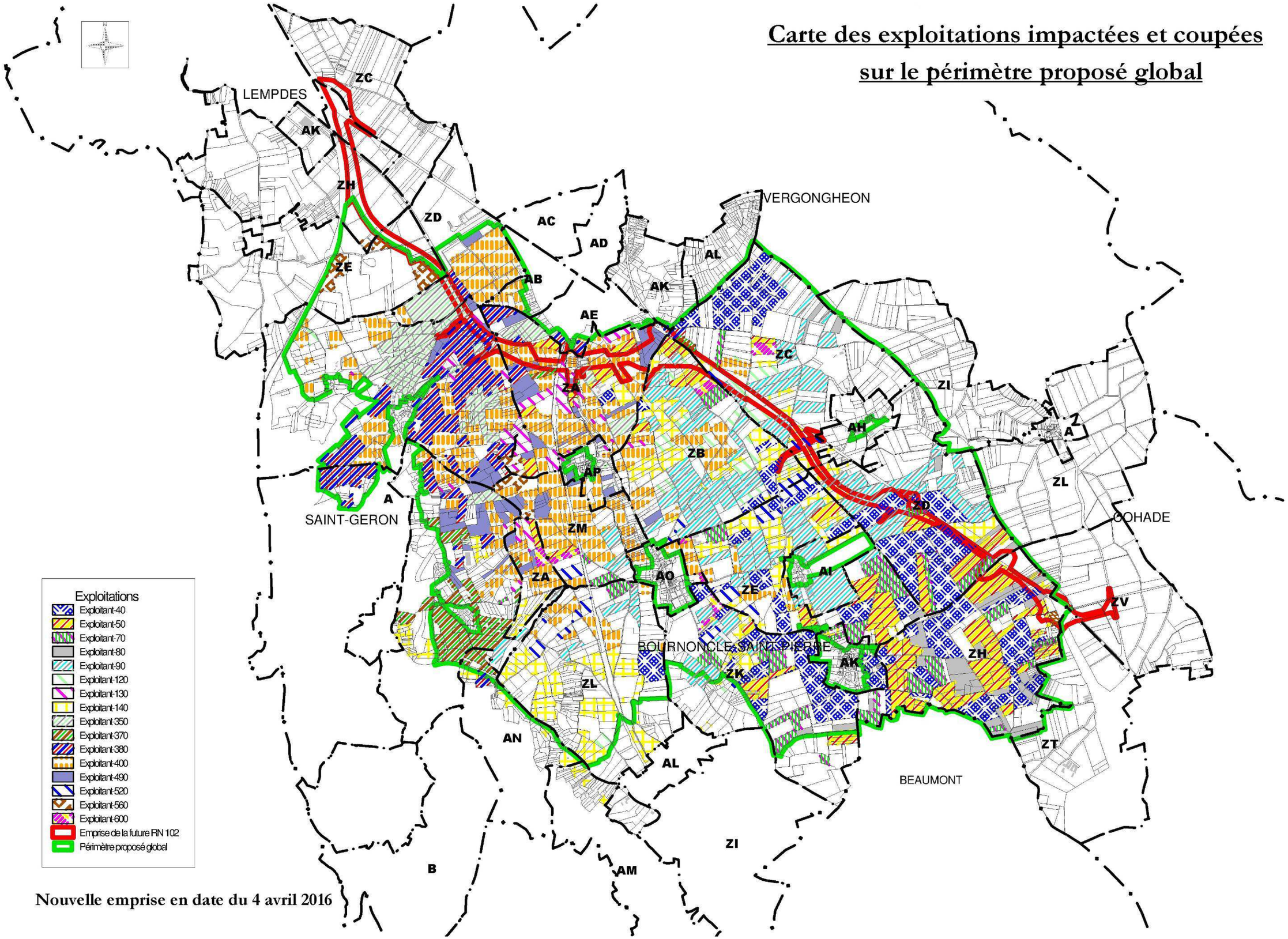



**Nouvelle emprise en date du 4 avril 2016**



Haute-Loire le DÉPARTEMENT

# Carte des exploitations impactées et coupées sur le périmètre proposé global

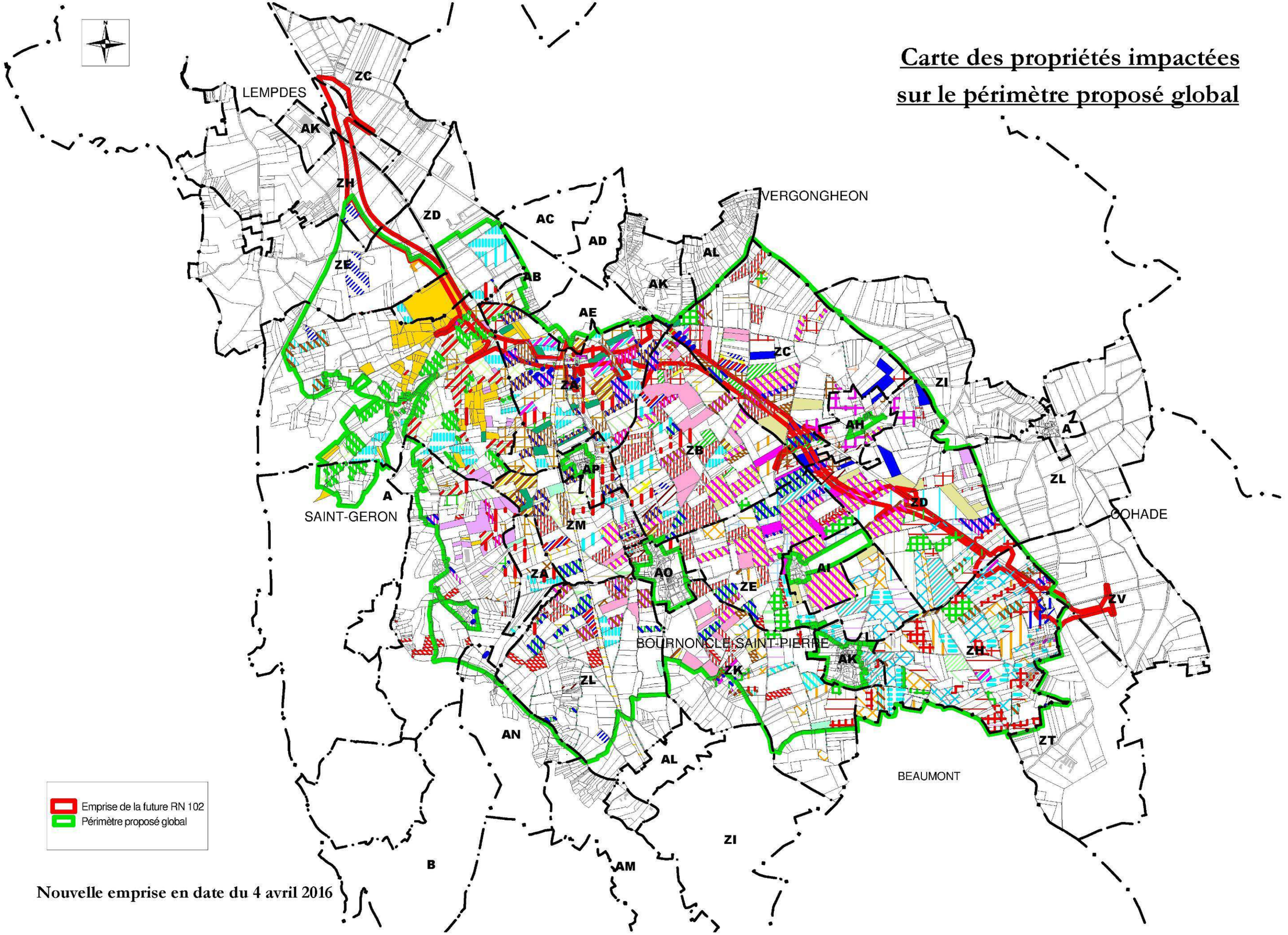



**Nouvelle emprise en date du 4 avril 2016**



Haute-Loire
le DÉPARTEMENT

# Carte des propriétés impactées sur le périmètre proposé global




**Nouvelle emprise en date du 4 avril 2016**



Haute-Loire le DÉPARTEMENT

## 3.5 Impacts potentiels de l'aménagement foncier – Autres communes concernées

Conformément à l'article R 121-20-1 du code rural et de la pêche maritime, il est nécessaire de citer les communes, non incluses dans le périmètre d'aménagement foncier proposé, et sur lesquelles les travaux connexes envisagés sont susceptibles d'avoir un effet notable en ce qui concerne les eaux (vie aquatique, qualité, régime d'écoulement), les sites classés et inscrits, et les sites Natura 2000.
La partie qui suit est destinée à évaluer les impacts potentiels de l'aménagement foncier proposé sur ces différents éléments.

### 3.5.1 Sites inscrits ou classés

**Il n'y a aucun site inscrit ou classé sur l'ensemble de la zone d'étudiée ou à proximité** (pas de covisibilité possible). Il n'y a donc pas d'incidence possible.

### 3.5.2 Sites Natura 2000

**Aucun site Natura 2000 n'est présent dans le périmètre proposé. Il n'y a donc pas d'incidence directe possible.**

L'aménagement foncier pourra avoir des incidences potentielles indirectes sur les sites Natura 2000 localisés à proximité ou en aval hydraulique du périmètre proposé :

- sur la qualité des habitats aquatiques et donc sur les espèces les peuplant (Allier et Alagnon).
- sur les espèces susceptibles de ponctuellement fréquenter le territoire, ici les chiroptères et les oiseaux à fort pouvoir de déplacement.

Les prescriptions environnementales proposées dans le cadre de ce rapport (voir chapitre suivant) et qui seront fixées par une arrêté préfectoral dans le cadre de l'aménagement foncier agricole et forestier permettront au projet d'être sans incidence écologique significative sur les cours d'eau et les végétation bocagère.
Le projet n'aura pas non plus d'impact sur les espèces justifiant les classements Natura 2000 (Saumon, Loutre, Orchidées,...) ni sur les habitats de ces espèces.

Ainsi, le projet sera sans incidence significative sur l'état de conservation des sites Natura 2000.

### 3.5.3 Hydrologie

#### Impact quantitatif

Les pratiques agricoles étant déjà assez intensives ici et les éventuels futurs travaux hydrauliques limités par les recommandations environnementales liées à l'aménagement, les conditions de ruissellement en période pluvieuse ne devraient pas être modifiées de façon significative.

Les risques d'engendrer un impact quantitatif sensible sont donc faibles.

Étant donné les pratiques agricoles intensives pratiquées localement, l'aménagement foncier ne devrait pas entraîner une modification significative de l'occupation du sol (vastes îlots en cultures). Les secteurs les moins fertiles des versants et coteaux devraient rester en pâtures.
Il faudra toutefois porter une attention particulière aux coteaux de St-Géron : un élargissement du maillage bocager actuel et la suppression de certains talus pourraient entraîner des modifications localisées des conditions d'écoulement en période pluvieuse.

En l'absence d'intervention directe sur les cours d'eau principaux, et dans le cadre d'une restructuration parcellaire respectueuse des limites naturelles identifiées « à préserver », l'aménagement foncier n'aura pas d'impact significatif sur le régime d'écoulement actuel des petits affluents.
La prise en compte rigoureuse des limites naturelles à rôle hydraulique dominant reste impérative sur les coteaux.

Cependant, plusieurs des réseaux de drainage sont touchés par le projet routier et plusieurs hectares de terrains qui seraient actuellement drainés vont disparaître dans l'emprise du projet. Les exploitants agricoles souhaitent donc **la remise en état fonctionnel des réseaux de drainage et la réalisation de nouveaux drainages** permettant de compenser les surfaces perdues. La réalisation de ce type de travaux pourrait se faire dans le cadre de travaux connexes mais sera soumise à autorisation ou à déclaration suivant la surface et le type de terrain drainé. Il est donc impossible à ce stade de l'étude de préjuger des impacts de ces travaux.

*Rappel de la règlementation en vigueur au titre de la loi sur l'eau (article R 214-1 du Code de l'Environnement) et notamment :*
*Rubrique 3.3.1.0. Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :*
*1° Supérieure ou égale à 1 ha : Autorisation*
*2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha : Déclaration.*
*Sachant que la disposition 8-B2 du SGAGE Loire-Bretagne doit être respectée : à défaut d'alternative avérée, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir, dans le même bassin versant, la recréation ou la restauration de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la qualité de la biodiversité. A défaut, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface supprimée. La gestion et l'entretien de ces zones humides doivent être garantis à long terme.*

*Rubrique 3.3.2.0. Réalisation de réseaux de drainage permettant le drainage d'une superficie :*
*1° Supérieure ou égale à 100 ha : Autorisation*
*2° Supérieure à 20 ha mais inférieure à 100 ha : Déclaration.*

#### Impacts qualitatif et piscicole

Sur l'ensemble de la zone étudiée, la qualité des eaux est considérée comme moyenne à mauvaise du

fait d'une pollution diffuse d'origine domestique et agricole.
Même si les ripisylves sont bien présentes, le peuplement piscicole est quasiment inexistant.

En fonction des recommandations édictées dans la partie précédente (pas d'intervention sur cours d'eau, préservation des zones humides, de la ripisylve, des limites à rôle hydrologique...), l'aménagement foncier n'aura pas d'impact qualitatif et piscicole significatif.

- **Impact sur les zones bâties et la voirie**

Le contexte est localement sensible sur la Leuge avec ses affluents et le ruisseau d'Ouillandre puisqu'ils traversent des zones bâties ou s'écoulent à proximité.
Ces cours d'eau franchissent à quelques reprises les voiries communales et départementales.

Dans le périmètre d'aménagement proposé, les pentes sont modérées et les conditions d'exploitation déjà intensives, ce qui limitera considérablement l'ampleur des travaux connexes et les éventuels risques de modification du régime d'écoulement.

En l'absence de modification du régime d'écoulement des cours d'eau, l'aménagement foncier n'aura pas d'impact sur les zones bâties proches de la Leuge et du ruisseau d'Ouillandre.

- **Bilan**

Seules l**es communes situées à l'aval hydrologique immédiat du périmètre proposé** pourraient être concernées par une éventuelle modification des régimes d'écoulement des cours d'eau suite à un aménagement foncier.
Pour le bassin versant de la Leuge, **il s'agit ici de la commune de Vergongheon.**
Pour le bassin versant de la Vendage, **il s'agit ici de la commune de Cohade.**
Nous rappelons qu'un Plan de prévention des risques d'inondation (PPRi) est approuvé sur ces communes ; ce qui rend le contexte particulièrement sensible.
Si les recommandations édictées précédemment (pas de recalibrage ou de rectification sur les cours d'eau, préservation des zones humides, des haies et maintien de talus pour limiter les débits ruisselés en période pluvieuse) sont respectées, le risque de modifier le régime d'écoulement des cours d'eau en aval immédiat du périmètre proposé reste très limité.

Un aménagement foncier ne devrait donc pas avoir d'incidence significative à l'échelle des bassins versants concernés dans le périmètre s'il respecte les recommandations environnementales proposées dans le tableau présenté en fin de rapport. Cependant, l'impact des travaux concernant les demandes de création de réseaux drainage reste difficile à apprécier et sera à étudier précisément en fonction de leur localisation et de leur ampleur.

**Les communes de Cohade et de Vergongheon** sont directement concernées par une procédure d'aménagement foncier dans le périmètre proposé sur les communes de Bournoncle-Saint-Pierre, Saint-Géron et Lempdes-sur-Allagnon.

## 3.6 Recommandations environnementales

***Plan parcellaire : sensibilités environnementales et prescriptions***
La zone d'étude comprend plusieurs milieux sensibles (cours d'eau et zones humides, boisements de feuillus, haies) qui doivent faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre d'une procédure d'aménagement foncier.

Ces sensibilités ne s'opposent pas à la mise en place d'une procédure d'aménagement foncier et les travaux connexes associés peuvent être un moyen de mettre en valeur certains éléments sur le territoire.

Des prescriptions seront cependant à respecter et des recommandations doivent être prises en compte, conformément à l'article. R. 121-20 du code rural et de la pêche maritime, pour la prévention des risques, la préservation des ressources en eau (mares et autres points d'eau, cours d'eau, zones humides), des milieux naturels (espèces et habitats spécifiques), du « bocage », des paysages ou du patrimoine, ou l'amélioration de l'environnement (plantations de haies, mise en valeur de sites...).

L'ensemble des recommandations a été rassemblé dans un tableau présenté à la fin du chapitre. Il distingue les recommandations impératives (issues généralement de la réglementation actuellement en vigueur), les recommandations souhaitables ainsi que les mesures d'amélioration envisageables en fonction des possibilités de financement.
Le plan parcellaire des sensibilités environnementales et des prescriptions permet de localiser les principales sensibilités et les recommandations qui en découlent.

Si une procédure d'aménagement foncier se met en place, le projet parcellaire et les programmes de travaux connexes seront soumis à une étude d'impact veillant au respect de ces prescriptions environnementales fixées par un arrêté préfectoral.

### 3.6.1 Hydrologie

Les interventions sur les cours d'eau et limites naturelles à rôle hydraulique sont réglementées et soumises à autorisation au titre de l'article R 214-1 du code de l'environnement :
« *Les travaux décidés par la commission d'aménagement foncier comprenant des travaux tels que l'arrachage des haies, l'arasement des talus, le comblement des fossés, la protection des sols, l'écoulement des eaux nuisibles, les retenues et la distribution des eaux utiles, la rectification, la régularisation et le curage des cours d'eau non domaniaux" sont soumis à autorisation (rubrique 5.2.3.0)*. »

Les impacts d'un aménagement foncier sur le réseau hydrographique (qualité des eaux et régime d'écoulement) résultent généralement d'une modification des pratiques culturales suite à une amélioration du parcellaire et des dessertes à laquelle s'ajoutent les travaux d'assainissement raisonnés (création de fossés).

L'intensification des pratiques agricoles et les aménagements hydrauliques peuvent entraîner :
- une augmentation du coefficient de ruissellement à l'échelle du bassin versant et donc des débits de crue à l'aval,
- une diminution des écoulements en étiage (moins de stockage d'eau dans le sol). L'impact concerne alors le régime d'écoulement des eaux,
- une augmentation du lessivage des sols en surface et donc une dégradation des potentialités des cours d'eau par pollution diffuse (les eaux turbides se chargeant en fertilisants) et par colmatage progressif du lit.

On s'attachera donc à respecter les recommandations détaillées ci-après.

### A - Prise en compte du SDAGE Loire-Bretagne, du SAGE Allier aval et de la DCE

Le projet d'aménagement foncier ne doit pas aller à l'encontre des orientations du SDAGE Loire-Bretagne, du projet de SAGE Allier aval (préservation des zones humides notamment) et devra contribuer à l'atteinte de l'objectif de bon état écologique. L'aménagement foncier et ses travaux connexes pourraient par exemple faciliter l'amélioration de la biodiversité en réservant des emprises collectives pour des plantations de haies.

### B- Recommandations environnementales

Cours d'eau

La sensibilité hydrologique de la zone d'étude est peu marquée mais réelle (ruissellements, débordements). Ceci justifie que l'on interdise toute intervention pouvant engendrer une modification des conditions d'écoulement et une dégradation de la qualité de l'eau, notamment **le recalibrage et la rectification des cours d'eau.**

Les interventions ponctuelles sur les cours d'eau qui apparaîtront nécessaires à la Commission d'Aménagement Foncier dans le cadre des travaux connexes seront soumises à l'avis de la D.D.T. (Police de l'Eau). Il s'agira d'actions limitées aux parcelles où un problème a été clairement identifié, comme l'aménagement de points d'eau, de gués. Les curages, uniquement sur les fossés, seront limités en profondeur.

On veillera également à conserver des conditions d'exploitation extensive au niveau des parcelles riveraines.

Zones humides

Sur le territoire d'étude, les zones humides présentent des enjeux à sauvegarder (rôle pour la faune : amphibiens et insectes, rôle tampon vis-à-vis des pollutions, pour l'écoulement des eaux...).

**En cas d'aménagement foncier, les zones humides réglementaires seront préservées.**

Seul le rétablissement des continuités hydrauliques nécessaires au bon écoulement des eaux de ruissellement et des drainages existants impactés par le tracé de la future RN 102 pourra être envisagé (remise en état des fossés ou d'exutoire existants dans le cadre de travaux de voirie par exemple).

Limites naturelles à rôle hydraulique dominant

Une prise en compte rigoureuse des limites naturelles à rôle hydraulique dominant sera nécessaire, notamment en calant les nouvelles limites de parcelles sur ces éléments à préserver en priorité (localisation sur le plan des sensibilités environnementales et des recommandations).

Les haies ainsi répertoriées et les talus limitant l'érosion des versants ne seront pas supprimés sans l'avis du chargé d'étude d'impact.

La Commission Communale d'Aménagement Foncier s'engagera, le cas échéant, à mettre en place des mesures compensatoires (plantations).

Les ripisylves devront être préservées impérativement, hors aménagements ponctuels (trouée pour traverser le ruisseau par exemple). Leur rôle est en effet multiple :

- filtre biologique, épurateur piégeant en particulier les nitrates,
- protection du cours d'eau et des berges lors des épisodes météorologiques marqués (pluies violentes entraînant des érosions, ensoleillement important provoquant un réchauffement des eaux),
- nourriture et abri pour la faune aquatique et les oiseaux,
- support de ponte et de fraie pour les invertébrés et les poissons.

Des plantations seront également envisagées sur les parties dénudées des cours d'eau.

## 3.6.2 Milieu naturel

La couverture végétale "naturelle" est limitée et assez localisée puisqu'elle couvre moins d'un quart du périmètre proposé. Ces milieux naturels sont localement plus diversifiés sur les versants et les coteaux (pâturages extensifs, friches, haies). La diversité de la couverture végétale est favorable à la faune sauvage et notamment au gibier, d'où une pression de chasse soutenue.

Le maillage bocager est lâche et **le réseau de haies et d'alignements d'arbres à rôle important qui représente un linéaire de 15 km environ** (essentiellement constitué de ripisylve) **doit être conservé et renforcé.**

Les multiples rôles des haies ont été évoqués précédemment : rôle anti-érosion et vis-à-vis de la circulation de l'eau, rôle brise-vent, rôle biologique (diversité floristique, gîte et nourriture pour la faune) et rôle paysager.

La continuité du maillage est aussi essentielle puisque qu'il constitue, à l'échelle parcellaire, de véritables corridors écologiques.

### A- Les haies et les arbres

Pour maintenir l'intérêt global du milieu naturel, de la faune et de la flore, il convient **de conserver un découpage parcellaire de taille raisonnable calé sur le réseau de haies existant.**
Globalement, le critère principal sera donc de renforcer **la continuité du maillage et sa cohérence**.
Les cartes parcellaires indiquent les priorités affectées aux diverses haies en fonction de leur importance et de leur qualité relatives. **Les haies individualisées (biologie, paysage...) seront préservées impérativement pour le calage du nouveau parcellaire**. Les autres pourront pour partie être éliminées selon les besoins de la réorganisation foncière, mais avec un souci de préservation maximale d'un réseau cohérent de haies.

Les interventions sur les chemins se feront également dans le souci de préserver la végétation existante.
En tout état de cause, il est important que chacun prenne conscience des rôles multiples des haies et que la réorganisation des terrains pouvant placer certaines haies à l'intérieur des parcelles n'implique pas leur abattage systématique. Les conséquences de leur disparition sur le paysage, l'écoulement des eaux et la vie sauvage sont trop importantes pour être négligées.
La possibilité de mettre en place une bourse d'échange d'arbres, parallèlement aux échanges de parcelles dans le cadre de l'aménagement foncier, devra être proposée aux propriétaires pour préserver au mieux les arbres isolés ou alignés.

### B - Les plantations souhaitables

Des plantations de haies en bordure de fossés ou de voirie, sur la quasi totalité du territoire agricole, sont à prendre en compte.
**L'orientation du réseau principal de brise-vent doit être perpendiculaire aux vents dominants qui suivent l'axe de la vallée de l'Allier.**
Le maillage devra cependant être fermé pour éviter les effets de soufflerie. Le positionnement perpendiculaire à la plus forte pente est aussi à rechercher pour limiter les ruissellements et les risques d'érosion sur les versants.
On évitera de mettre en place des haies libres et hautes dans les zones de vue à préserver.
Les essences à employer sont celles adaptées aux conditions particulières de sol et de climat. Il est donc préférable de retenir, parmi elles, celles existant naturellement dans le secteur.
Notamment, le Robinier faux acacias, arbre exotique et invasif, sera proscrit dans les plantations de haies.

### C - Les boisements

Les boisements sont généralement situés dans les secteurs les plus pentus où les terrains sont les moins fertiles. Ils contribuent à maintenir les sols, dans ces secteurs plus sensibles aux ruissellements. Ils sont quasiment absents sur les terrains plus plats et aptes à être cultivés.
Dans le cas où des défrichements seraient demandés et effectivement nécessaires, on veillera à compenser ces travaux par des plantations de feuillus, les plus intéressants au niveau du paysage et les plus riches en terme de diversité biologique potentielle.

## 3.6.3 Paysage, tourisme et patrimoine

La richesse paysagère de la zone d'étude reste limitée à la trame végétale des cours d'eau et aux arbres isolées ou alignés qui sont les principaux éléments structurants.
Le paysage agricole est très ouvert alors que les coteaux de St-Géron ou le vallon d'Ouillandre offrent un paysage plus varié et cloisonné.
Les enjeux paysagers ne sont donc pas négligeables et les recommandations à prendre en compte dans le cadre du réaménagement des parcelles intéressent les éléments du paysage suivants.

### A - La trame végétale

Si une procédure d'aménagement foncier est envisagée, il apparaît comme possible de préserver sur le secteur d'étude la plupart des haies existantes globalement compatible avec un découpage rationnel du parcellaire. Toutefois, on se basera sur la cartographie cadastrale fournie avec ce rapport pour définir les priorités en matière de choix des éléments à préserver.
Il est rappelé en tout état de cause que si une décision en faveur d'un aménagement foncier était prise, l'ensemble des plantations arborées peut faire l'objet d'une mesure de protection réglementaire. Ainsi, dès lancement de la procédure, l'abattage des haies et arbres isolés en particulier peut être limité aux besoins des propriétaires pour leur chauffage. Les abattages devront donc faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable qui sera traitée au cas par cas. Cela vaudra pour l'ensemble des arbres et des haies, quel que soit le classement dont elles ont été affectées.
Le maintien de la qualité et de l'attrait qu'exerce le paysage sur le cadre de vie et les activités touristiques en particulier impose la préservation du maximum de haies.
Les haies non affectées de rôles spécifiques ne seront pas forcément sacrifiées pour autant et, quel que soit le résultat d'une restructuration foncière, les nouveaux propriétaires des parcelles comprenant des haies en leur sein auront souvent tout intérêt à les préserver (en fonction des pratiques culturales envisagées après restructuration).
Les travaux connexes pourront être l'occasion de replanter des haies, par exemple en prolongement de haies existantes ou pour intégrer du bâti agricole (écrans de végétation).
Pour conserver une perméabilité visuelle suffisante vers les points d'appel visuel, on évitera cependant de remettre en place des haies libres dans les zones de vue à préserver.

### B - La voirie et les chemins

L'aménagement foncier s'accompagne de travaux de desserte : création de nouveaux chemins, suppression ou élargissement d'anciens. Ces travaux sont nécessaires pour préserver au mieux les cheminements agricoles : il est important que toutes les parcelles soient désenclavées, et que les machines agricoles puissent y accéder sans encombre.
Afin de limiter les impacts négatifs, il faut éviter les rectifications abusives et les destructions inutiles de haies bordières ou des arbres :

- l'élargissement et la rectification ne sont pas systématiquement nécessaires, ils devront être adaptés au cas par cas à l'usage agricole réel. Partout où la vocation des terrains est le pâturage, il est inutile de prévoir des chemins pour du gros matériel...

- lorsque des élargissements sont utiles, ils peuvent souvent être réalisés d'un seul côté pour préserver la végétation présente.

En fonction de la sensibilité hydrologique et de la topographie, **on évitera la création systématique d'un fossé le long des nouvelles voiries en privilégiant un chemin en dévers ou bombé**. Des linéaires importants de création de fossés peuvent en effet jouer un rôle non négligeable au niveau de la qualité de l'eau et provoquer des augmentations localisées des ruissellements et un risque d'érosion.

## C- Le patrimoine historique et culturel

L'Église de Bournoncle-St-Pierre en tant que Monument historique bénéficie d'un périmètre de protection de 500 m de rayon qui couvre une petite partie du périmètre d'aménagement proposé.
Les autres sites patrimoniaux sont représentés par quelques éléments du bâti ancien, de petits édifices souvent à caractère religieux et de sites archéologiques.
Par ailleurs, des circuits de chemins balisés et inscrits au Plan départemental des itinéraires de randonnée (PDIPR) sillonnent la zone d'étude.
On veillera donc à en préserver l'intégrité ou à proposer des itinéraires de substitution si ces chemins devaient en partie disparaître dans le cadre du projet d'aménagement foncier.
Les itinéraires de substitution créés devront garantir la continuité, de bonnes conditions d'utilisation (pente, état des voies, longueur, ombrage,...) et avec un intérêt préservé (points de vue, diversité, ....) :

- élargissement unilatéral avec préservation d'une haie ou d'un arbre remarquable,
- aménagement paysager : possibilité de plantation de haies, d'arbres et signalisation ponctuelle des points de vue paysagers....

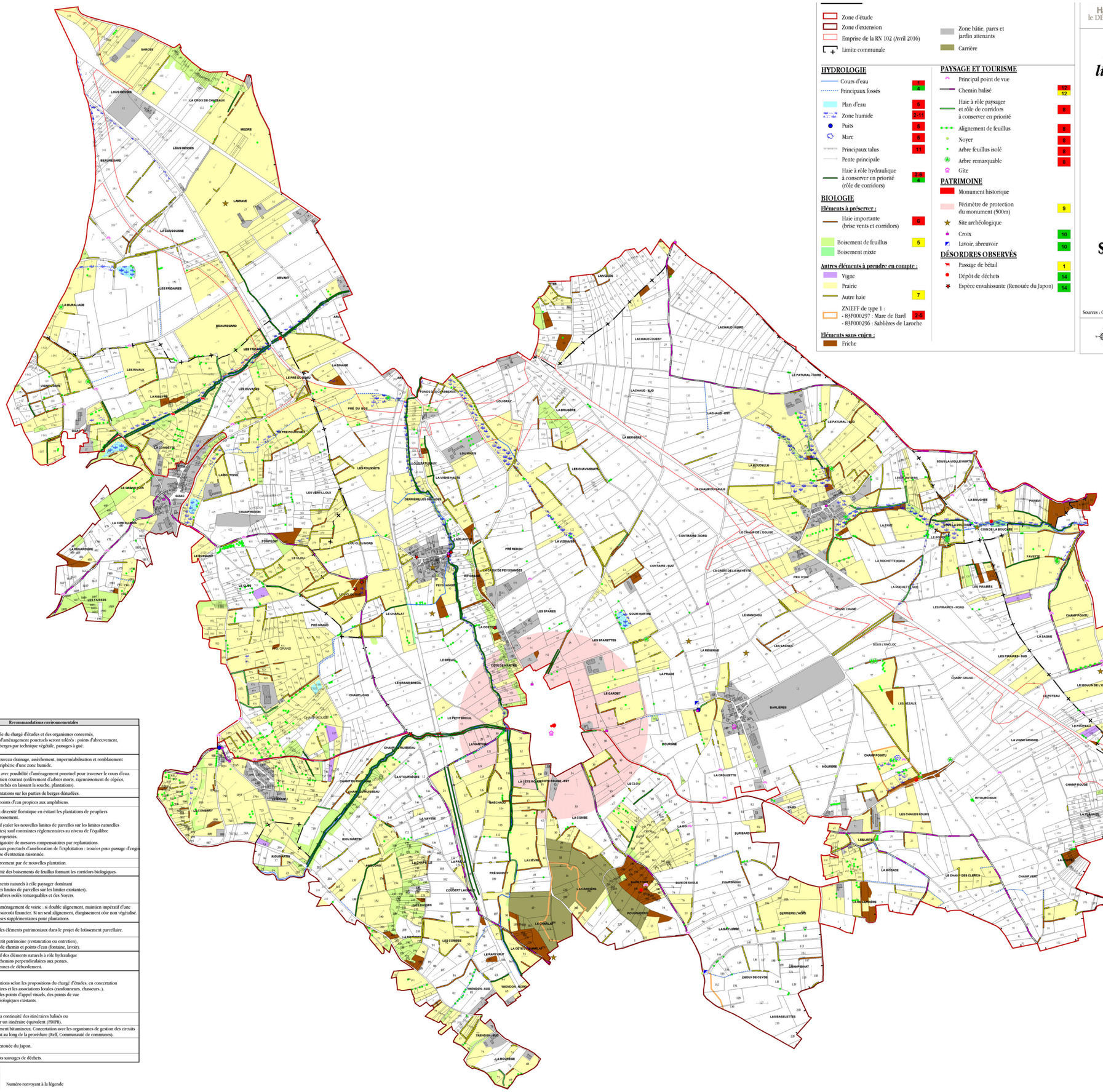
*Mais la prise en compte de l'ensemble du réseau de petits chemins non balisés est tout aussi important dans le cadre de l'aménagement foncier : les autres chemins ne doivent pas systématiquement se terminer en cul-de-sac dans les terres agricoles, leur continuité est essentielle pour découvrir l'ensemble du territoire.*

*L'ensemble des recommandations environnementales proposées a été rassemblé dans le tableau suivant (voir plan parcellaire hors texte correspondant).*

| Thématiques | Sous-thèmes | Légende | Recommandations environnementales | |
|---|---|---|---|---|
| Hydraulique / Équilibre de la gestion des eaux | Cours d'eau | 1 | Après avis favorable du chargé d'études et des organismes concernés, seuls des travaux d'aménagement ponctuels seront tolérés : point abreuvement, consolidation de berges par technique végétale, passages à gué. | |
| | | 1 | | |
| | Zones humides | 1 | Interdiction de nouveau drainage, assèchement, imperméabilisation et remblaiement au droit ou en périphérie d'une zone humide. | |
| | Ripisylves | 3 | Maintien en l'état avec possibilité d'aménagement ponctuel pour traverser le cours d'eau. Possibilité d'entretien courant (enlèvement d'arbres morts, rajeunissement de cépées, coupe d'arbres penchés en laissant la souche, plantations). | |
| | | 4 | Envisager des plantations sur les parties de berges dénudées. | |
| Milieux naturels | Faune | 5 | Préservation des points d'eau propices aux amphibiens et maintien des zones boisées abritant une avifaune riche. | |
| | Zone humide Flore | 2 | Préservation de la diversité floristique en évitant les plantations de peupliers ou de tout autre boisement. | |
| | Réseau de haies à rôle important | 6 | Maintien impératif (caler les nouvelles limites de parcelles sur les limites naturelles recensées existantes) sauf contraintes réglementaires au niveau de l'équilibre des comptes de propriétés. Mise en place obligatoire de mesures compensatoires par replantations. Possibilité de travaux ponctuels d'amélioration de l'exploitation : trouées pour passage d'engin ou de bétail, coupe d'entretien raisonnée. | |
| | Autres haies | 7 | Maintien et renforcement par de nouvelles plantations. | |
| | Boisements | 5 | Maintien en priorité des boisements feuillus formant les corridors biologiques. | |
| Paysages | Trame végétale et arbres alignés ou isolés | 8 | Maintien des éléments naturels à rôle paysager dominant (caler les nouvelles limites de parcelles sur les limites existantes). Préservation des arbres isolés et des Noyers. | |
| | Voirie et chemins | | Dans le cas d'un élargissement de voirie : si double alignement, maintien impératif d'une bordure même si surcoût financier. Si un seul alignement, élargissement côté non végétalisé. Prévoir des emprises supplémentaires pour des plantations. | |
| Patrimoine rural | Monuments historiques | 9 | Prise en compte des éléments patrimoniaux dans le projet de lotissement parcellaire. | |
| | Petit patrimoine | 10 | Valorisation du petit patrimoine (restauration ou entretien), notamment croix de chemin et points d'eau (fontaine, lavoir). | |
| Risques naturels | Ruisselle-ments et inondations | 11 | Maintien impératif des éléments naturels à rôle hydraulique dominant et des chemins perpendiculaires aux pentes. Préservation des zones de débordement. | |
| Aménagement des territoires communaux | Récréer ou renforcer le maillage de haies (corridors biologiques) | | Prévoir des plantations selon les propositions du chargé d'études, en concertation avec les propriétaires et les associations locales (randonneurs, chasseurs...). Prise en compte des points d'appel visuels, des points de vue et des corridors biologiques existants. | |
| | Chemins de randonnée balisés | 12 | Conservation de la continuité des itinéraires balisés ou remplacement par un itinéraire équivalent (PDIPR). | |
| | | 12 | Eviter tout revêtement bitumineux. Concertation avec les associations de randonnée tout au long de la procédure (Relf, Communauté de commune...). | |
| | Espèces invasives | 13 | Lutter contre la Renouée du Japon. | |
| | Déchets | 14 | Nettoyer les dépôts sauvages de déchets. | |

Mesure impérative
Mesure souhaitable
Mesure d'amélioration

Numéro renvoyant à la légende du plan parcellaire




Zone d'étude
Zone d'extension
Emprise de la RN 102 (Avril 2016)
Limite communale

Zone bâtie, parcs et jardin attenants
Carrière

**HYDROLOGIE**

- Cours d'eau — 1
- Principaux fossés — 1 / 4
- Plan d'eau — 5
- Zone humide — 2-11
- Puits — 5
- Mare — 5
- Principaux talus — 11
- Pente principale
- Haie à rôle hydraulique à conserver en priorité (rôle de corridors) — 3-5 / 4

**BIOLOGIE**

Eléments à préserver :

- Haie importante (brise vents et corridors) — 6
- Boisement de feuillus — 5
- Boisement mixte

Autres éléments à prendre en compte :

- Vigne
- Prairie
- Autre haie — 7
- ZNIEFF de type 1 : - 83P000297 : Mare de Bard - 83P000296 : Sablières de Laroche — 2-5

Eléments sans enjeu :

- Friche

**PAYSAGE ET TOURISME**

- Principal point de vue
- Chemin balisé — 12 / 12
- Haie à rôle paysager et rôle de corridors à conserver en priorité — 8
- Alignement de feuillus — 8
- Noyer — 8
- Arbre feuillus isolé — 8
- Arbre remarquable — 8
- Gîte

**PATRIMOINE**

- Monument historique
- Périmètre de protection du monument (500m) — 9
- Site archéologique
- Croix — 10
- Lavoir, abreuvoir — 10

**DÉSORDRES OBSERVÉS**

- Passage de bétail — 1
- Dépôt de déchets — 14
- Espèce envahissante (Renouée du Japon) — 14

Haute-Loire le DÉPARTEMENT

*Département de la Haute-Loire*

# *Etude d'Aménagement Foncier lié à l'aménagement de la RN102*

Communes de :
- Bournoncle-Saint-Pierre,
- Saint-Géron,
- Cohade,
- Vergongheon,
- Lempdes-sur-Allagnon

## Sensibilités environnementales et recommandations

Sources : Cesame - Prospection 2014-2015

Fond cadastral

0 150 300
Mètres

CESAME
ETUDES & CONSEIL EN ENVIRONNEMENT

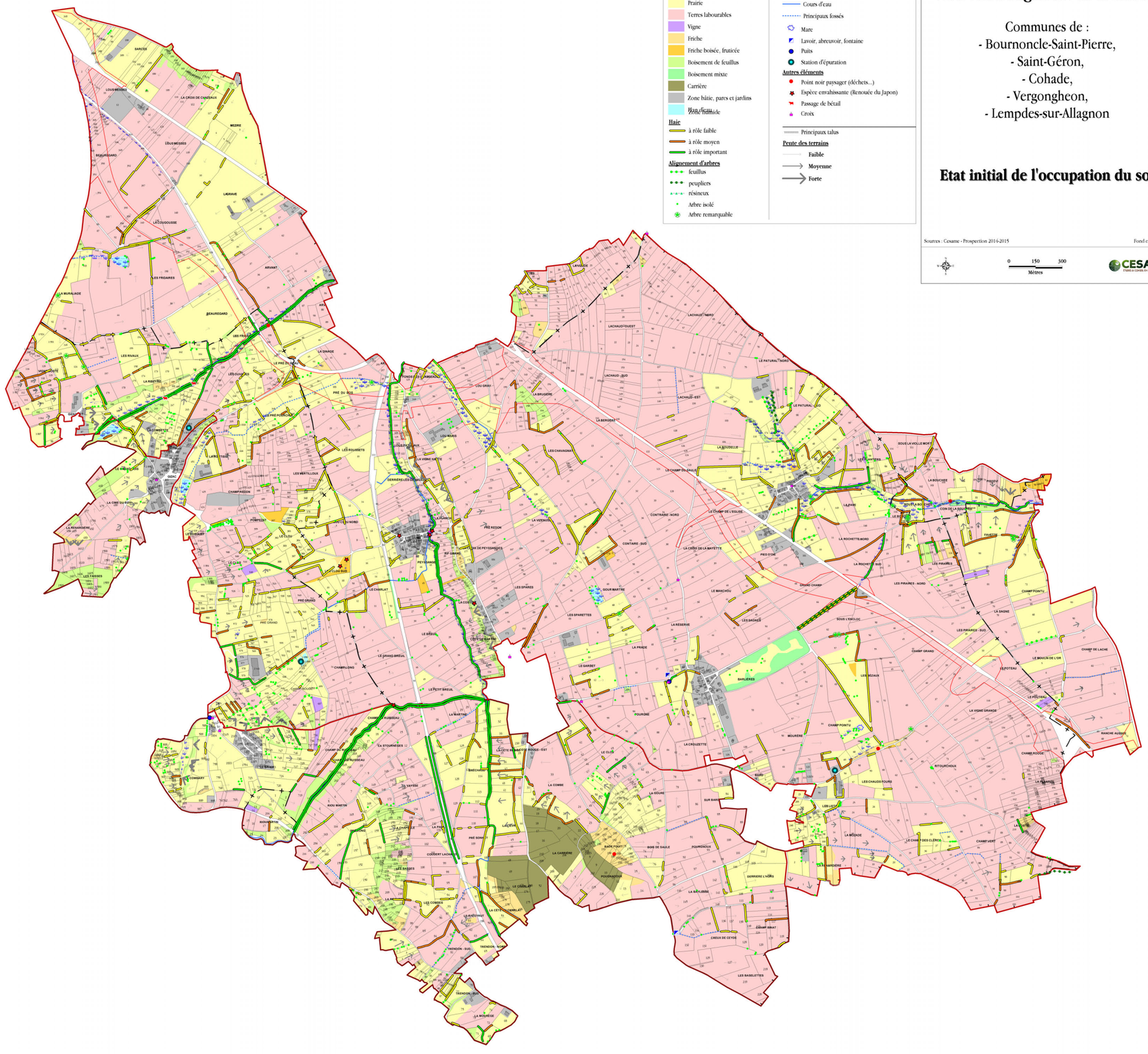
| Thématiques | Sous-thèmes | Légende | Recommandations environnementales |
|---|---|---|---|
| Hydraulique / Equilibre de la gestion des eaux | Cours d'eau | 1 | Après avis favorable du chargé d'études et des organismes concernés, seuls des travaux d'aménagement ponctuels seront tolérés : points d'abreuvement, consolidation de berges par technique végétale, passages à gué. |
| | | 1 | |
| Milieux naturels | Zones humides | 1 | Interdiction de nouveau drainage, assèchement, imperméabilisation et remblaiement au droit ou en périphérie d'une zone humide. |
| | Ripisylves | 3 | Maintien en l'état avec possibilité d'aménagement ponctuel pour traverser le cours d'eau. Possibilité d'ébretien courant (enlèvement d'arbres morts, rajeunissement de tétées, coupe d'arbres penchés en laissant la souche, plantations). |
| | | 4 | Envisager des plantations sur les parties de berges dénudées. |
| | Faune | 5 | Préservation des points d'eau propices aux amphibiens. |
| | Zone humide Flore | 2 | Préservation de la diversité floristique en évitant les plantations de peupliers ou de tout autre boisement. |
| | Réseau de haies à rôle important | 6 | Maintien impératif (caler les nouvelles limites de parcelles sur les limites naturelles recensées existantes) sauf contraintes réglementaires au niveau de l'équilibre des comptes de propriétés. Mise en place obligatoire de mesures compensatoires par replantations. Possibilité de travaux ponctuels d'amélioration de l'exploitation : trouées pour passage d'engin ou de bétail, coupe d'entretien raisonnée. |
| | Autres haies | 7 | Maintien et renforcement par de nouvelles plantation. |
| | Boisements | 5 | Maintien en priorité des boisements de feuillus formant les corridors biologiques. |
| Paysages | Trame végétale et arbres alignés ou isolés | 8 | Maintien des éléments naturels à rôle paysager dominant (caler les nouvelles limites de parcelles sur les limites existantes). Préservation des arbres isolés remarquables et des Noyers. |
| | Voirie et chemins | | Dans le cas d'un aménagement de voirie : si double alignement, maintien impératif d'une bordure même si surcoût financier. Si un seul alignement, élargissement côté non végétalisé. Prévoir des emprises supplémentaires pour plantations. |
| Patrimoine rural | Monuments historiques | 9 | Prise en compte des éléments patrimoniaux dans le projet de loisement parcellaire. |
| | Petit patrimoine | 10 | Valorisation du petit patrimoine (restauration ou entretien), notamment croix de chemin et points d'eau (fontaine, lavoir). |
| Risques naturels | Ruissellements et inondations | 11 | Maintien impératif des éléments naturels à rôle hydraulique dominant et des chemins perpendiculaires aux pentes. Préservation des zones de débordement. |
| Aménagement des territoires communaux | Recréer ou renforcer le maillage de haies (corridors biologiques) | | Prévoir des plantations selon les propositions du chargé d'études, en concertation avec les propriétaires et les associations locales (randonneurs, chasseurs, ..). Prise en compte des points d'appel visuels, des points de vue et des corridors biologiques existants. |
| | Chemins de randonnée balisés | 12 | Conservation de la continuité des itinéraires balisés ou remplacement par un itinéraire équivalent (PDIPR). |
| | | 12 | Eviter tout revêtement bitumineux. Concertation avec les organismes de gestion des circuits de randonnée tout au long de la procédure (Relf, Communauté de communes). |
| | Espèces invasives | 13 | Lutter contre la renouée du Japon. |
| | Déchets | 14 | Nettoyer les dépôts sauvages de déchets. |

Mesure impérative
Mesure souhaitable
Mesure d'amélioration

Numéro renvoyant à la légende

# ANNEXES

- Plan parcellaire d'état initial de l'occupation du sol
- Fiches ZNIEFF de type I




Haute-Loire le DÉPARTEMENT

*Département de la Haute-Loire*

# *Etude d'Aménagement Foncier lié à l'aménagement de la RN102*

Communes de :
- Bournoncle-Saint-Pierre,
- Saint-Géron,
- Cohade,
- Vergongheon,
- Lempdes-sur-Allagnon

## Etat initial de l'occupation du sol

Sources : Cesame - Prospection 2014-2015

Fond cadastral

0 150 300
Mètres

CESAME
TISSONS L'AVENIR DE L'ENVIRONNEMENT

Muséum national d'Histoire naturelle

znieff ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

# COTEAUX DE MONTLAISON, LA GARENNE, ROCHEFAITE (Identifiant national : 830016067)

(ZNIEFF continentale de type 1)

*(Identifiant régional : 00008044)*

La citation de référence de cette fiche doit se faire comme suite : Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne, 2012.- 830016067, COTEAUX DE MONTLAISON, LA GARENNE, ROCHEFAITE. - INPN, SPN-MNHN Paris, 8P. http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/830016067.pdf

Région en charge de la zone : Auvergne
Rédacteur(s) : Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne
Centroïde calculé : 677667°-2036077°

1. DESCRIPTION ..... 2
2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE ..... 3
3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE ..... 3
4. FACTEUR INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE ..... 3
5. BILAN DES CONNAISSANCES - EFFORT DE PROSPECTION ..... 4
6. HABITATS ..... 4
7. ESPECES ..... 6
8. LIENS ESPECES ET HABITATS ..... 8
9. SOURCES ..... 8



Date d'édition : 19/06/2015
http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/830016067

# 1. DESCRIPTION

## 1.1 Localisation administrative

- Beaumont (INSEE : 43022)
- Bournoncle-Saint-Pierre (INSEE : 43038)

## 1.2 Altitudes

Minimum (m) : 0
*Maximum (m) : Non renseigné*

## 1.3 Superficie

142,86 hectares

## 1.4 Liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF

*Non renseigné*

## 1.5 Commentaire général

Ces coteaux calcaires sont situés dans le contexte chaud et sec de la Limagne Brivadoise.

Les pelouses de ces coteaux relèvent en majeure partie du Mesobromion à orchidées remarquables (milieu déterminant). Elles comprennent cependant sur les parties érodées un habitat particulièrement xérophile, le Xerobromion (milieu déterminant). Localement, des tables rocheuses sur substrat basique permettent à un autre habitat de s'exprimer, l'Alysso-Sedion (pelouses rupicoles basiphiles, milieu déterminant).
Le reste du site est occupé par des pâtures mésophiles, des fourrés de recolonisation à Prunellier ainsi qu'un reste de Chênaie thermophile (milieu déterminant).
Des cultures font transition avec la plaine cultivée environnante.

Particulièrement riche et thermophile, la flore contient 6 espèces protégées: la Carline à feuilles d'Acanthe, la Trigonelle de Montpellier, l'Ophrys araignée, l'Ophrys bécasse et l'Orchis militaire. On trouve également l'Astragale à fruits en hameçon et le Salsifi à feuilles de Crocus, toutes deux espèces inscrites sur la liste rouge régionale.

Dans le contexte fortement agricole de la Limagne Brivadoise, ces coteaux représentent un havre de biodiversité de première importance.

Intégrer au texte espèces suivantes : Adonis aestivalis, A annua, Conringia orientalis, Galium tricornutum, Turgenia latifolia

## 1.6 Compléments descriptif

### 1.6.1 Géomorphologie

- Colline
- Coteau, cuesta
- Affleurement rocheux

*Commentaire sur la géomorphologie*

*aucun commentaire*

### 1.6.2 Activités humaines

- Agriculture
- Elevage

*Commentaire sur les activités humaines*

*aucun commentaire*

### 1.6.3 Statut de propriété

*Non renseigné*

*Commentaire sur le statut de propriété*

*aucun commentaire*

### 1.6.4 Mesures de protection

- Zone Spéciale de Conservation (Directive Habitat)

*Commentaire sur les mesures de protection*

*aucun commentaire*

## 2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

| Patrimoniaux | Fonctionnels | Complémentaires |
|---|---|---|
| Ecologique<br>Faunistique<br>Insectes<br>Floristique<br>Phanérogames | Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales | Paysager |

*Commentaire sur les intèrêts*

*aucun commentaire*

## 3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats
- Fonctionnement et relation d'écosystèmes
- Contraintes du milieu physique

*Commentaire sur les critères de délimitation de la zone*

La délimitation correspond aux trois zones de coteaux calcaires.

## 4. FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

*Commentaire sur les facteurs*

*aucun commentaire*



Date d'édition : 19/06/2015
http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/830016067

## 5. BILANS DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS

| Aucun | Faible | Moyen | Bon |
|---|---|---|---|
| - Mammifères<br>- Oiseaux<br>- Reptiles<br>- Amphibiens<br>- Poissons<br>- Autres Invertébrés<br>- Ptéridophytes<br>- Bryophytes<br>- Algues<br>- Champignons<br>- Lichens | - Insectes<br>- Phanérogames<br>- Habitats | | |

## 6. HABITATS

### 6.1 Habitats déterminants

| CORINE BIOTOPE | Source | Surface (%) | Observation |
|---|---|---|---|
| 34.32<br>Pelouses calcaires sub-atlantiques semi-arides | | 0 | 2006 |
| 34.33<br>Prairies calcaires subatlantiques très sèches | | 0 | 2006 |

### 6.2 Habitats autres

| CORINE BIOTOPE | Source | Surface (%) | Observation |
|---|---|---|---|
| 31.81<br>Fourrés médio-européens sur sol fertile | | 0 | 2006 |
| 34.4<br>Lisières (ou ourlets) forestières thermophiles | | 0 | 2006 |
| 38<br>Prairies mésophiles | | 0 | 2006 |
| 38.1<br>Pâtures mésophiles | | 0 | 2006 |
| 82<br>Cultures | | 0 | 2006 |
| 84.3<br>Petits bois, bosquets | | 0 | 2006 |
| 86.3<br>Sites industriels en activité | | 0 | 2006 |
| 87.1<br>Terrains en friche | | 0 | 2006 |
| 87.2<br>Zones rudérales | | 0 | 2006 |

### 6.3 Habitats périphériques

*Non renseigné*

# 7. ESPECES

## 7.1 Espèces déterminantes

| Groupe | Code Espèce (CD_NOM) | Espèce (nom scientifique) | Statut(s) Chorologique(s) | Statut(s) biologique(s) | Sources | Degré d'abondance | Effectif inférieur estimé | Effectif supérieur estimé | Année/ Période d'observation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Insectes | 219756 | *Satyrium pruni (Linnaeus, 1758)* | | | Informateur : GILARD B. | | 0 | 0 | 2005 |
| Phanérogames | 80211 | *Adonis aestivalis L., 1762* | | | Informateur : ANTONETTI P., Conservatoire Botanique National du Massif Central | | 0 | 0 | 1999 |
| | 80212 | *Adonis annua L., 1753* | | | Informateur : ANTONETTI P., Conservatoire Botanique National du Massif Central | | 0 | 0 | 2000 |
| | 80224 | *Adonis flammea Jacq., 1776* | | | Informateur : ANTONETTI P., LE GUEN M. | | 0 | 0 | 2005 |
| | 82516 | *Androsace maxima L., 1753* | | | Informateur : VIGIER B. | | 0 | 0 | 1994 |
| | 84846 | *Astragalus hamosus L., 1753* | | | Informateur : VIGIER B. | | | 0 | 1993 |
| | 87095 | *Bupleurum rotundifolium L., 1753* | | | Informateur : ANTONETTI P., LE GUEN M. | | 0 | 0 | 2005 |
| | 92254 | *Conringia orientalis (L.) Dumort., 1827* | | | Informateur : CHOISNET G. | | 0 | 0 | 2001 |
| | 99566 | *Galium tricornutum Dandy, 1957* | | | Informateur : ANTONETTI P., LE GUEN M. | | 0 | 0 | 2005 |
| | 100983 | *Helianthemum salicifolium (L.) Mill., 1768* | | | Informateur : ANTONETTI P., LE GUEN M. | | 0 | 0 | 2005 |
| | 103639 | *Inula montana L., 1753* | | | Informateur : KESSLER F. | | 0 | 0 | 2002 |
| | 108948 | *Myagrum perfoliatum L., 1753* | | | Informateur : ANTONETTI P., LE GUEN M. | | 0 | 0 | 2005 |
| | 110108 | *Onobrychis arenaria (Kit. ex Willd.) DC., 1825* | | | Informateur : ANTONETTI P., LE GUEN M. | | 0 | 0 | 2005 |



Date d'édition : 19/06/2015
http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/830016067

## 6.4 Commentaire sur les habitats

(*) : Donnée indicatrice issue du programme CHANE, cartographie réalisée sur un périmètre Natura 2000 différent de celui de la ZNIEFF (pas de donnée pourcentage de surface)<br>

| Groupe | Code Espèce (CD_NOM) | Espèce (nom scientifique) | Statut(s) Chorologique(s) | Statut(s) biologique(s) | Sources | Degré d'abondance | Effectif inférieur estimé | Effectif supérieur estimé | Année/ Période d'observation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 110345 | *Ophrys aranifera Huds., 1778* | | | Informateur : VIGIER B. | | 0 | 0 | 2000 |
| | 110468 | *Ophrys scolopax Cav., 1793* | | | Informateur : LEGRAND R. | | | 0 | 2003 |
| | 110480 | *Ophrys sulcata Devillers & Devillers-Tersch., 1994* | | | Informateur : TORT M. | | 0 | 0 | 1994 |
| | 110920 | *Orchis militaris L., 1753* | | | Informateur : LE DÛ J. | | | 0 | 2002 |
| | 127568 | *Medicago monspeliaca (L.) Trautv., 1841* | | | Informateur : PETETIN A. | | | 0 | 2001 |
| | 127988 | *Turgenia latifolia (L.) Hoffm., 1814* | | | Informateur : ANTONETTI P., LE GUEN M. | | 0 | 0 | 2005 |
| | 129007 | *Veronica spicata L., 1753* | | | Informateur : VIGIER B. | | 0 | 0 | 1998 |
| | 132839 | *Carlina acanthifolia subsp. acanthifolia* | | | Informateur : KESSLER F. | | 0 | 0 | 2002 |

## 7.2 Espèces autres

| Groupe | Code Espèce (CD_NOM) | Espèce (nom scientifique) | Statut(s) Chorologique(s) | Statut(s) biologique(s) | Sources | Degré d'abondance | Effectif inférieur estimé | Effectif supérieur estimé | Année/ Période d'observation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Phanérogames | 110484 | *Ophrys virescens Philippe, 1859* | | | Informateur : VIGIER B. | | 0 | 0 | 2000 |





## 7.3 Espèces à statut réglementé

| Groupe | Code Espèce (CD_NOM) | Espèce (nom scientifique) | Statut de déterminance | Réglementation |
|---|---|---|---|---|
| Phanérogames | 132839 | *Carlina acanthifolia All. subsp. acanthifolia* | Déterminante | Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire. *(lien)* |

# 8. LIENS ESPECES ET HABITATS

*Non renseigné*

# 9. SOURCES


- TORT Maryse() "" .
- VIGIER B.() "" .
- LE DÛ J.() "" .
- GILARD B.() "" .
- ANTONETTI P., LE GUEN M.() "" .
- TORT M.(1993) "Le Haut Allier entre Velay et Margeride : 20, 21, 22, 23 mai 1993 : document préparatoire. 125° session extraordinaire de la Société Botanique de France, 20-23 mai, Clermont II, 40p.".
- Conservatoire Botanique National du Massif Central() "" .
- BILLY F.() "" .
- C.E.P.A.(1995) "Les coteaux calcaires de Limagne. Rapport interne, 200 p.".
- C.H.A.N.E.S(2006) "Cartographie des Habitats Naturels et des Espèces. DIREN Auvergne.".
- KESSLER F.() "" .
- ANTONETTI P., Conservatoire Botanique National du Massif Central() "" .
- LEGRAND R.() "" .
- TORT M.() "" .
- CHOISNET G.() "" .
- PETETIN A.() "" .
- LOISEAU Jean-Edmé() "" .

Muséum national d'Histoire naturelle

znieff ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

# SABLIERES DE LAROCHE
# (Identifiant national : 830020322)

(ZNIEFF continentale de type 1)

*(Identifiant régional : 00008066)*

La citation de référence de cette fiche doit se faire comme suite : Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne, 2012.- 830020322, SABLIERES DE LAROCHE. - INPN, SPN-MNHN Paris, 6P. http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/830020322.pdf

Région en charge de la zone : Auvergne
Rédacteur(s) : Conservatoire d'Espaces Naturels Auvergne
Centroïde calculé : 677025°-2037592°

1. DESCRIPTION ..... 2
2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE ..... 3
3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE ..... 3
4. FACTEUR INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE ..... 3
5. BILAN DES CONNAISSANCES - EFFORT DE PROSPECTION ..... 3
6. HABITATS ..... 3
7. ESPECES ..... 5
8. LIENS ESPECES ET HABITATS ..... 6
9. SOURCES ..... 6



Date d'édition : 19/06/2015
http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/830020322

# 1. DESCRIPTION

## 1.1 Localisation administrative

- Bournoncle-Saint-Pierre (INSEE : 43038)

## 1.2 Altitudes

Minimum (m) : 0
*Maximum (m) : Non renseigné*

## 1.3 Superficie

6,44 hectares

## 1.4 Liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF

*Non renseigné*

## 1.5 Commentaire général

Les sablières de Laroche regroupent deux carrières de marnes calcaires de part et d'autres de la D17. La carrière sud est légèrement humide. La végétation au sein des carrières est celle des friches thermophiles.

## 1.6 Compléments descriptif

### 1.6.1 Géomorphologie

*Non renseigné*

*Commentaire sur la géomorphologie*

*aucun commentaire*

### 1.6.2 Activités humaines

*Non renseigné*

*Commentaire sur les activités humaines*

*aucun commentaire*

### 1.6.3 Statut de propriété

*Non renseigné*

*Commentaire sur le statut de propriété*

*aucun commentaire*

### 1.6.4 Mesures de protection

*Non renseigné*

*Commentaire sur les mesures de protection*

*aucun commentaire*

## 2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

Patrimoniaux

Faunistique
Amphibiens
Floristique
Phanérogames

*Commentaire sur les intèrêts*

*aucun commentaire*

## 3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats

*Commentaire sur les critères de délimitation de la zone*

*aucun commentaire*

## 4. FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

*Commentaire sur les facteurs*

*aucun commentaire*

## 5. BILANS DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS

| Aucun | Faible | Moyen | Bon |
|---|---|---|---|
| - Mammifères<br>- Oiseaux<br>- Reptiles<br>- Poissons<br>- Insectes<br>- Autres Invertébrés<br>- Ptéridophytes<br>- Bryophytes<br>- Algues<br>- Champignons<br>- Lichens | - Amphibiens<br>- Phanérogames | | - Habitats |

## 6. HABITATS

### 6.1 Habitats déterminants

*Non renseigné*



Date d'édition : 19/06/2015
http://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/830020322

### 6.2 Habitats autres

| CORINE BIOTOPE | Source | Surface (%) | Observation |
|---|---|---|---|
| 34.32<br>Pelouses calcaires sub-atlantiques semi-arides | Informateur :<br>Conservatoire Botanique National du Massif Central | 20 | 2008 |
| 38.2<br>Prairies de fauche de basse altitude | Informateur :<br>Conservatoire Botanique National du Massif Central | 10 | 2008 |
| 44.1<br>Formations riveraines de Saules | Informateur :<br>Conservatoire Botanique National du Massif Central | 10 | 2008 |
| 84.2<br>Bordures de haies | Informateur :<br>Conservatoire Botanique National du Massif Central | 5 | 2008 |
| 86.41<br>Carrières | Informateur :<br>Conservatoire Botanique National du Massif Central | 5 | 2008 |
| 87<br>Terrains en friche et terrains vagues | Informateur :<br>Conservatoire Botanique National du Massif Central | 50 | 2008 |

### 6.3 Habitats périphériques

*Non renseigné*

### 6.4 Commentaire sur les habitats

*aucun commentaire*

# 7. ESPECES

## 7.1 Espèces déterminantes

| Groupe | Code Espèce (CD_NOM) | Espèce (nom scientifique) | Statut(s) Chorologique(s) | Statut(s) biologique(s) | Sources | Degré d'abondance | Effectif inférieur estimé | Effectif supérieur estimé | Année/ Période d'observation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Amphibiens | 212 | *Bombina variegata (Linnaeus, 1758)* | | | Informateur : GILARD B. | | 0 | 0 | 1996 |
| | 252 | *Pelodytes punctatus (Daudin, 1803)* | | | Informateur : GILARD B. | | 0 | 0 | 2004 |
| Phanérogames | 99194 | *Gagea pratensis (Pers.) Dumort., 1827* | | | Informateur : VIGIER B. | | 0 | 0 | 1993 |
| | 116403 | *Pulicaria vulgaris Gaertn., 1791* | | | Informateur : VIGIER B. | | 0 | 0 | 1992 |
| | 124732 | *Lathraea squamaria L., 1753* | | | Informateur : VIGIER B. | | 0 | 0 | 1992 |

## 7.2 Espèces autres

*Non renseigné*





## 7.3 Espèces à statut réglementé

| Groupe | Code Espèce (CD_NOM) | Espèce (nom scientifique) | Statut de déterminance | Réglementation |
|---|---|---|---|---|
| Amphibiens | 212 | *Bombina variegata (Linnaeus, 1758)* | Déterminante | Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)* |
| | | | | Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection *(lien)* |
| | 252 | *Pelodytes punctatus (Daudin, 1803)* | Déterminante | Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire fançais et les modalités de leur protection *(lien)* |
| Phanérogames | 99194 | *Gagea pratensis (Pers.) Dumort., 1827* | Déterminante | Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)* |

# 8. LIENS ESPECES ET HABITATS

*Non renseigné*

# 9. SOURCES

- VIGIER B.() "".
- Conservatoire Botanique National du Massif Central() "".
- GILARD B.() "".